



*Commission
des droits de la personne
et des droits de la jeunesse*

Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS

2013-2014

**COMMISSION DES DROITS DE
LA PERSONNE ET DES DROITS
DE LA JEUNESSE**

FÉVRIER 2013

360, rue Saint-Jacques, 2^e étage, Montréal (Québec) H2Y 1P5

Téléphone : (514) 873-5146 • 1 800 361-6477 Télécopieur : (514) 873-2373

Téléscripteur : (514) 873-2648 Web : www.cdpdj.qc.ca

Document préparé en février 2013

Coordination

Josée Morin

Adjointe à la présidence

Soutien technique

Marwa Sabbour Mohamed

Technicienne en administration

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

TABLE DES MATIÈRES

1 - Renseignements généraux

Organigramme de la Commission.....	Page 3
Mandat de la Commission.....	Page 4
Tableau Crédits et effectifs	Page 5
Tableau Effectifs par catégorie d'emploi	Page 6

2 - Demande de renseignements généraux de l'Opposition officielle

G2 (L'ensemble des coûts afférents au changement de gouvernement)	Page 8
G3 (Voyages hors Québec).....	Page 9
G4 (Voyages en avion ou en hélicoptère)	Page 10
G5 (Dépenses en publicité).....	Page 11
G6 (Dépenses – événements médiatiques)	Page 12
G7 (Dépenses en formation de communication)	Page 13
G8 (Contrats octroyés par un ministère ou un organisme)	Page 14
G9 (Contrats octroyés par un ministère ou un organisme – autorisation du sous-ministre)	Page 19
G10 (Contrats octroyés par un cabinet ministériel)	Page 20
G11 (Consultants externes intégrés au sein du ministère ou d'un organisme)	Page 21
G12 (Projet de développement informatique).....	Page 22
G13 (Dépenses –photocopie, etc.)	Page 23
G14 (Dépenses reliées à la téléphonie)	Page 24
G15 (Répartition maladies, heures supplémentaires, vacances et harcèlement psychologique, etc.).....	Page 25
G16 (Départs à la retraite)	Page 36
G17 (Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes)	Page 37
G21 (Personnel en disponibilité par catégorie d'emploi)	Page 38
G22 (Mis à pied par catégorie d'âge).....	Page 39
G23 (Personnel affecté au Plan Nord).....	Page 40
G26 (Abonnements).....	Page 41
G27 (Site Internet).....	Page 42
G28 (Nomination de mandataires/émissaires/négociateurs/médiateurs, etc.)	Page 43

G30 (Demandes d'accès à l'information).....	Page 44
G32 (Ententes avec le gouvernement fédéral et/ou d'autres provinces canadiennes)	Page 45
G33 (Crédits périmés et gels de crédits)	Page 46
G34 (Services et tarifs).....	Page 47
G35 (Plan de réduction des dépenses de fonctionnement)	Page 48
G36 (Sommes reçues et prévisions en provenance du gouvernement fédéral)	Page 49
G37 (Ententes avec une ou des conférences régionales des élus).....	Page 50
G38 (Primes au rendement et des bonis – montant et catégories d'emploi)	Page 51
G39 (Primes de départ – montant et catégories d'emploi)	Page 52
G40 (Cadres – rémunération sans aucune fonction).....	Page 53
G41 (Contrats octroyés par un ministère ou un organisme).....	Page 54
G42 (Coûts des travaux dans les espaces occupés).....	Page 55
G43 (Masse salariale par catégorie d'emploi)	Page 56
G44 (Taux d'absentéisme par catégorie d'emploi)	Page 57
G45 (Évolution de la taille – nombre total d'employé)	Page 58
G46 (Raison du départ du travail)	Page 59

3. Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle (PLQ)

P1 (Sommes dépensées technologie de l'information).....	Page 61
P2 (Personnel, mandat).....	Page 63
P7 (Rencontres, réunions à la Présidence).....	Page 65
P8 (Sondages et coûts).....	Page 67
P9 (Traductions)	Page 68
P12 (Mandats donnés à la Société immobilière du Québec).....	Page 69
P14 (Comités interministériels avec autres ministères ou organismes).....	Page 70
P16 (Accommodements).....	Page 74
P86 (Statistiques - plaintes- Charte).....	Page 75
P87 (Recommandations et/ou avis – Charte).....	Page 80
P88 (Délai moyen de traitement des plaintes - Charte).....	Page 82
P89 (Programme d'accès à l'égalité).....	Page 84
P90 (Statistiques enquêtes - Jeunesse).....	Page 106
P91 (Nombre de signalements reçus d'intimidation ou de risque suicidaire).....	Page 109
P92 (Nombre d'enfants en attente par la Protection de la jeunesse/mois)	Page 110
P93 (Plaintes qui ont fait l'objet de recommandations- Jeunesse)	Page 111
P94 (Délai moyen de traitement des plaintes - Jeunesse).....	Page 112
P95 (Effectifs).....	Page 114
P96 (Programme d'accès à l'égalité).....	Page 116

4. Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle (CAQ)

P1 (Personnel, mandat).....	Page 118
P2 (Formations, conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres).....	Page 120
P3 (Dépenses pour l'informatique et les technologies de l'information).....	Page 122

P7 (Sondages et coûts)	Page 123
P8 (Traductions)	Page 124
P9 (Mandats donnés à la Société immobilière du Québec)	Page 125
P10 (Concours et tirages effectués et la valeur de ces prix)	Page 126
P11 (Campagnes de publicité et de sensibilisation)	Page 127
P12 (Programmes de financement ou de subvention).....	Page 128
P15 (Plan directeur informatique triennal – réalisations et prévisions)	Page 129
P17 (Accommodements).....	Page 131
P103 (Statistiques - plaintes– Charte).....	Page 132
P104 (Recommandations et/ou avis – Charte).....	Page 135
P105 (Délai moyen de traitement des plaintes - Charte)	Page 137
P106 (Programme d'accès à l'égalité).....	Page 139
P107 (Actions pour sensibiliser propriétaires de logement).....	Page 164
P108 (Statistiques enquêtes - Jeunesse)	Page 165
P109 (Plaintes qui ont fait l'objet de recommandations- Jeunesse)	Page 168
P110 (Délai moyen de traitement des plaintes - Jeunesse).....	Page 169
P111 (Effectifs)	Page 171
P112 (Nombre de signalements reçus d'intimidation ou de risque suicidaire).....	Page 173
P113 (Nombre d'enfants en attente par la Protection de la jeunesse).....	Page 174

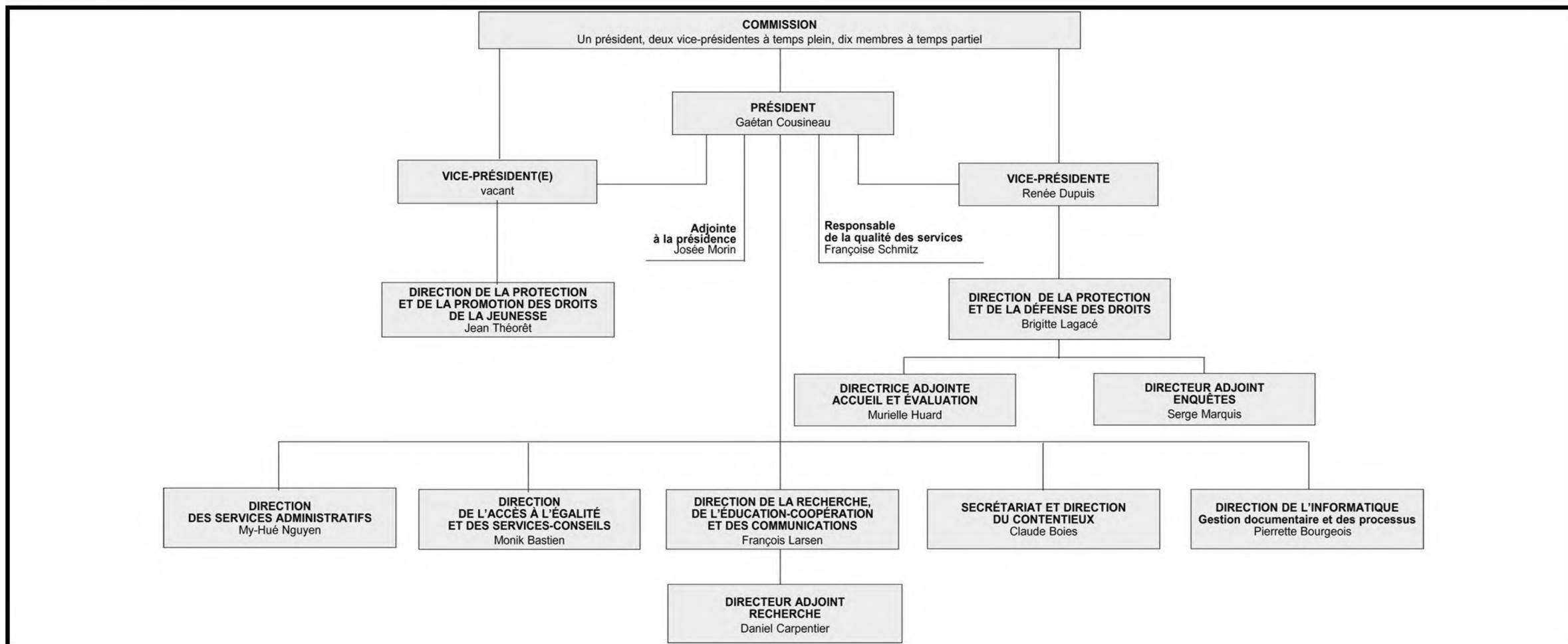
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

1- RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

PROGRAMME 05 ÉLÉMENT 02

IDENTIFICATION	NUMÉRO	TITRE
PROGRAMME	05	Autres organismes relevant du ministre
ÉLÉMENT	02	Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse
RESPONSABLE	Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	

ORGANIGRAMME



MANDAT**Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse**

La mission de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse prend assise dans une loi fondamentale, la *Charte des droits et libertés de la personne* (L.R.Q., c. C-12), dans la *Loi sur la protection de la jeunesse* (L.R.Q., c. P-34.1) et dans la *Loi sur l'accès à l'égalité en emploi dans les organismes publics* (L.R.Q., c. H-2.01).

Dans le cadre du mandat que lui confie la *Charte des droits et libertés de la personne*, la Commission assure la promotion et le respect des principes qui y sont énoncés. Elle veille, par ailleurs, à l'application de la *Loi sur l'accès à l'égalité en emploi dans des organismes publics*.

Dans le cadre du mandat que lui confie la *Loi sur la protection de la jeunesse*, elle veille également, comme composante du système de protection de la jeunesse, au respect des droits reconnus par cette loi aux enfants dont la sécurité ou le développement sont compromis, ainsi qu'à la protection de leur intérêt. Cet élément de mission comprend aussi le respect des droits reconnus aux adolescents par la *Loi sur le système de justice pénale pour adolescents* (L.C. 2002, c.1).

Depuis le 1^{er} avril 2001, en vertu de la *Loi sur l'accès à l'égalité en emploi dans des organismes publics*, la Commission a pour mandats :

- de fixer le délai dans lequel tout organisme doit lui transmettre le rapport d'analyse de ses effectifs ;
- de comparer la représentation des groupes œuvrant dans les organismes visés par la loi avec leur représentation au sein des personnes compétentes ou aptes à acquérir cette compétence dans un délai raisonnable pour ce type d'emploi à l'intérieur de la zone appropriée de recrutement ;
- de prêter assistance, sur demande, à l'élaboration d'un programme ;
- de vérifier la teneur des programmes élaborés pour s'assurer de leur conformité aux exigences de la loi et, le cas échéant, d'aviser les organismes des modifications qui doivent être apportées à leur programme;
- d'adresser des recommandations aux organismes en défaut de se conformer à des délais d'élaboration ou d'implantation d'un programme conforme à la loi et, si ses recommandations ne sont pas suivies, de s'adresser au Tribunal des droits de la personne;
- de publier, tous les trois ans, la liste des organismes soumis à la loi, en faisant état de leur situation en matière d'égalité en emploi.

Depuis le 17 décembre 2005, le groupe des personnes handicapées a été ajouté comme groupe visé dans la *Loi sur l'accès à l'égalité en emploi dans des organismes publics* suite à l'adoption de la *Loi modifiant la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées et d'autres dispositions législatives* (L.Q.2004, c.31)

Par décret gouvernemental, la Commission est également chargée de surveiller l'application du *Programme d'obligation contractuelle du gouvernement du Québec*. Ce programme impose aux entreprises qui emploient plus de 100 personnes de mettre en place un mécanisme d'accès à l'égalité lorsqu'elles obtiennent du gouvernement un contrat ou une subvention de 100 000 \$ ou plus.

Initialement, le programme incluait trois groupes visés, les femmes, les minorités visibles et les Autochtones. En adoptant la Stratégie nationale pour l'intégration et le maintien en emploi des personnes handicapées en 2008, le gouvernement a ajouté ce groupe à l'application de ce programme.

CRÉDITS ET EFFECTIFS

Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse

Sommaire (en milliers de dollars)

SUPERCATÉGORIES	2013-2014				Livre des crédits 2012-2013	VARIATION	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits Totaux		\$	%
	Rémunération	11 847,1					
Fonctionnement	3 470,3	87,8		3 382,5	3 400,1	(17,6)	(0,5)
Transfert							
Affectation à un fonds spécial							
Prêts, Placements, Avances			3,0	3,0	3,0	0,0	0,0
Immobilisations			318,0	318,0	318,0	0,0	0,0
Créances douteuses							
TOTAL	15 317,4	87,8	321,0	15 550,6	15 226,9	323,7	2,1

Amortissement		87,8		87,8	87,8	0,0	0,0
---------------	--	------	--	------	------	-----	-----

EFFECTIF TOTAL			N.d.		168		
-----------------------	--	--	-------------	--	------------	--	--

Explication des variations

CRÉDITS

Les crédits de cet élément de programme ont augmenté de 2,1 % par rapport aux crédits de l'année 2012-2013. Cette augmentation résulte des facteurs suivants :

Rémunération : 341,3 ou 3,0 %

▪ Coût du règlement avec les juristes de l'État	236,3
▪ Coût du règlement avec les cadres juridiques	105,0
	341,3

Fonctionnement: (17,6) ou (0,5 %)

▪ Compression 1 % - Plan d'action 2010-2014 sur la réduction et le contrôle des dépenses	(17,6)
	(17,6)

Prêts, placements, avances

- Aucune variation

Immobilisations

- Aucune variation

TOTAL 323,7

EFFECTIFS

Aucune information n'a été transmise au ministère relativement à l'effectif autorisé à l'étape de la préparation du budget de dépenses 2013-2014. L'effectif inscrit au présent document est celui apparaissant au Livre des crédits 2012-2013.

EFFECTIFS**Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse**

Sommaire

CATÉGORIES D'EMPLOI	Effectif 2012-2013
Administratrices, administrateurs d'État	3
Postes d'encadrement	7
Juges	
Cadres juridiques	3
Substituts du Procureur général	
Avocates, avocats et notaires	15
Professionnelles, professionnels	84
Techniciennes, techniciens	39
Personnel de bureau	16
Ouvrières, ouvriers	
EFFECTIF RÉGULIER	167
Effectif occasionnel	1
EFFECTIF TOTAL	168

Explication des variations**EFFECTIFS**

Aucune information n'a été transmise au ministère relativement à l'effectif autorisé à l'étape de la préparation du budget de dépenses 2013-2014. L'effectif inscrit au présent document est celui apparaissant au Livre des crédits 2012-2013.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

2 - DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

G.2 L'ENSEMBLE DES COÛTS AFFÉRENTS AU CHANGEMENT DE GOUVERNEMENT NOTAMMENT :

- ✦ LES COÛTS RELIÉS AU CHANGEMENT DE STRUCTURE ADMINISTRATIVE, MINISTÉRIELLE (PUBLICITÉ, AFFICHAGE. LOGO, SITE INTERNET, PANCARTE, COURRIER, ENVELOPPES, ENTÊTES, CARTES D'AFFAIRES, ETC.);**
 - ✦ LES COÛTS ADMINISTRATIFS, LES COÛTS DE TRANSITION, LES FRAIS DE COMMUNICATION;**
 - ✦ LES COÛTS RELIÉS À LA SUPPRESSION OU L'AJOUT DE TOUTE INFORMATION;**
 - ✦ LES COÛTS RELIÉS AUX PHOTOS OFFICIELLES; ET**
 - ✦ TOUT AUTRE COÛT LE CAS ÉCHÉANT.**
-

Veillez-vous référer à la question G.42.

G.3 LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2012-2013 :

- ✚ LES ENDROITS ET DATES DU DÉPART ET DU RETOUR;
- ✚ COPIE DES PROGRAMMES ET RAPPORTS DE VOYAGE OU DE MISSION;
- ✚ LES PERSONNES RENCONTRÉES;
- ✚ LE COÛT VENTILÉ PAR POSTE : FRAIS DE DÉPLACEMENT, FRAIS D'HÉBERGEMENT, FRAIS DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.;
- ✚ LE NOM DES MINISTRES, DÉPUTÉS, PERSONNEL DE CABINET, FONCTIONNAIRES CONCERNÉS (AVEC LEUR TITRE) ET AUTRES PARTICIPANTS (AVEC LEUR TITRE) REGROUPÉS PAR MISSION;
- ✚ POUR LES ORGANISMES, LES NOMS ET LES TITRES DES DIRIGEANTS ET FONCTIONNAIRES CONCERNÉS ET AUTRES PARTICIPANTS.
- ✚ LA LISTE ET LE DÉTAIL DE TOUTE ENTENTE SIGNÉE OU ANNONCÉE, LE CAS ÉCHÉANT;
- ✚ LES RÉSULTATS CONCRETS OBTENUS ET DÉTAILLÉS POUR CHAQUE VOYAGE;
- ✚ LA COPIE DES RAPPORTS DE MISSION
- ✚ LES INVESTISSEMENTS ANNONCÉS, LE CAS ÉCHÉANT.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

VOYAGE	Coût
Calgary, Alberta. 12 au 16 mai 2012. 28 ^e Congrès du Conseil des Tribunaux administratifs canadiens : « Au-delà des frontières – Le bon, la brute et le truand de la justice administrative ». Gaétan Cousineau, président.	2 762 \$
Winnipeg, Manitoba. 17 au 19 juin 2012. Conférence annuelle de l'Association canadienne des commissions et conseil des droits de la personne (ACCCDP) 2012 : « Are we there yet? » Claire Bernard, conseillère juridique, et Gaétan Cousineau, président.	3 787 \$
Halifax, Nouvelle Écosse. 24 au 28 octobre 2012 Conférencière à la Conférence nationale annuelle de l'Institut d'arbitrage et de médiation du Canada et rencontre avec des représentants de la Commission des droits de la personne à Halifax. Andrea Morrison, médiatrice.	831 \$
Paris, France. 7 au 12 octobre 2012. Visite au Défenseur des droits, dans le cadre du projet 63.304 – Poursuite des échanges entre la CDPDJ et le Défenseur des droits sur la mise en œuvre d'outils de mesure des discriminations et l'évaluation de programmes de promotion d'égalité – projet auquel le Ministère des Relations internationales, de la Francophonie et du Commerce extérieur attribue un financement. Gaétan Cousineau, président et Josée Morin, adjointe à la présidence	2 400 \$
Casablanca, Maroc. 3 au 7 octobre 2012. 4e Congrès de l'Association francophone des commissions nationales des droits de l'Homme (AFCNDH) : « Les droits de l'homme dans les lieux de privation de liberté ». Gaétan Cousineau, président. Les frais ont été couverts par une contribution du Ministère des Relations internationales, de la Francophonie et du Commerce extérieur.	0 \$
Toronto, Ontario. 18 au 20 novembre 2012. Réunion annuelle des membres de l'exécutif de l'ACCCDP. Gaétan Cousineau, président.	1 133 \$
Toronto, Ontario. 3 au 5 décembre 2012. Réunion du Conseil canadien des défenseurs des enfants et de la jeunesse (CCCYA). Gaétan Cousineau, président.	800 \$

G.4 POUR CHAQUE VOYAGE EN AVION OU EN HÉLICOPTÈRE FAIT AU QUÉBEC POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2012-2013 DE CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES, DES MEMBRES DES CABINETS MINISTÉRIELS ET DES DIRIGEANTS D'ORGANISMES :

-  L'ITINÉRAIRE ET LES DATES DU DÉPART ET/OU DU RETOUR;
-  LES COÛTS VENTILÉS;
-  LE CAS ÉCHÉANT, TOUT AUTRE COÛT VENTILÉ PAR POSTE : FRAIS D'HÉBERGEMENT, FRAIS DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.;
-  POUR LES ORGANISMES, LES NOMS ET LES TITRES DES DIRIGEANTS ET DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS ET AUTRES PARTICIPANTS.

VOYAGE	Coût
Aucun	\$
	\$
	\$
	\$
	\$
	\$
	\$
	\$
	\$
	\$
	\$
	\$
	\$

G.6 LISTE DES DÉPENSES POUR L'ORGANISATION ET LA TENUE DE CONFÉRENCES DE PRESSE, D'ÉVÉNEMENTS MÉDIATIQUE, OU AUTRES ÉVÉNEMENTS (SOMMETS, CONGRÈS, CONFÉRENCES, ETC.) :

✚ LA VENTILATION DES SOMMES DÉPENSÉES POUR L'EXERCICE 2012-2013 ET LES PRÉVISIONS POUR 2013-2014;

✚ LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;

✚ S'IL Y A LIEU, PRÉCISER POUR CHAQUE CONTRAT OCTROYÉ DANS LE CADRE D'UN ÉVÉNEMENT : LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME; LE COÛT, Y COMPRIS LES AVENANTS ET/OU SUPPLÉMENTS; LA DATE; LE MODE D'OCTROI.

PLQ : LE NOMBRE D'ÉVÉNEMENTS VENTILÉ PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

FOURNISSEURS	TYPE D'ÉVÈNEMENT	Coût	BUT VISÉ
Holiday Inn Select et Duoson Multimédia	Lancement	2 274 \$	Présentation du rapport triennal de la Direction de l'accès à l'égalité et des services-conseils, 7 juin 2012.
		\$	
		\$	
		\$	
		\$	
		\$	
		\$	
		\$	
		\$	
		\$	

G.7 LISTE DES DÉPENSES EN FORMATION DE COMMUNICATION :

- ORGANISÉS PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME
- ✚ LES SOMMES DÉPENSÉES DEPUIS LE 31 AOÛT 2012 ET LES PRÉVISIONS POUR 2013-2014;
- ✚ LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
- ORGANISÉ PAR UNE FIRME EXTERNE
- ✚ LES SOMMES DÉPENSÉES DEPUIS LE 31 AOÛT 2012 ET LES PRÉVISIONS POUR 2013-2014;
- ✚ LE NOM DE LA OU DES FIRMES DE PUBLICITÉ;
- ✚ LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ);
- ✚ LE NOM DES FOURNISSEURS;
- ✚ LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

Organisé par le ministère ou l'organisme

BUT VISÉ	Coût
Aucune	\$
	\$
	\$

Organisé par une firme externe

FOURNISSEURS	MODE D'OCTROI	Coût	BUT VISÉ
Aucun		\$	
		\$	

G.8 LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR CHAQUE MINISTÈRE (Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL) ET ORGANISME EN 2012-2013 EN INDIQUANT, POUR CHAQUE CONTRAT :

- LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME;
- LE DÉTAIL DES TRAVAUX OU SERVICES EFFECTUÉS (BUT VISÉ);
- LE COÛT TOTAL, Y COMPRIS LES AVENANTS ET/OU SUPPLÉMENT ;
- L'ÉCHÉANCIER;
- LE MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ);
- DANS LE CAS D'OCTROI PAR SOUMISSION, FOURNIR LE NOM DES SOUMISSIONNAIRES ET LE MONTANT DES SOUMISSIONS.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

FOURNISSEUR	OBJET	TOTAL
Académie linguistique Charlemagne	Formation : cours de conversation anglaise (30 heures)	1 155 \$
Académie linguistique Charlemagne	Formation : cours de conversation anglaise (30 heures)	1 155 \$
Agence de la santé et des services sociaux de Montréal	Services de traduction, divers documents	823 \$
Alimplus Inc.	Acquisitions: boissons et jus pour salles d'entrevues et présidence	1 585 \$
Alpha plantes	Location et service d'entretien des plantes au siège social	8 845 \$
Aquaterra	Acquisitions: eau de source et entretien des fontaines	5 132 \$
Argos	Services de traduction : "Rapport de la consultation sur le profilage racial et ses conséquences. Un an après : État des lieux "	4 787 \$
Asselin, France	Services de sténographie	1 530 \$
Babin, Denise	Services de soutien aux communications	13 331 \$
Bell	Service d'inscription dans les annuaires	3 802 \$

Blanchette, Yvon	Services conseil - maintien de l'équité salariale	10 500 \$
Buro Plus	Acquisitions - fournitures de bureau diverses	3 007 \$
Cegep Marie-Victorin	Formations - préparation à la retraite	1 500 \$
Champagne, Noël	Services d'expertise psychologique dans le cadre d'une enquête	2 000 \$
Chartmart	Services techniques - télécommunications (mise à jour de l'arborescence téléphonique)	1 375 \$
CNW Telbec	Services de diffusion des communiqués de presse	1 400 \$
Communications Demo	Services techniques - Production de la revue de presse électronique	4 195 \$
Compugen	Renouvellement des licences CISCO-SMARTNET et support	4 876 \$
Compugen	Renouvellement des licences VMWare	4 780 \$
Compugen	Services informatiques	2 800 \$
Conseillers en gestion et informatique CGI Inc.	Services d'impression et de production de rapports administratifs divers	955 \$
Coopérative de solidarité pour l'accessibilité numérique	Services conseil et accompagnement- accessibilité du nouveau site Web de la CDPDJ	4 995 \$
Corporate Express	Acquisitions - fournitures de bureau diverses - toutes unités administratives	23 804 \$
Corporation EMC	Renouvellement - maintenance des serveurs pour Montréal, contrat "premium hardware"	10 777 \$
Corporation EMC	Renouvellement - maintenance des serveurs pour Québec, contrat "enhanced hardware support"	6 226 \$
Coveo	Renouvellement du plan de support Coveo	3 300 \$
Dell	Acquisitions - micro-ordinateurs DELL (6)	6 300 \$

Dell	Acquisitions - micro-ordinateurs DELL Precision (20)	18 000 \$
Ergonomes associés du Québec	Services d'évaluations ergonomiques de postes de travail	2 000 \$
Gestion Georges Coulombe	Services d'entretien des locaux - siège social	12 000 \$
Grand & Toy (Bureau Spec)	Acquisitions - fauteuils pour la Mezzanine	7 304 \$
Grand & Toy (Bureau Spec)	Services techniques - modification de postes travail à la mezzanine	2 151 \$
Groupe Echo	Services de recherche et de dépistage - soutien aux enquêtes	1 150 \$
Henri A. Lafortune	Services techniques - préparation de cahiers pour une demande d'autorisation d'appel (CTX)	1 728 \$
Imprimerie Lebonfon	Services d'impression - rapport d'activités et de gestion 2011-2012	4 251 \$
Imprimeries Transcontinental Inc.	Services d'impression - «Déclaration de services aux citoyens»	2 898 \$
Institut Nazareth et Louis-Braille	Services de transcription en braille du rapport triennal 2007-2010 de la DAESC	3 468 \$
It Yuda	Acquisitions - switch Cisco	7 731 \$
It Yuda	Acquisitions - switch Cisco (2)	15 462 \$
J.L. Entretien Enr.	Services d'entretien ménager	4 987 \$
Jobboom	Services promotionnels en dotation - forfait affichage de postes sur internet	2 895 \$
La Presse	Services de publicité - affichage de poste	1 973 \$
Massé, Daniel	Services de sténographie	3 058 \$
Me Francis Meloche	Services conseil - dossiers relations de travail	3 104 \$

Média Inpix Inc.	Services graphiques - conception graphique d'interfaces (site WEB)	11 200 \$
Media Transcontinental	Services de publicité - annonce de la remise du Prix D&L 2012	1 536 \$
Mont-blanc Communications	Services techniques reliés à la téléphonie	1 805 \$
Moureaux Hauspy design Inc.	Services professionnels en aménagement	2 140 \$
NLP Technologies	Services de traduction, divers documents	17 069 \$
Noramsoft	Services de consultation informatique - site WEB	4 500 \$
Noramsoft	Services conseil en informatique - site WEB	20 000 \$
Purolator	Services de messagerie rapide	2 793 \$
Rogers wireless	Acquisitions : téléphonie cellulaire et articles reliés	1 320 \$
Sam, Tola	Services graphiques - création et intégration de maquettes - site WEB	7 222 \$
Saulnier Robillard Lortie Inc.	Services juridiques - huissiers	21 368 \$
Service régional d'interprétariat de Lanaudière	Services d'interprétation - soutien aux enquêtes	1 158 \$
Société Logique	Services professionnels en accessibilité aux immeubles dans le cadre d'une enquête	2 875 \$
TC Transcontinental Québec	Services d'impression - dépliant "Nos services pour défendre et promouvoir vos droits"	1 350 \$
Technologies ACE	Acquisitions - licences AceMon et service	4 000 \$
Technologies ACE	Services de soutien et de dépannage en informatique	5 000 \$
Technologies ACE	Services de soutien et de dépannage en informatique	5 000 \$

Technologies ACE	Services de soutien et de dépannage en informatique	5 000 \$
Technologies Métaphore Inc.	Services informatiques - test sécurité externe du réseau	4 750 \$
Tecknov Inc.	Formation en accessibilité SharePoint	1 800 \$
Tecknov Inc.	Services de soutien informatique - accessibilité SharePoint	1 000 \$
Tremblay, Dr Gilles-Roger	Services d'expertise médicale dans le cadre d'une enquête	1 000 \$
Tremblay, Réal	Services professionnels - coordination DPDD	21 504 \$
Unicarte	Services techniques - prise de photos - renouvellement des carte id employés CDPDJ	1 386 \$
Worldlynx wireless	Acquisitions : téléphonie cellulaire et articles reliés	877 \$

G.9 LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME EN 2012-2013 ET QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE AUTORISATION DU SOUS-MINISTRE, COMME IL EST PRÉVU À L'ARTICLE 17 DE LA LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS, EN INDIQUANT :

- LE NOMBRE D'AUTORISATIONS;
- LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME TOUCHÉ(E);
- LE NOM DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT;
- LE MONTANT ACCORDÉ;
- LES MOTIFS DE LA DEMANDE;
- TOUT RAPPORT D'ÉVALUATION, DE VÉRIFICATION OU D'ENQUÊTE PRODUIT CONCERNANT UN DE CES CONTRATS.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

FOURNISSEUR	MOTIF DE LA DEMANDE	MONTANT ACCORDÉ
Aucun		\$
		\$
		\$
		\$
		\$
		\$
		\$
		\$
		\$
		\$
		\$

G.10 LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN CABINET MINISTÉRIEL DEPUIS LE 31 AOÛT 2012 EN INDIQUANT :

- LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME;
- LE NOM DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT;
- LE MANDAT ET LE RÉSULTAT (RAPPORT OU DOCUMENT FINAL);
- LE COÛT;
- L'ÉCHÉANCIER;
- DANS LE CAS D'OCTROI PAR SOUMISSION, FOURNIR LE NOM DES SOUMISSIONNAIRES ET LE MONTANT DES SOUMISSIONS.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

FOURNISSEUR	OBJET	TOTAL
Aucun		\$
		\$
		\$
		\$
		\$
		\$
		\$
		\$
		\$
		\$
		\$

G.11 LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES INTÉGRÉS (NOMBRE DE PERSONNES) OU ŒUVRANT AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ ET/OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'Étude des crédits.

G.12 POUR CHAQUE PROJET DE DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE OU DE MODERNISATION DES SYSTÈMES INFORMATIQUES INITIÉ DEPUIS L'ANNÉE FINANCIÈRE 2003-2004, INDIQUER :

- LE NOM DU PROJET;
- LA NATURE DU PROJET;
- L'ÉCHÉANCIER INITIAL (ET REVU S'IL Y A LIEU);
- LE COÛT INITIAL PRÉVU POUR LA RÉALISATION DU PROJET;
- LES PLUS RÉCENTES ESTIMATIONS DU COÛT DU PROJET;
- LES COÛTS ENGENDRÉS JUSQU'À MAINTENANT PAR LE PROJET, AU TOTAL ET VENTILLÉS PAR ANNÉES FINANCIÈRE;
- L'ESTIMATION DES COÛTS RESTANT À DÉBOURSER POUR COMPLÉTER LA RÉALISATION DU PROJET;
- LES FIRMES OU OSBL ASSOCIÉS AU DÉVELOPPEMENT DU PROJET (INCLUANT LES SOUS-TRAITANTS), LES SOMMES QUI LEUR ONT ÉTÉ VERSÉES JUSQU'À CE JOUR, LE DÉTAIL DE TOUT CONTRAT OCTROYÉ EN PRÉCISANT LE MODE D'OCTROI, LE MONTANT ET LES DATES;
- LE POURCENTAGE DE RÉALISATION JUSQU'À CE JOUR.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

NOM DU PROJET	NATURE DU PROJET	COÛT INITIAL PRÉVU	ESTIMÉ COÛT	TOTAL À CE JOUR	FIRME OU OBSL	MODE D'OCTROI	% DE RÉALISATION
AUCUN		\$	\$	\$			
		\$	\$	\$			
		\$	\$	\$			
		\$	\$	\$			
		\$	\$	\$			
		\$	\$	\$			
		\$	\$	\$			
		\$	\$	\$			
		\$	\$	\$			

G.13 POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE ET LA HAUTE DIRECTION DES ORGANISMES PUBLICS, LE MONTANT, POUR L'ANNÉE 2012-2013, DE CHACUNE DES DÉPENSES SUIVANTES :

- LA PHOTOCOPIE;
- LE MOBILIER DE BUREAU;
- L'AMEUBLEMENT;
- LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE TRANSPORT;
- LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D'HÉBERGEMENT;
- LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE REPAS;
- LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D'ALCOOL ET DE FÊTES;
- L'ENSEMBLE DES DÉPENSES APPLICABLES À LA PARTICIPATION À DES CONGRÈS, DES COLLOQUES ET TOUTE SESSION DE TYPE PERFECTIONNEMENT OU RESSOURCEMENT :

A) AU QUÉBEC

B) À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC

PLQ :

- LES DISTRIBUTEURS D'EAU DE SOURCE;
- LOCATION ET ENTRETIEN DES PLANTES INCLUANT LES PLANTES ARTIFICIELLES;
- LOCATION ET ENTRETIEN DE LA MACHINE À CAFÉ;
- LOCATION OU ACHAT D'ENCADREMENT.

	CDPDJ
PHOTOCOPIE	34 132 \$
MOBILIER DE BUREAU ET AMEUBLEMENT	13 066 \$
DISTRIBUTEURS D'EAU DE SOURCE	5 926 \$
PLANTES	8 845 \$
MACHINE À CAFÉ	0 \$
ENCADREMENT	0 \$
FRAIS DE TRANSPORT, D'HÉBERGEMENT ET DE REPAS AU QUÉBEC ET À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC	173 302 \$
FRAIS D'ALCOOL ET DE FÊTES	59 \$
CONGRÈS, COLLOQUES ET PERFECTIONNEMENT AU QUÉBEC ET À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC	76 801 \$
TOTAL	312 131 \$

G.14 POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT, POUR L'ANNÉE 2012-2013, DE CHACUNE DES DÉPENSES RELIÉE À LA TÉLÉPHONIE :

- LE NOMBRE DE TÉLÉPHONES CELLULAIRES, « BLACKBERRY », IPHONE OU AUTRE TYPE DE TÉLÉPHONES INTELLIGENTS UTILISÉS;
- LE NOMBRE DE TABLETTES ÉLECTRONIQUES UTILISÉS (IPAD OU AUTRES);
- LE NOMBRE DE TÉLÉAVERTISSEURS UTILISÉS;
- LES COÛTS D'ACQUISITION DES APPAREILS;
- LE COÛT D'UTILISATION DES APPAREILS;
- LE NOM DES FOURNISSEURS;
- LE COÛT DES CONTRATS TÉLÉPHONIQUES;
- LE NOMBRE DE MINUTES UTILISÉES.

PLQ :

- LES COÛTS DE RÉSILIATION;
- LES ORDINATEURS PORTABLES.

	CDPDJ
LE NOMBRE DE TÉLÉPHONES CELLULAIRES, « BLACKBERRY », IPHONE OU AUTRE TYPE DE TÉLÉPHONES INTELLIGENTS	58
LE NOMBRE D'ORDINATEURS PORTABLES, D'IPAD ET OU D'AUTRE TYPE DE TABLETTE ÉLECTRONIQUE	0
LE NOMBRE DE TÉLÉAVERTISSEURS	0
LE NOM DES FOURNISSEURS	WorldLynx Wireless Rogers Wireless
LES COÛTS D'ACQUISITION DES APPAREILS	2 200 \$
LE COÛT D'UTILISATION DES APPAREILS	14 000 \$
LE COÛT DES CONTRATS TÉLÉPHONIQUES	Inclus dans le coût d'utilisation
LES COÛTS DE RÉSILIATION	0 \$
TOTAL	16 200 \$

G.15 CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES, ET CE, POUR 2010-2011, 2011-2012 ET 2012-2013 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2013-2014 (PAR ÉTABLISSEMENT POUR LE RÉSEAU DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION) :

- a) LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES, DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.); 35 ANS ET PLUS
 - b) LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES, DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.); 35 ANS ET MOINS
 - c) LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL;
 - d) LE NOMBRE TOTAL ET LA VENTILATION DU NOMBRE DE CONGÉ DE MALADIE EN RÉSERVE POUR LE PERSONNEL ET LEUR VALEUR ESTIMÉE;
 - e) LE NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET LA RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES;
 - f) LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL;
 - g) LE NOMBRE TOTAL ET LA VENTILATION DU NOMBRE DE JOURS DE VACANCES EN RÉSERVE POUR LE PERSONNEL ET LEUR VALEUR ESTIMÉ;
 - h) LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE;
 - i) LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DU PERSONNEL QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION;
 - j) L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, ETC) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (DIRECTION CENTRALE OU RÉGIONS);
 - k) L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR;
 - l) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLI;
 - m) LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (DIRECTION CENTRALE ET RÉGIONS);
 - n) LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES.
-

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

A ET B) LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES, DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.)

PROGRAMME D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ

Catégorie d'emploi	Effectif				Femmes		Hommes		* Communautés culturelles		Personnes handicapées		Autochtones		Anglophones	
	Régulier	Occa	Total	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Encadrement supérieur et juridique :																
Moins de 35 ans	0	0	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
De 35 à 54 ans	3	0	3	38 %	1	25 %	2	50 %	0	0 %	1	100 %	0	0 %	0	0 %
55 ans et plus	5	0	5	62 %	3	75 %	2	50 %	1	100 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
Total	8	0	8	100 %	4	100 %	4	100 %	1	100 %	1	100 %	0	0 %	0	0 %
Personnel professionnel :																
Moins de 35 ans	16	3	19	20 %	14	22 %	5	16 %	2	11 %	1	100 %	0	0 %	0	0 %
De 35 à 54 ans	46	1	47	48 %	32	49 %	15	47 %	11	61 %	0	0 %	1	100 %	0	0 %
55 ans et plus	31	0	31	32 %	19	29 %	12	37 %	5	28 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
Total	93	4	97	100 %	65	100 %	32	100 %	18	100 %	1	100 %	1	100 %	0	0 %
Personnel de bureau, techniciens et assimilés :																
Moins de 35 ans	5	4	9	18 %	5	12 %	4	50 %	7	54 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
De 35 à 54 ans	27	3	30	58 %	27	62 %	3	38 %	5	38 %	1	100 %	0	0 %	0	0 %
55 ans et plus	12	0	12	24 %	11	26 %	1	12 %	1	8 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
Total	44	7	51	100 %	43	100 %	8	100 %	13	100 %	1	100 %	0	0 %	0	0 %
Personnel ouvrier :																
Moins de 35 ans	0	0	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
De 35 à 54 ans	0	0	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
55 ans et plus	0	0	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
Total	0	0	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
Total par GROUPE D'ÂGE:																
Moins de 35 ans	21	7	28	18 %	19	17 %	9	20 %	9	28 %	1	33 %	0	0 %	0	0 %
De 35 à 54 ans	76	4	80	51 %	60	54 %	20	45 %	16	50 %	2	67 %	1	100 %	0	0 %
55 ans et plus	48	0	48	31 %	33	29 %	15	35 %	7	22 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
Total	145	11	156	100 %	112	100 %	44	100 %	32	100 %	3	100 %	1	100 %	0	0 %

C) NOMBRE DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL

CATÉGORIE D'EMPLOI	2011-2012
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	19.0
PERSONNEL PROFESSIONNEL	331.5
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	273.5
PERSONNEL OUVRIER	0
TOTAL	624.0

D) LE NOMBRE TOTAL ET LA VENTILATION DU NOMBRE DE CONGÉ DE MALADIE EN RÉSERVE POUR LE PERSONNEL ET LEUR VALEUR ESTIMÉE;

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

E) NOMBRE TOTAL D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES;

2012-2013

CATÉGORIE	PAYÉES	COMPENSÉES	TOTAL
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	0	0	0
PERSONNEL PROFESSIONNEL	272.51	905.12	1177.63
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	13.96	112.85	126.81
PERSONNEL OUVRIER	0	0	0
TOTAL	286.47	1017.97	1304.44

F) NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL

CATÉGORIE D'EMPLOI	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	Août	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS	TOTAL
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	8.0	25.0	28.5	50.0	67.0	11.0	6.0	1.0	0	0	0	0	196.5
PERSONNEL PROFESSIONNEL	87.5	69.5	143.0	357.5	531.0	71.0	77.0	25.0	0	0	0	0	1361.5
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	42.5	56.5	98.0	192.0	315.0	90.5	62.0	4.0	0	0	0	0	860.5
PERSONNEL OUVRIER	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	138.0	151.0	269.5	599.5	913.0	172.5	145.0	30.0	0	0	0	0	2451.5

G) LE NOMBRE TOTAL ET LA VENTILATION DU NOMBRE DE JOURS DE VACANCES EN RÉSERVE POUR LE PERSONNEL ET LEUR VALEUR ESTIMÉ;

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

H) LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

I) LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DU PERSONNEL QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION

EN CE QUI A TRAIT À L'INFORMATION RECHERCHÉE CONCERNANT LA LISTE DU PERSONNEL, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION ET UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE, NOUS VOUS INFORMONS QUE CES RENSEIGNEMENTS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS CONFIDENTIELS AU SENS DE L'ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS. LE PARAGRAPHE 1° DE L'ARTICLE 53 AINSI QUE LE PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 59 DE CETTE LOI NOUS OBLIGENT À REFUSER DE DONNER ACCÈS À CES RENSEIGNEMENTS. PAR AILLEURS, L'AMALGAMÉ DES RENSEIGNEMENTS RECHERCHÉS N'A PAS UN CARACTÈRE PUBLIC CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 57 DE LA LOI SUR L'ACCÈS.

J) L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (DIRECTION CENTRALE OU RÉGIONS)

État des effectifs réguliers au 31 mars 2011

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	TOTAL
MONTRÉAL	9	72	26	12	119
QUÉBEC	0	6	2	1	9
CHICOUTIMI	0	1	0	1	2
GATINEAU	0	0	0	0	0
LONGUEUIL	0	2	0	1	3
RIMOUSKI	0	0	0	1	1
SAINT-JÉRÔME	0	4	0	1	5
SEPT-ÎLES	0	0	1	0	1
SHERBROOKE	0	2	0	1	3
TROIS-RIVIÈRES	0	2	0	1	3
VAL-D'OR	0	1	0	1	2
TOTAL	9	90	29	20	148

État des effectifs réguliers au 31 mars 2012

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	TOTAL
MONTRÉAL	8	76	31	9	124
QUÉBEC	1	5	2	1	9
CHICOUTIMI	0	1	0	0	1
GATINEAU	0	0	0	0	0
LONGUEUIL	0	0	0	0	0
RIMOUSKI	0	0	0	0	0
SAINT-JÉRÔME	0	4	0	1	5
SEPT-ÎLES	0	0	1	0	1
SHERBROOKE	0	2	0	1	3
TROIS-RIVIÈRES	0	2	0	1	3
VAL-D'OR	0	1	0	1	2
TOTAL	9	91	34	14	148

État des effectifs réguliers au 30 novembre 2012

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	TOTAL
MONTRÉAL	7	78	28	8	121
QUÉBEC	1	5	1	2	9
CHICOUTIMI	0	1	0	0	1
GATINEAU	0	0	0	0	0
LONGUEUIL	0	0	0	0	0
RIMOUSKI	0	0	0	0	0
SAINT-JÉRÔME	0	4	0	1	5
SEPT-ÎLES	0	0	1	0	1
SHERBROOKE	0	2	0	1	3
TROIS-RIVIÈRES	0	3	0	1	4
VAL-D'OR	0	0	0	1	1
TOTAL	8	93	30	14	145

K) L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAINT D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR

	2010 - 2011	2011 - 2012	2012-2013
EXPERT	10	13	15
ÉMÉRITE	0	0	0

L) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAINT D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE

	2010 - 2011	2011 - 2012	2012-2013
TRAITEMENT SUPÉRIEUR	0	0	0

M) LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (DIRECTION CENTRALE OU RÉGIONS)

Nombre de postes au 31 mars 2011

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	TOTAL
MONTRÉAL	9	74	31	15	129
QUÉBEC	0	6	2	1	9
CHICOUTIMI	0	1	0	1	2
GATINEAU	0	0	0	0	0
LONGUEUIL	0	2	0	1	3
RIMOUSKI	0	0	0	1	1
SAINT-JÉRÔME	0	4	0	1	5
SEPT-ÎLES	0	0	1	0	1
SHERBROOKE	0	2	0	1	3
TROIS-RIVIÈRES	0	3	0	1	4
VAL-D'OR	0	1	0	1	2
TOTAL	9	93	34	23	159

Nombre de postes au 31 mars 2012

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	TOTAL
MONTRÉAL	8	79	36	10	133
QUÉBEC	1	5	2	1	9
CHICOUTIMI	0	1	0	0	1
GATINEAU	0	0	0	0	0
LONGUEUIL	0	0	0	0	0
RIMOUSKI	0	0	0	0	0
SAINT-JÉRÔME	0	4	0	1	5
SEPT-ÎLES	0	0	1	0	1
SHERBROOKE	0	2	0	1	3
TROIS-RIVIÈRES	0	3	0	1	4
VAL-D'OR	0	1	0	1	2
TOTAL	9	95	39	15	158

Nombre de postes au 30 novembre 2012

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	TOTAL
MONTRÉAL	7	82	34	9	132
QUÉBEC	1	5	1	2	9
CHICOUTIMI	0	1	0	0	1
GATINEAU	0	0	0	0	0
LONGUEUIL	0	0	0	0	0
RIMOUSKI	0	0	0	0	0
SAINT-JÉRÔME	0	4	0	1	5
SEPT-ÎLES	0	0	1	0	1
SHERBROOKE	0	2	0	1	3
TROIS-RIVIÈRES	0	3	0	1	4
VAL-D'OR	0	0	0	1	1
TOTAL	8	97	36	15	156

N) LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.16 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, ET CE, PAR DIRECTION;

- NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE EN 2012-2013 (PLQ : LES INDEMNITÉS DE RETRAITES QUI SERONT VERSÉES);
- NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES;
- NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE PRÉVU POUR 2013-2014 ET 2014-2015 (PLQ : LES INDEMNITÉS DE RETRAITES QUI SERONT VERSÉES);
- NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS.

**DÉPARTS À LA RETRAITE
DU 1^{ER} AVRIL 2012 AU 30 NOVEMBRE 2012**

CATÉGORIES	NOMBRE	INDEMNITÉS VERSÉES
RÉGULIER	7	0 \$
OCCASIONNEL	0	0 \$
TOTAL	7	0 \$

**NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT
PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES**

6 dotations planifiées.

NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE PRÉVU POUR 2013-2014 ET 2014-2015

NOMBRE DE DÉPART 2013-2014 : 16

INDEMNITÉS À ÊTRE VERSÉES EN 2013-2014 : 0 \$

NOMBRE DE DÉPART 2014-2015 : 10

INDEMNITÉS À ÊTRE VERSÉES EN 2014-2015 : 0 \$

**NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS, ET CE,
EN DATE DU 30 NOVEMBRE 2012**

2 retraités.

G.17 LISTE DES BAUX POUR LES ESPACES OCCUPÉS PAR LES MINISTÈRES ET ORGANISMES EN INDIQUANT POUR CHACUN D'EUX :

- L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION;
- LE COÛT DE LA LOCATION;
- LE COÛT DE LA LOCATION AU MÈTRE CARRÉ;
- LA SUPERFICIE TOTALE POUR CHAQUE LOCAL
- LA SUPERFICIE TOTAL RÉELLEMENT OCCUPÉE;
- LA SUPERFICIE INOCCUPÉE;
- LE PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ;
- LA DURÉE DU BAIL;
- LES COÛTS D'AMÉNAGEMENT OU DE RÉNOVATION RÉALISÉS DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2012.

PLQ :

- LE NOM DES SOUS-LOCATAIRES ET LES REVENUS LIÉS À DES SOUS-LOCATIONS, LE CAS ÉCHÉANT.

Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2012	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
CHICOUTIMI	15 925 \$	80 MÈTRES CARRÉS	0	INFORMATIONS SIQ	INFORMATIONS SIQ
MONTRÉAL	1 426 821 \$	5 222 MÈTRES CARRÉS	0	INFORMATIONS SIQ	INFORMATIONS SIQ
GATINEAU	3 357 \$	28 MÈTRES CARRÉS	0	INFORMATIONS SIQ	INFORMATIONS SIQ
SEPT-ÎLES	5 721 \$	32 MÈTRES CARRÉS	0	INFORMATIONS SIQ	INFORMATIONS SIQ
SHERBROOKE	17 927 \$	106 MÈTRES CARRÉS	0	INFORMATIONS SIQ	INFORMATIONS SIQ
ST-JÉRÔME	34 292 \$	219 MÈTRES CARRÉS	0	INFORMATIONS SIQ	INFORMATIONS SIQ
VAL-D'OR	19 887 \$	111 MÈTRES CARRÉS	0	INFORMATIONS SIQ	INFORMATIONS SIQ
TROIS-RIVIÈRES	19 026 \$	139 MÈTRES CARRÉS	0	INFORMATIONS SIQ	INFORMATIONS SIQ
QUÉBEC	136 518 \$	435 MÈTRES CARRÉS	0	INFORMATIONS SIQ	INFORMATIONS SIQ

G.21 LISTE DU PERSONNEL EN DISPONIBILITÉ PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), EN INDIQUANT :

- LE POSTE INITIAL;
- LE SALAIRE;
- LE POSTE ACTUEL, S'IL Y A LIEU;
- LA DATE DE MISE EN DISPONIBILITÉ;
- LES PRÉVISIONS 2013-2014.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor et ce, pour tous les ministères et organismes.

G.22 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, LE NOMBRE D'OCCASIONNELS MIS À PIED PAR CATÉGORIES D'ÂGE EN 2011-2012.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

G.23 NOMBRE DE FONCTIONNAIRES ET/OU ETC AFFECTÉS AU PLAN NORD, POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, INCLUANT LE CAS ÉCHÉANT LA BANQUE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU QUÉBEC, POUR LES ANNÉES 2011-2012, 2012-2013 ET LES PRÉVISIONS 2013-2014.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

G.26 LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES PUBLICS AINSI QUE LE COÛT DE CHACUN :

- LES CLUBS PRIVÉS OU AUTRES;
- LES BILLETS DE SAISON, LES LOGES;
- AUX JOURNAUX, REVUES MENSUELLES, PUBLICATIONS PAPIER ET EN FORMAT ÉLECTRONIQUE, ETC;
- SITES SPÉCIALISÉS DE RECHERCHE SUR INTERNET (EUREKA ETC.).

Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse

Fournisseur	Coût (\$)	DESCRIPTION
Éditions Yvon Blais	419.90\$	Accès à l'information : loi annotée
Wilson & Lafleur	665.00\$	Alter Ego. Charte des droits
Wilson & Lafleur	481.32\$	Alter Ego. Code de procédure civile (en ligne)
Wilson & Lafleur	94.00\$	Annuaire téléphonique judiciaire du Québec
Canadian Human Rights Reporter	640.00\$	Canadian Human Rights Reporter (en ligne)
Canadian Human Rights Reporter	270.00\$	Canadian Human Rights Reporter. Volume relié.
Canadian Human Rights Reporter	55.00\$	Human Rights Direct (en ligne)
SOQUIJ	120.00\$	Collections (en ligne) CCQ Baudouin Renaud
Éditions Yvon Blais	218.80\$	Congédiement en droit québécois
CCH	967.00\$	Le contrôle judiciaire de l'action gouvernementale
Wilson & Lafleur	260.00\$	La société par actions au Québec. Vol. 1 Les aspects juridiques
Éditions Yvon Blais	291.10\$	Les droits de la personne et les relations de travail
Éditions Yvon Blais	81.90\$	Faillite et insolvabilité. Perspective québécoise
Éditions Yvon Blais	76.90\$	Guide pratique sur l'accès et la protection de l'information
Carswell	313.08\$	Law Source (en ligne)
Éditions juridiques FD	113.00\$	Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents
Wilson & Lafleur	95.00\$	Loi annotée sur les accidents de travail et les maladies professionnelles
Éditions Yvon Blais	183.80\$	Mémoire de frais : législation
UQAM	100.00\$	Observatoire international sur le racisme et les discriminations
LexisNexis	70.36\$	Personnes et familles Jurisclasseur
LexisNexis	3 520.00\$	Quicklaw (en ligne)
Université de Sherbrooke	18.00\$	Revue de droit Université de Sherbrooke
Sciences humaines	168.00\$	Sciences humaines
SOQUIJ	2 912.00\$	Juris.doc (en ligne)
SOQUIJ	1 792.00\$	Plumitifs (en ligne)
Microsoft	247.36\$	TechNet Plus Direct (en ligne)

TOTAL

14 173.52 \$

G.27 POUR CHAQUE SITE INTERNET DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME PUBLIC (INCLUANT LES ÉVÉNEMENTS PONCTUELS), FOURNIR, ET CE, DEPUIS L'EXISTENCE DU SITE :

- LE NOM DU SITE WEB;
- LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE;
- LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE;
- LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR;
- LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE (EN SPÉCIFIANT COMBIEN DE FOIS LE SITE A ÉTÉ REFAIT ET LES RAISONS DE CHANGEMENT);
- LA FRÉQUENCE JOURNALIÈRE, HEBDOMADAIRE ET MENSUELLE DES VISITES (NOMBRE DE « HIT »);
- LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR.

Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse

ADRESSE DU SITE INTERNET : www.cdpedj.qc.ca	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	<p>Site original 1998 : Travaux effectués à la Commission par deux professionnelles. Firmes au dossier: Intellia et Micro-accès.</p> <p>Refontes 2002 : Colibri Multimédia 2012 : Média Inpixon, Tola Sam (Graphisme) ; Noramsoft, Teknov, équipe de la direction de l'informatique de la Commission (Programmation, sécurité, migration) ; Équipe du service des communications de la Commission (Analyse et architecture, codage HTML, coordination du projet); Accessibilité Web - Coopérative de solidarité pour l'accessibilité numérique, Tola Sam (Accessibilité et utilisabilité).</p>
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	<p>Site original 1998 : 29 847 \$</p>
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	<p>2003-2004 : 2 400 \$ 2004-2005 : 4 840 \$. 2005-2006 : 2 035 \$ 2006-2007 : 14 712 + 3 185 \$ pour l'ajout d'un module sur la place de la religion dans l'espace public. 2007-2008 : 4 127. 2008-2009 : 23 888 \$ 2009-2010 : 1 918 \$. (Une contribution du MICC est applicable à des coûts supplémentaires de 3 063 \$) 2010-2011: 2 100 \$ 2011-2012 : 4 995\$ (pour un contrat avec consultant en accessibilité Accessibilité Web) 2011-2012 : Coûts inclus dans le montant accordé au développement du nouveau site (refonte)</p> <p>(Aucun contrat alloué à l'hébergement qui se fait sur nos propres serveurs)</p>
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE	<p>Refontes Refonte 1 (2002) : 31 125 \$ Refonte 2 (2012 – en cours) : 50 717 \$ (dépensé et contracté) (Graphisme, 14 811\$; Programmation, intégration, 27 300\$; Accessibilité et utilisabilité, 8 606\$).</p> <p>Migration d'urgence sur nouvelle plateforme 2010 : 12 188\$ (Approvisionnement, 1 890 \$; Services conseil configuration de la sécurité, 2 700 \$; Mise à niveau du moteur de recherche, 4 613 \$; Vérification de l'installation Sharepoint 2010 et formation, 2 985 \$.)</p>
QUELLE EST LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :	Mise à jour sur une base régulière, au besoin quotidienne.

G.28 NOMINATION, DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2012, DE MANDATAIRES, ÉMISSAIRES, NÉGOCIATEURS, MÉDIATEURS, COMMISSAIRES, EXPERTS, ENQUÊTEURS OU AUTRES :

- LA LISTE;
- LES MANDATS;
- LES CONTRATS OCTROYÉS POUR CHAQUE MANDAT;
- LE RÉSULTAT DU TRAVAIL EFFECTUÉ;
- LES ÉCHÉANCES PRÉVUES;
- LES SOMMES IMPLIQUÉES.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME	OBJET	TOTAL
Blanchette, Yvon	Services conseil - maintien de l'équité salariale	10 500 \$
Champagne, Noël	Fournir une expertise psychologique dans le cadre d'une enquête de la Commission	2 000 \$
Me Francis Meloche	Services conseil pour les dossiers de relations de travail	3 104 \$
Tremblay, Dr Gilles-Roger	Fournir une expertise médicale dans le cadre d'une enquête de la Commission	1 000 \$
		\$
		\$
		\$
		\$
		\$
		\$
		\$

G.30 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, CONCERNANT LES DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION EN 2010-2011, 2011-2012 ET 2012-2013 :

- LES COÛTS RELIÉS AU TRAITEMENT ET RÉPONSES AUX DEMANDES D'ACCÈS;
 - LE NOMBRE TOTAL DE DEMANDES REÇUES;
 - LE NOMBRE TOTAL DE DEMANDES REJETÉES;
 - LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES DANS UN DÉLAI DE 20 JOURS;
 - LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES DANS UN DÉLAI DE 30 JOURS;
 - LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES HORS DÉLAI.
-

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au rapport annuel 2012-2013 des ministères et organismes gouvernementaux.

G.32 LA LISTE DES ENTENTES ET LEUR NATURE, SIGNÉES DEPUIS LE 31 AOÛT 2012 ENTRE LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL ET/OU D'AUTRES PROVINCES CANADIENNES, DONT LA SIGNATURE A ÉTÉ PERMISE À LA SUITE D'UNE AUTORISATION OBTENUE EN VERTU DES ARTICLES 3.11, 3.12 OU 3.12.1 DE LA LOI SUR LE MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF OU D'UNE EXCLUSION OBTENUE EN VERTU DU PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 3.13 DE CETTE MÊME LOI.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat des Affaires intergouvernementales canadiennes et ce, pour tous les ministères et organismes.

G.33 LE DÉTAIL DES CRÉDITS PÉRIMÉS ET DES GELS DE CRÉDITS POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PAR ANNÉE BUDGÉTAIRE, DEPUIS LE 31 AOÛT 2012 ET LES PRÉVISIONS POUR 2013-2014.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

G.34 TEL QUE PRÉVU DANS LA POLITIQUE DE FINANCEMENT DES SERVICES PUBLICS, L'INVENTAIRE COMPLET DES SERVICES QUE LE MINISTÈRE ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX QUI RELÈVENT DU MINISTÈRE OFFRENT AUX CITOYENS ET LES TARIFS QU'ILS EXIGENT. LE COÛT UNITAIRE DE CHACUN DE CEUX-CI. LA LISTE DE TOUS LES REVENUS AUTONOMES (TARIFS, PERMIS, DROITS, REDEVANCES, ETC.) DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX QUI RELÈVENT DU MINISTÈRE POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES ET LES PROJECTIONS POUR L'ANNÉE 2013-2014.

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au rapport annuel 2012-2013 des ministères et organismes gouvernementaux.

G.35 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, UNE COPIE DU PLAN DE RÉDUCTION DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT DEPUIS LE 31 AOÛT 2012 ET PRÉVISION 2013-2014.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

G.36 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, LES SOMMES REÇUES EN 2012-2013 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2013-2014 ET 2014-2015 EN PROVENANCE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU D'UN AUTRE GOUVERNEMENT. INDIQUER DE FAÇON VENTILÉE POUR CHACUN DES PROGRAMMES, ENTENTES OU AUTRES LES SOMMES REÇUES, LA OU LES DATES DES VERSEMENTS ET À QUELLES FINS ELLES ONT ÉTÉ CONSACRÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.

Aucune

G.37 POUR CHAQUE MINISTÈRE OU ORGANISME, LA LISTE DES ENTENTES SIGNÉES DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2004 AVEC UNE OU DES CONFÉRENCES RÉGIONALES DES ÉLUS EN INDIQUANT : LA NATURE DE L'ENTENTE; LES SOMMES ASSOCIÉES; LA OU LES DATE(S) DES VERSEMENTS; LA FAÇON DONT CES SOMMES SONT DÉPENSÉES.

NATURE DE L'ENTENTE	SOMMES	VERTU DE QUEL PROGRAMME	DATES DE VERSEMENTS	FINS
Aucune	\$			
	\$			
	\$			
	\$			
	\$			
	\$			
	\$			
	\$			
	\$			
	\$			
	\$			
	\$			
	\$			
	\$			
	\$			

G.38 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉ D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS. ETC.), FOURNIR POUR LES ANNÉES FINANCIÈRES 2011-2012 ET 2012-2013, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LE MONTANT TOTAL DES PRIMES AU RENDEMENT ET DES BONIS.

2012-2013

<i>PRIMES AU RENDEMENT, DES BONIS</i>	CDPDJ
ADMINISTRATEURS D'ÉTAT	0 \$
CADRES	0 \$
PROFESSIONNELS	0 \$
PERSONNEL DE BUREAU / TECHNICIENS / ASSIMILÉS	0 \$
OUVRIERS	0 \$
TOTAL	0 \$

G.39 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR LES ANNÉES FINANCIÈRES 2011-2012 ET 2012-2013 EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LE MONTANT TOTAL DES PRIMES DE DÉPART. PLQ : INCLUANT DES MONTANTS VERSÉS POUR BRIS DE CONTRAT.

2012-2013

<i>PRIMES DE DÉPART ET BRIS DE CONTRAT</i>	CDPDJ
ADMINISTRATEURS D'ÉTAT	0 \$
CADRES	0 \$
PROFESSIONNELS	0 \$
PERSONNEL DE BUREAU / TECHNICIENS / ASSIMILÉS	0 \$
OUVRIERS	0 \$
TOTAL	0 \$

G.40 DEPUIS LE 31 AOÛT 2012, COMBIEN Y A-T-IL DE CADRES, DE DIRIGEANT DE LA FONCTION PUBLIQUE INCLUANT LES SOUS-MINISTRES, DONT LES SALAIRES SONT VERSÉS SANS QU'AUUCUNE FONCTION OU TÂCHES NE LEUR SOIT ASSIGNÉE ?

 **FOURNIR LA LISTE DES NOMS, DES FONCTIONS PRÉCÉDENTES OCCUPÉES ET LA DATE DE CESSATION DES FONCTIONS POUR CHAQUE PERSONNE;**

 **FOURNIR LA LISTE DES SALAIRES VERSÉS À CHAQUE PERSONNE.**

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

G.41 LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS DE COVÉRIFICATION OCTROYÉS PAR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME QUI EN RELÈVENT EN 2012-2013 EN INDIQUANT, POUR CHAQUE CONTRAT :

- LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME;
 - LE DÉTAIL DES TRAVAUX OU SERVICES EFFECTUÉS (BUT VISÉ);
 - LE COÛT TOTAL, Y COMPRIS LES AVENANTS ET/OU SUPPLÉMENT ;
 - L'ÉCHÉANCIER;
 - LE MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ);
 - DANS LE CAS D'OCTROI PAR SOUMISSION, FOURNIR LE NOM DES SOUMISSIONNAIRES ET LE MONTANT DES SOUMISSIONS.
-

Veillez-vous référer à la question G.8

G.42 POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, LES BUREAUX DE CIRCONSCRIPTION DES MINISTRES, LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE ET LA HAUTE DIRECTION DES ORGANISMES PUBLICS, FOURNIR LA VENTILATION DES COÛTS, POUR L'ANNÉE 2012-2013, DU DÉMÉNAGEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT, DE LA RÉNOVATION ET AUTRES TRAVAUX DANS LES ESPACES OCCUPÉS. POUR LES RÉNOVATION FOURNIR :

- ✚ LA OU LES DATES DES TRAVAUX;
 - ✚ LES COÛTS;
 - ✚ LE NOM DE LA FIRME AYANT EFFECTUÉ LES TRAVAUX.
-

Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse

AUCUN

DÉMÉNAGEMENT : \$
AMÉNAGEMENT : \$

RÉNOVATION ET AUTRES TRAVAUX

DATE DES TRAVAUX :
LES COÛTS : \$
LE NOM DE LA FIRME AYANT EFFECTUÉ LES TRAVAUX :

G.43 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉ D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS. CONSEILS, ETC.), FOURNIE POUR LES ANNÉES FINANCIÈRES 2011-2012 ET 2012-2013, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LA MASSE SALARIALE.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

G.44 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉ D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIE POUR LES ANNÉES FINANCIÈRES 2011-2012 ET 2012-2013, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LE TAUX D'ABSENTÉISME.

Veillez-vous référer à la question G.15 c) et f).

G.45 ÉVOLUTION DE LA TAILLE (NOMBRE TOTAL D'EMPLOYÉ) DE CHAQUE CABINET MINISTÉRIEL, DE CHAQUE MINISTÈRE ET DE CHAQUE ORGANISME PUBLIC DEPUIS 2003. FOURNIR LES DONNÉES POUR CHACUNE DES ANNÉES FINANCIÈRES DE 2003-2004 À 2012-2013. PRÉVISION POUR 2013-2014.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

G.46 POUR CHAQUE CABINET MINISTÉRIEL, CHAQUE MINISTÈRE ET CHAQUE ORGANISME, LE NOMBRE DE DÉPART AU SEIN DE L'EFFECTIF (RÉGULIER, OCCASIONNEL ET ÉTUDIANT) POUR LES ANNÉES FINANCIÈRES 2011-2012 ET 2012-2013. FOURNIR LES DONNÉES VENTILÉES SELON LA RAISON DU DÉPART : LA RETRAITE; LA DÉMISSION; LA RÉVOCATION POUR INCOMPÉTENCE; LA RÉVOCATION POUR INCAPACITÉ; LA FIN D'EMPLOI; LA MISE À PIED; LA DESTITUTION; TOUTE AUTRE RAISON.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'Étude des crédits.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

**3- DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
PARTI LIBÉRAL DU QUÉBEC (PLQ)**

P.1 INDIQUEZ LES SOMMES DÉPENSÉES VENTILÉES PAR MOIS EN 2012-2013 (ET PRÉVISIONS POUR 2013-2014) PAR VOTRE MINISTÈRE/ORGANISME POUR L'INFORMATIQUE ET LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION. PRÉCISEZ S'IL S'AGIT D'ACHAT DE LOGICIELS, DE MATÉRIEL OU DE SERVICES PROFESSIONNELS (INTERNE, EXTERNE OU DU CSPQ).

INFORMATIQUE ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

AVRIL	2012-2013	PRÉVISIONS 2013 - 2014
LOGICIELS	4 780 \$	5 000 \$
MATÉRIEL	0 \$	2 000 \$
SERVICES PROFESSIONNELS		
✚ INTERNE	n/a	n/a
✚ EXTERNE	20 250 \$	16 250 \$
✚ CSPQ	n/a	n/a
TOTAL	25 030 \$	23 250 \$

MAI	2012-2013	PRÉVISIONS 2013 - 2014
LOGICIELS	557 \$	0 \$
MATÉRIEL	0 \$	22 000 \$
SERVICES PROFESSIONNELS		
✚ INTERNE	n/a	n/a
✚ EXTERNE	22 755 \$	11 250 \$
✚ CSPQ	n/a	n/a
TOTAL	23 312 \$	33 250 \$

JUIN	2012-2013	PRÉVISIONS 2013 - 2014
LOGICIELS	12 365 \$	17 500 \$
MATÉRIEL	2 784 \$	2 000 \$
SERVICES PROFESSIONNELS		
✚ INTERNE	n/a	n/a
✚ EXTERNE	25 000 \$	16 250 \$
✚ CSPQ	n/a	n/a
TOTAL	40 149 \$	35 750 \$

JUILLET	2012-2013	PRÉVISIONS 2013 - 2014
LOGICIELS	2 680 \$	2 700 \$
MATÉRIEL	469 \$	2 000 \$
SERVICES PROFESSIONNELS		
✚ INTERNE	n/a	n/a
✚ EXTERNE	13 000 \$	6 000 \$
✚ CSPQ	n/a	n/a
TOTAL	16 149 \$	10 700 \$

AOÛT	2012-2013	PRÉVISIONS 2013 - 2014
LOGICIELS	5 441 \$	5 500 \$
MATÉRIEL	8 447 \$	7 000 \$
SERVICES PROFESSIONNELS		
✚ INTERNE	n/a	n/a
✚ EXTERNE	17 624 \$	16 250 \$
✚ CSPQ	n/a	n/a
TOTAL	31 512 \$	28 750 \$

SEPTEMBRE	2012-2013	PRÉVISIONS 2013 - 2014
LOGICIELS	0 \$	0 \$
MATÉRIEL	35 489 \$	9 000 \$
SERVICES PROFESSIONNELS		
✚ INTERNE	n/a	n/a
✚ EXTERNE	20 929 \$	11 250 \$
✚ CSPQ	n/a	n/a
TOTAL	56 418 \$	20 250 \$

OCTOBRE	2012-2013	PRÉVISIONS 2013 - 2014
LOGICIELS	18 536 \$	18 000 \$
MATÉRIEL	110 \$	2 000 \$
SERVICES PROFESSIONNELS		
✚ INTERNE	n/a	n/a
✚ EXTERNE	37 920 \$	16 250 \$
✚ CSPQ	n/a	n/a
TOTAL	56 566 \$	36 250 \$

NOVEMBRE	2012-2013	PRÉVISIONS 2013 - 2014
LOGICIELS	91 224 \$	96 000 \$
MATÉRIEL	187 \$	2 000 \$
SERVICES PROFESSIONNELS		
✚ INTERNE	n/a	n/a
✚ EXTERNE	13 778 \$	11 250 \$
✚ CSPQ	n/a	n/a
TOTAL	105 189 \$	109 250 \$

GRAND TOTAL	354 325 \$	297 450 \$
--------------------	-------------------	-------------------

P.2 POUR CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES RELEVANT DU MINISTÈRE POUR L'ANNÉE 2012-2013 INDIQUER :

- A) LA LISTE DES EMPLOYÉS ET/OU MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION;
- B) LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION;
- C) LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV;
- D) LEUR FRAIS DE DÉPLACEMENT, FRAIS DE VOYAGE, FRAIS DE REPAS ET FRAIS DE REPRÉSENTATION.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

A) LA LISTE DES EMPLOYÉS ET/OU MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

LA COMMISSION N'A PAS DE CONSEIL D'ADMINISTRATION. CEPENDANT, EN VERTU DE LA CHARTE (ARTICLE 58), LES MEMBRES SONT NOMMÉS PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET, EN VERTU DE L'ARTICLE 66 DE LA CHARTE, LE PRÉSIDENT EST CHARGÉ DE LA DIRECTION ET DE L'ADMINISTRATION DES AFFAIRES DE LA COMMISSION.

- **ARTICLE 58** « LA COMMISSION EST COMPOSÉE DE 13 MEMBRES, DONT UN PRÉSIDENT ET DEUX VICE-PRÉSIDENTS. LES MEMBRES DE LA COMMISSION SONT NOMMÉS PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE SUR PROPOSITION DU PREMIER MINISTRE. CES NOMINATIONS DOIVENT ÊTRE APPROUVÉES PAR LES DEUX TIERS DES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE. »
- **ARTICLE 66** « LE PRÉSIDENT EST CHARGÉ DE LA DIRECTION ET DE L'ADMINISTRATION DES AFFAIRES DE LA COMMISSION, DANS LE CADRE DES RÈGLEMENTS PRIS POUR L'APPLICATION DE LA PRÉSENTE CHARTE. IL PEUT, PAR DÉLÉGATION, EXERCER LES POUVOIRS DE LA COMMISSION PRÉVUS À L'ARTICLE 61, AUX DEUXIÈME ET TROISIÈME ALINÉAS DE L'ARTICLE 62 ET AU PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 77. IL PRÉSIDE LES SÉANCES DE LA COMMISSION. »

MEMBRES

- BLACKETT, ADÈLE
- DESROSIERS, JULIE
- DOUYON, EMERSON
- GIROUX, MARTIAL
- GRENIER, DANIELLE
- MYRE, JOCELYNE
- RAYMOND, DIANE F.
- SIMARD, HÉLÈNE
- 2 POSTES VACANTS

- **PRÉSIDENT** : COUSINEAU, GAÉTAN
- **VICE PRÉSIDENTE** : GODIN, SYLVIE (DÉMISSION LE 24 AOÛT 2012) POSTE VACANT
- **VICE-PRÉSIDENTE** : DUPUIS, RENÉE

B) LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION

PRÉNOM ET NOM	TITRE	DATES DU DÉBUT	DATES DE LA FIN	RÉMUNÉRATION
				\$
				\$
				\$
				\$
				\$
				\$

C) LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV

PRÉNOM ET NOM	TITRE	DATES DU DÉBUT	DATES DE LA FIN	RÉMUNÉRATION
				\$
				\$
				\$
				\$
				\$
				\$
				\$
				\$
				\$
CV				
À INCLURE EN ANNEXE				

D) LEUR FRAIS DE DÉPLACEMENT, FRAIS DE VOYAGE, FRAIS DE REPAS ET FRAIS DE REPRÉSENTATION.

PRÉNOM ET NOM	TITRE	FRAIS DE VOYAGE	FRAIS DE REPAS	FRAIS DE REPRÉSENTATION
COUSINEAU, GAÉTAN	PRÉSIDENT	22 329 \$	\$	1 966 \$
DUPOIS, RENÉE	VICE-PRÉSIDENTE	13 186 \$	\$	311 \$
GODIN, SYLVIE	VICE-PRÉSIDENTE	80 \$	\$	583 \$
BLACKETT, ADÈLE	COMMISSAIRE	628 \$	\$	\$
DESROSIERS, JULIE	COMMISSAIRE	970 \$	\$	\$
DOUYON, EMERSON	COMMISSAIRE	583 \$	\$	\$
GIROUX, MARTIAL	COMMISSAIRE	2 606 \$	\$	\$
GRENIER, DANIELLE	COMMISSAIRE	4 158 \$	\$	\$
MYRE, JOCELYNE	COMMISSAIRE	6 426 \$	\$	\$
RAYMOND, DIANE F.	COMMISSAIRE	7 041 \$	\$	\$
SIMARD, HÉLÈNE	COMMISSAIRE	3 448 \$	\$	\$

Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse

ÉTUDES OU SONDAGES COMMANDÉS

ÉTUDE OU SONDAGE	FIRME	COÛT DU CONTRAT
Aucun		\$
		\$
		\$
		\$
		\$
		\$
		\$
		\$

Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse

DATE	NOMBRE DE MANDATS	DESCRIPTION DU MANDAT	COÛT TRAVAUX	DÉPENSES DU 31 AOÛT AU 30 NOVEMBRE 2012
		Aucun	\$	\$
			\$	\$
			\$	\$
			\$	\$
			\$	\$
			\$	\$
			\$	\$
			\$	\$
			\$	\$
			\$	\$
		TOTAUX :	\$	\$

MANDATS DONNÉS À LA SIQ

DATE	NOMBRE DE MANDATS	DESCRIPTION DU MANDAT	MONTANT
		Aucun	\$
			\$
			\$
			\$
			\$
			\$
			\$
			\$
			\$
			\$
		TOTAL :	\$

P.14 LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS FORMÉS EN 2012-2013 ET CEUX TOUJOURS ACTIFS FORMÉS AU COURS DES ANNÉES PRÉCÉDENTES, DONT ONT FAIT PARTIE LE MINISTÈRE ET/OU SES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES AVEC D'AUTRES MINISTÈRES, ORGANISMES, AGENCES OU PARTENAIRES. POUR CHAQUE COMITÉ, PRÉCISER LE MANDAT, LES MEMBRES, LE BUDGET, LES RÉSULTATS ET, LE CAS ÉCHÉANT, LE MOMENT PRÉVU POUR LE DÉPÔT DU RAPPORT.

Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET 2012-2013	RÉSULTATS ATTEINTS	DÉPÔT DU RAPPORT
Comité de normalisation pour l'élaboration d'un guide de bonnes pratiques pour favoriser le maintien et la réintégration en emploi des travailleurs en fin de carrière.	L'élaboration d'un guide de bonnes pratiques pour favoriser le maintien et la réintégration en emploi des travailleurs en fin de carrière.	Shirley Sama, coordonnatrice, pour CDPDJ	2 rencontres à Québec Frais de déplacements : 212.50 \$ 2 rencontres à Montréal	Discussions dans le but de clarifier les objectifs, le contenu (version préliminaire)	Juin 2013
Comité interministériel visant l'adaptation du système judiciaire aux personnes handicapées - Office des personnes handicapées du Québec Création : août 2010 - rencontre variable.	Adaptation du système de justice criminelle et pénale aux besoins des personnes handicapées (victimes, témoins, suspects et contrevenants).	Claire Bernard, conseillère juridique pour CDPDJ	Aucun	Travaux en cours	S/O
Comité sur le secret professionnel - Autorité des marchés financiers Création : décembre 2011 - rencontre variable.	Supervision de la recherche sur le droit au respect du secret professionnel et la protection des droits des personnes âgées, handicapées ou mineures.	Claire Bernard, conseillère juridique pour CDPDJ	Aucun	Mandat de recherche confié à l'équipe de chercheurs	En attente du rapport
Comité interministériel permanent sur la protection des travailleurs étrangers temporaires peu spécialisés Création : 2008, la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse y participe depuis janvier 2010 - rencontre aux 2 mois.	Favoriser l'échange d'information et la concertation en vue d'accroître l'efficacité de l'action gouvernementale en matière de protection des TETPS. Identifier les problématiques en matière de protection des TETPS, en assurer l'analyse ainsi que l'identification des solutions à mettre en œuvre. Formuler des recommandations aux autorités gouvernementales, le cas échéant.	Marie Carpentier, conseillère juridique pour CDPDJ	1 rencontre à Québec Frais de déplacement : 159.16 \$	Travaux continus	s/o

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET 2012-2013	RÉSULTATS ATTEINTS	DÉPÔT DU RAPPORT
Comité conjoint CDPDJ/OPHQ/ Milieux associatifs (COPHAN-AQIS- AQRIPH-AQEIPS) Création : 2005 - rencontre aux 2 mois.	Échanges d'informations sur les questions relatives à l'inclusion scolaire des élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage	Daniel Ducharme, chercheur pour CDPDJ	Aucun	Échanges d'informations continues	s/o
Comité d'orientation provincial dédié aux personnes âgées des communautés culturelles Création : août 2011 - 3 rencontres par an.	Déterminer en lien avec les orientations nationales et régionales, les priorités et les orientations quant à la clientèle des « personnes âgées des communautés culturelles ». S'assurer que la mise en œuvre du plan d'action provincial permette l'atteinte des indicateurs de résultats déterminés au niveau national. Identifier en conformité avec les indicateurs déterminés au niveau national, des indicateurs de suivi et d'évaluation sur la mise en œuvre du plan d'action pour les communautés culturelles.	Daniel Ducharme, chercheur pour CDPDJ	Aucun	Portrait provincial des aînés des communautés culturelles et Plan d'action pour contrer la maltraitance réalisés Création du comité d'implantation stratégique pour contrer la maltraitance des aînés des communautés culturelles	Novembre 2012 Novembre 2012
Comité de direction – Chaire de recherche sur l'homophobie (UQAM) Création : novembre 2011 - 2 rencontres par an.	Soutenir et conseiller la titulaire de la CHAIRE. Approuver le plan annuel d'activités, les prévisions budgétaires et le rapport annuel d'activités de la CHAIRE. Recevoir des propositions sur des initiatives et des sujets d'intérêts communs. (Protocole d'entente entre le ministre de la Justice et l'Université du Québec à Montréal).	Jean-Sébastien Imbeault, chercheur pour CDPDJ	Aucun	Travaux en cours	s/o
Comité interministériel de suivi de la Stratégie nationale pour l'intégration et le maintien en emploi des personnes handicapées	Faire le suivi de la stratégie	Monik Bastien, Directrice de l'accès à l'égalité et des services-conseils pour CDPDJ	2 rencontres par année en vidéo conférence	Travaux se poursuivent	Responsabilité du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale-Rapports prévus en 2013 et 2018

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET 2012-2013	RÉSULTATS ATTEINTS	DÉPÔT DU RAPPORT
Comité interministériel du Plan d'action gouvernemental pour contrer la maltraitance envers les personnes âgées 2010-2015	Assurer le suivi du plan d'action	Renée Dupuis, vice-présidente CDPDJ	2 à 3 rencontres par an Frais de déplacements	Travaux se poursuivent	À déterminer
Comité interministériel sur la mise en œuvre de la politique gouvernementale La Diversité : une valeur ajoutée	Assurer le suivi de la mise en œuvre du plan d'action gouvernemental	Josée Morin, Adjointe à la présidence pour CDPDJ	Deux à trois rencontres par année en vidéo conférence	Travaux se poursuivent	Responsabilité du ministère de l'Immigration et des communautés culturelles - Rapport prévu en 2013
Table interministérielle sur le profilage racial	Identifier les enjeux, connaître les actions des ministères, présenter les recommandations contenues au rapport de la consultation sur le profilage racial et ses conséquences et assurer le suivi des recommandations	Gaétan Cousineau, président CDPDJ Ministère de la Justice, Ministère de la sécurité publique, Ministère de la Santé et des services sociaux, Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, Ministère de l'Immigration et des communautés culturelles, Ministère de l'Emploi et de la solidarité sociale	Aucun budget spécifique	Travaux se poursuivent	Rapport de consultation publié en mai 2011 État des lieux : un an après Juin 2012
Comité sur l'application de la Loi sur la protection de la jeunesse	Proposer certaines modifications à la Loi sur la protection de la jeunesse, compte tenu que les dernières modifications datent de 2006.	Jean Théorêt, directeur de la direction de la protection et de la promotion des droits de la jeunesse Sophie Papillon, conseillère juridique Pour CDPDJ	La Commission a participé à 6 rencontres au cours de la période à l'étude. Il n'y a pas de frais associés à ce comité.	Jusqu'à maintenant, les membres ont proposé de modifier plusieurs articles de la LPJ présentant des problématiques d'application particulières..	Un mémoire sera déposé au cours de l'année 2013
Comité sur l'accès à l'éducation	Dresser un état de situation concernant les enfants migrants n'ayant pas accès à l'éducation au Québec et trouver des pistes de solution afin que tous les enfants puissent fréquenter l'école.	Véronique Noël, chercheur Catherine Gauvreau, enquêtrice Pour CDPDJ	La Commission a participé à 3 rencontres au cours de la période à l'étude. Il n'y a pas eu de frais associés à ce comité.	Une lettre pour solliciter une rencontre avec la ministre a été acheminée au ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport en décembre 2012.	S/O
Comité pour l'élaboration d'une brochure sur le processus judiciaire en protection de la jeunesse	Élaborer une brochure expliquant au grand public le processus judiciaire en protection de la jeunesse.	Catherine Gauvreau, enquêtrice Pour CDPDJ	La Commission a participé à 3 rencontres au cours de la période à l'étude. Il n'y a pas eu de frais associés à ce comité.	La brochure est sur la voie d'être finalisée. Elle est présentement à l'étape de la validation externe.	Brochure prévue au cours de l'année 2013
Table de concertation sur les standards ouverts	Établir quels sont les standards adéquats à retenir pour les logiciels libres, dans le but d'en faire des recommandations au gouvernement	Abdallah Benabbès, analyste en informatique Pour CDPDJ	n/a, réunion par vidéoconférence	Création d'un Wiki gouvernemental pour poursuivre les échanges	S/O

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET 2012-2013	RÉSULTATS ATTEINTS	DÉPÔT DU RAPPORT
Comité des responsables de la sécurité informatique	Travailler à la sécurité globale de l'information	Jean-François Bergeron, analyste en informatique, expert Pour CDPDJ	800\$	Bilan de sécurité annuel et Audit sur demande	annuel
Forum des dirigeants sectoriels de l'information	Assurer l'implantation des lois et politiques gouvernementales en matière de ressources informationnelles	Pierrette Bourgeois, DSI, directrice de l'Informatique, gestion documentaire et des processus Pour CDPDJ	n/a, réunion par vidéoconférence	Recommandation de projets sur une base ponctuelle, suivi du PTPARI, assurer l'évolution du développement des ressources informationnelles en fonction des lois et directives	5 à 6 rencontres par année, avec dépôts de rapports : PTPARI, PARI, BARI, Inventaires, État de situation des projets
Comité sur la gestion des identités et des adresses	Répondre à une demande des citoyens de corriger leurs coordonnées à un seul endroit et prévenir les fraudes et vols d'identités	Pierrette Bourgeois, DSI Directrice de l'Informatique, de la gestion documentaire et des processus Pour CDPDJ	200\$	Implantation d'un système	À venir

P.16 POUR 2012-2013, LE NOMBRE TOTAL D'ACCOMMODEMENTS QUI ONT ÉTÉ ACCORDÉS OU REFUSÉS POUR LES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE OU DES ORGANISMES DÉPENDANT DU MINISTÈRE, LA VENTILATION PAR TYPE D'ACCOMMODEMENT ET LA DATE DES DITS ACCOMMODEMENTS. (HANDICAP, GROSSESSE, MOTIFS RELIGIEUX, ETC.).

TYPE D'ACCOMMODEMENT	2012-2013
Grossesse	2
Handicap et/ou maladie	7
TOTAL	9

NOTE :

P.86 STATISTIQUES SUR LE NOMBRE ET LES CATÉGORIES DE PLAINTES ACTUELLEMENT DEVANT LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE. NOMBRE DE PLAINTES REÇUES, TRAITÉES ET ACCEPTÉES EN 2012-2013. POUR LES PLAINTES EN MATIÈRE D'ACCOMMODEMENTS RAISONNABLES, UNE VENTILATION PAR MOTIF (RELIGION, HANDICAP, SEXE, ETC.). NOMBRE DE PLAINTES DEVANT LE TRIBUNAL DES DROITS DE LA PERSONNE. NOMBRE D'ENQUÊTES INITIÉES PAR LA COMMISSION, LE TOUT VENTILÉ PAR MOIS.

Le tableau qui suit donne, pour le 8 premiers mois de l'année 2012-2013, le nombre de plaintes reçues à la CDPDJ, selon le principal motif de discrimination invoqué et le secteur d'activités où se seraient déroulés les événements au soutien de ces plaintes. Une colonne pour l'année 2011-2012, permet une comparaison en pourcentage.

Nombre de plaintes reçues en 2012-2013 (1^{er} avril au 30 novembre 2012) selon le motif et secteurs d'atteintes, réparties par mois.

Motif/Secteur	avril	mai	juin	juil.	août	sept.	oct.	nov.	déc.	Total 8 mois	% sur le total des dossiers	
											12-13	11-12
Âge	6	10	4	4	11	6	8	9	7	58	8%	7%
Accès / Transports, lieux publics	2						1	2		5		
Actes juridiques / Biens ou services		2	1		5			1		9		
Logement	2	5	3	1	2	1	1			15		
Travail	2	3		3	4	5	6	6	7	29		
Antécédents judiciaires	4	6	5	5	1	1		1	5	23	3%	3%
Actes juridiques / Biens ou services		2								2		
Travail	4	4	5	5	1	1		1	5	21		
Condition sociale	1	5	2		2	5	1			16	2%	3%
Accès / Transports, lieux publics										0		
Actes juridiques / Biens ou services	1	1				2				4		
Logement		4	2		2	2	1			11		
Travail						1				1		
Convictions politiques			3	5	1	1	40	1	1	51	7%	1%
Accès / Transports, lieux publics			2	3	1		38	1		45		
Actes juridiques / Biens ou services			1	1						2		
Travail				1		1	2		1	4		
État civil	3	2	6	1	4	5	7	3	1	31	4%	3%
Accès / Transports, lieux publics			1							1		
Actes juridiques / Biens ou services	1	2	3		1	1	3			11		
Logement	1					1				2		
Travail	1		2	1	3	3	4	3	1	17		
Exploitation personnes âgées	11	4	9	1	9	9	6	9	7	58	8%	9%
Accès / Transports, lieux publics						1				1		
Actes juridiques / Biens ou services					2			1		3		
Autre	11	4	9	1	7	8	6	8	7	54		
Exploitation personnes handicapées	1	3	2	3		1	2		2	12	2%	1%
Actes juridiques / Biens ou services	1									1		
Autre			2	2		1	2		2	7		
Logement				1						1		
Travail		3								3		
Grossesse	1	1	1	3	1	2		1	1	10	1%	3%

Motif/Secteur	avril	mai	juin	juil.	août	sept.	oct.	nov.	déc.	Total 8 mois	% sur le total des dossiers	
											12-13	11-12
Accès / Transports, lieux publics										0		
Actes juridiques / Biens ou services										0		
Travail	1	1	1	3	1	2		1	1	10		
Handicap	32	33	28	26	26	21	28	18	19	212	29%	34%
Accès / Transports, lieux publics	4	6	10	8	4	4	4	1	7	41		
Actes juridiques / Biens ou services	6	7	5	4	7	3	7	3	2	42		
Autre										0		
Logement	1	4	5	1	5		5		1	21		
Travail	21	16	8	13	10	14	12	14	9	108		
Langue		1	1	2	1	1	2	2	1	10	1%	2%
Accès / Transports, lieux publics				1				1		2		
Actes juridiques / Biens ou services			1	1		1				3		
Travail		1			1		2	1	1	5		
Orientation sexuelle	1		4	1	3			2	1	11	1%	2%
Accès / Transports, lieux publics			1							1		
Actes juridiques / Biens ou services			1					2		3		
Autre				1						1		
Logement			1		1					2		
Travail	1		1		2				1	4		
Race-Couleur-Origine ethnique ou nationale	22	27	27	26	32	14	16	17	9	181	25%	26%
Accès / Transports, lieux publics	6	13	11	9	6	2	5	4	3	56		
Actes juridiques / Biens ou services	10	7	9	5	6	1	1	8	3	47		
Autre				2						2		
Logement	1	3	2	5	8	1	1	1		22		
Travail	5	4	5	5	12	10	9	4	4	54		
Religion	1	4	2	4	5	4	1	5		26	4%	3%
Accès / Transports, lieux publics		1		1	1	1		1		5		
Actes juridiques / Biens ou services		2	1		1					4		
Logement			1		1	1				3		
Travail	1	1		3	2	2	1	4		14		
Sexe	4	9	2	2	6	5	4	4	2	35	5%	5%
Accès / Transports, lieux publics	1	1				1				3		
Actes juridiques / Biens ou services	1	2			2	1	1			7		
Logement					1	1				2		
Travail	2	6	1	2	3	2	3	4	2	23		
N/D						1	1	1	6	3	0%	0%
Grand total	87	105	96	83	102	76	116	73	62	737	100% *	100%
%	12%	14%	13%	11%	14%	10%	16%	10%		100% *		

* Le % est calculé sur 8 mois.

Ces données comparées à celles colligées pour les deux années antérieures, permettent d'anticiper pour l'ensemble de l'année se terminant au 31 mars prochain une augmentation du nombre de plaintes de 6.5% en regard de 2011-2012 et de 45% en regard de 2010-2011.

Le motif de discrimination lié au handicap demeure, avec 29% de l'ensemble des plaintes, celui le plus souvent invoqué, suivi à 25% par les motifs fusionnés race-couleur-origine ethnique ou nationale.

Il faut mentionner que les motifs âge et exploitation des personnes âgées avec chacun 8% de l'ensemble des plaintes viennent en troisième place des motifs invoqués. Bien que la projection pour l'année d'exercice en cours tende au maintien des dossiers d'exploitation de personnes âgées en comparaison de l'an dernier, il demeure que ce niveau de plainte constitue une augmentation de plus de 60% lorsque comparés aux 56 dossiers ouverts en 2010-2011 et 51 dossiers ouverts en 2009-2010.

Le tableau qui suit reprend les mêmes données mais uniquement sous l'angle du secteur d'activités. Cela nous permet de constater le maintien du secteur du travail (40%) comme celui où se pose le plus de difficultés liées à la discrimination, notamment lorsqu'il est associée au handicap (16%).

Nombre de plaintes reçues selon le secteur d'atteinte (1er avril 2012 au 30 novembre 2012)

Secteur d'atteinte	Travail	Logement	Acte juridique / biens et services	Accès transports et lieux publics	Autre	2012-2013 (Total 8 mois)
Nombre	293	79	138	160	67	737
%	40%	11%	19%	22%	9%	100%

Les tableaux qui suivent donnent par mois et selon les régions du Québec, le nombre de demandes reçues, de dossiers d'enquête ouverts ainsi que le nombre de dossiers traités et finalisés au cours de la période s'échelonnant du 1er avril au 30 novembre 2012.

Nombre de demandes d'enquête Charte, réparties par région et ventilées par mois

	avril	mai	juin	juil.	août	sept.	oct.	nov.	déc.	Total 8 mois	% sur total des demandes	
											12-13	11-12
Gatineau	3	5	6	7		2	3	2	4	28	2%	2%
Longueuil	13	23	17	18	19	23	25	18	19	156	13%	12%
Montréal	89	84	70	79	82	62	60	56	45	582	48%	51%
Québec	17	9	22	14	13	15	55	16	16	161	13%	10%
Rimouski	2		2	3	4	2	1	4	3	18	1%	2%
Saguenay	1	4	7	5	2	7	7	4	2	37	3%	2%
Saint-Jérôme	24	12	14	10	11	13	10	14	8	108	9%	10%
Sept-Îles	1	2	4	2	1		3	1	1	14	1%	0%
Sherbrooke	5	5	5	3	4	1	5	8	1	36	3%	4%
Trois-Rivières	6	10	4	7	3	8	5	7	9	50	4%	5%
Val d'Or	2		1	5	1	2	2	1	1	14	1%	1%
Non déterminé					1	2	2	1	1	6	0%	0%
TOTAL DEMANDES D'ENQUÊTE CHARTE	163	154	152	153	141	137	178	132	110	1210	100%*	100%

* Le % est calculé sur 8 mois

** Le nombre de demandes reçues en 2011-2012, sur 12 mois, est de 1644 demandes.

Nombre de dossiers ouverts, répartis par région et ventilés par mois

	avril	mai	juin	juil.	aout	sept.	oct.	nov.	déc.	Total 8 mois	% sur total des demandes	
											12-13	11-12
Gatineau	1	4	2	4	2		3	1	1	17	2%	2%
Longueuil	9	14	11	9	11	15	13	13	9	95	13%	12%
Montréal	48	53	56	51	60	41	33	29	26	371	50%	54%
Québec	9	9	10	9	5	11	44	9	9	106	14%	10%
Rimouski	2		1		2	1	2	2		10	1%	2%
Saguenay	1	3	2	2	4	1	5	5	2	23	3%	2%
Saint-Jérôme	11	15	8	4	11		10	6	6	65	9%	8%
Sept-Îles		1	2	1	2		1	1		8	1%	0%
Sherbrooke	4	3	2		1	3	2	3	3	18	2%	4%
Trois-Rivières	2	3	1	2	4	3	3	3	6	21	3%	4%
Val d'Or				1		1		1	2	3	0%	1%
TOTAL DOSSIERS OUVERT, CHARTE	87	105	95	83	102	76	116	73	64	737	100%**	100%*

* Le nombre de dossiers ouverts en 2011-2012, sur 12 mois, est de 1054 dossiers.

** Le % est calculé sur 8 mois

Nombre de dossiers fermés, répartis par région et ventilés par mois

	avril	mai	juin	juil.	aout	sept.	oct.	nov.	déc.	Total 8 mois	% sur total des demandes	
											12-13	11-12
Gatineau	0	1	2	2	3	1	1	2	1	12	2%	2%
Longueuil	9	10	8	8	21	6	6	11	10	79	14%	13%
Montréal	28	47	39	18	58	22	45	43	33	300	51%	53%
Québec	3	6	10	6	13	5	8	9	4	60	10%	9%
Rimouski	2	2	0	0	5	2	2	2	2	15	3%	3%
Saguenay	2	1	1	1	2	1	1	2	2	11	2%	3%
Saint-Jérôme	1	6	12	3	15	5	8	7	2	57	10%	8%
Sept-Îles	0	0	0	0	1	0	0	0	0	1	0%	0%
Sherbrooke	6	3	1	2	8	3	2	0	2	25	4%	3%
Trois-Rivières	5	3	1	3	2	3	4	1	4	22	4%	4%
Val d'Or	1	0	0	0	2	0	0	0	1	3	1%	1%
TOTAL DOSSIERS FERMÉS, CHARTE	57	79	74	43	130	48	77	77	61	585	100%	100%

* Le nombre de dossiers fermés en 2011-2012, sur 12 mois, est de 817 dossiers.

** Le % est calculé sur 8 mois.

Entre le 1er avril 2012 et le 30 novembre 2012, la Commission a initié 38 nouvelles enquêtes de sa propre initiative, dont 34 sont relatives à des situations d'exploitation de personnes âgées. Si pour l'année en cours, le nombre anticipé d'enquête de la propre initiative de la Commission devrait se situer autour de 57, il se compare avantageusement avec les 54 enquêtes initiées au cours de l'année 2011-2012.

Nombre d'enquêtes initiées par la Commission par motif

	avril	mai	juin	juil.	aout	sept.	oct.	nov.	déc.	Total 8 mois	% sur total enquêtes PIC	
											12-13	11-12
Exploitation personnes âgées	7	2	5		8	5	3	4	4	34	89%	94%
Exploitation personnes handicapées			1				2			3	8%	6%
Race couleur origine ethnique ou nationale		1								1	3%	
TOTAL DOSSIERS INITIÉS PAR LA COMMISSION	7	3	6	0	8	5	5	4	4	38	100%**	100%*

* Le nombre de dossiers initiés par le Commission en 2011-2012, sur 12 mois, est de 54 dossiers.

** Le % est calculé sur 8 mois

Pour cette même période, la Commission a déposé 25 nouvelles demandes introductives d'instance devant le Tribunal des droits de la personne.

Finalement, le tableau suivant présente, par motif, le nombre de dossiers traités en accommodement raisonnable. Il faut constater que le motif handicap est à 48% celui le plus souvent invoqué par les demandeurs, suivi de près à 44% par le motif lié à la religion.

Nombre de demandes d'accommodement raisonnable reçues par motif, ventilées par mois

	avril	mai	juin	juil.	aout	sept.	oct.	nov.	déc.	Total 8 mois	% sur total des demandes	
											12-13	11-12
Antécédents judiciaires										0	0%	0%
Convictions politiques			1							1	1%	0%
État civil				1						1	1%	1%
Grossesse						1				1	1%	1%
Handicap		4	8	4	1	2	11	8	1	38	48%	49%
Langue					1					1	1%	4%
Race-Couleur-Origine ethnique ou nationale										0	0%	1%
Religion	3	4	1	3	3	8	7	6		35	44%	40%
Sexe	1	1								2	3%	1%
Non déterminé					1					1	1%	2%
TOTAL DE DEMANDES	4	9	10	8	6	11	18	14	1	80	100%**	100%*

* Le nombre de demandes d'accommodement reçues en 2011-2012, sur 12 mois, est de 85 demandes.

** Le % est calculé sur 8 mois

P.87 LISTE DES RECOMMANDATIONS ET/OU AVIS DE LA COMMISSION AUX MINISTÈRES ET ORGANISMES EN 2012-2013 ET SUIVI APPORTÉ. PRÉCISER QUELS AVIS ET RECOMMANDATIONS ONT ÉTÉ DEMANDÉS ET LESQUELS ONT ÉTÉ RENDUS PAR LA COMMISSION DE SA PROPRE INITIATIVE. PRÉCISER LES SOMMES DÉPENSÉES PAR LA COMMISSION POUR CE VOLET « RECOMMANDATIONS ET AVIS » DE SES ACTIVITÉS ET LE POURCENTAGE QUE CES SOMMES REPRÉSENTENT SUR L'ENSEMBLE DE SES DÉPENSES, LE TOUT VENTILÉ PAR MOIS.

1.	SUIVI EN COURS
2.	RECOMMANDATION(S) SUIVIE(S) EN TOUT OU EN PARTIE
3.	RECOMMANDATION(S) NON SUIVIE(S)

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

Direction de la recherche, de l'éducation-coopération et des communications	
<p><i>Projet de règlement modifiant le Règlement sur les renseignements devant être transmis par les établissements au ministre de la Santé et des Services sociaux</i></p> <p>Initiative Envoi le 2 avril 2012 Ministère de la Santé et des Services sociaux</p>	3
<p><i>L'accommodement des étudiants et étudiantes en situation de handicap dans les établissements d'enseignement collégial</i></p> <p>Initiative Envoi le 16 avril 2012 Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale</p>	1
<p><i>Mémoire à la Commission des transports de l'environnement, Projet de loi n° 57, Loi modifiant l'encadrement de l'utilisation des cinémomètres photographiques et des systèmes photographiques de contrôle de circulation aux feux rouges et d'autres dispositions législatives</i></p> <p>Demande Présentation le 1^{er} mai 2012 Commission des transports et de l'environnement</p>	2
<p><i>Mémoire à la Commission de la santé et des services sociaux de l'Assemblée nationale, Projet de loi n° 59, Loi concernant le partage de certains renseignements de santé</i></p> <p>Demande Présentation le 8 mai 2012 Commission de la santé et des services sociaux</p>	2
<p><i>Commentaires sur le Projet de loi n° 56, Loi visant à lutter contre l'intimidation et la violence à l'école</i></p> <p>Initiative Transmis le 8 mai 2012 Commission de la culture et de l'éducation</p>	2
<p><i>Mémoire à la Commission de l'économie et du travail, Projet de loi n° 60, Loi visant principalement la modernisation du régime de santé et de sécurité du travail et son application aux domestiques (Projet de loi mort au feuillet)</i></p> <p>Demande Transmis le 20 juin 2012 Commission de l'économie et du travail</p>	3
<p><i>Commentaires sur le Projet de règlement sur les conditions d'obtention d'un certificat de conformité et les normes d'exploitation d'une résidence privée pour aînés</i></p> <p>Initiative Envoi le 13 juillet 2012 Ministre déléguée aux Services sociaux</p>	1
<p><i>Commentaires sur la Loi permettant aux étudiants de recevoir l'enseignement dispensé par les établissements de niveau postsecondaire qu'ils fréquentent (L.Q. 2012, chapitre 12)</i></p> <p>Initiative Envoi le 18 juillet 2012 Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport</p>	2

<p><i>Commentaires sur le Projet de loi n° 70, Loi facilitant les actions civiles des victimes d'actes criminels et l'exercice de certains autres droits (Projet de loi mort au feuillet)</i></p> <p><i>Demande</i> <i>Envoi le 24 septembre 2012</i> <i>Ministère de la Justice</i></p>	3
<p><i>Notes pour la présentation de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse devant la Commission des institutions de l'Assemblée nationale à l'occasion des consultations particulières sur le Projet de loi n° 2, Loi modifiant la Loi électorale afin de limiter les contributions à 100 \$ par électeur et de réviser le financement public des partis politiques</i></p> <p><i>Demande</i> <i>Présentation le 21 novembre 2012</i> <i>Commission des institutions</i></p>	2
<p><i>Lettre – Projet de loi n° 10, Loi permettant de relever provisoirement un élu municipal de ses fonctions</i></p> <p><i>Demande</i> <i>Envoi le 29 novembre 2012</i> <i>Commission de l'aménagement et du territoire</i></p>	2

Estimation des dépenses reliées au volet Recommandations et Avis

Mois	Dépenses	Rémunération Professionnels	Rémunération Emplois techniques et bureau	Frais de déplacement
Avril 2012		1.15 ETC	0.18 ETC	-
Mai 2012		1.6 ETC	0.15 ETC	915.71 \$
Juin 2012		1.325 ETC	0.18 ETC	237.76 \$
Juillet 2012		0.5 ETC	0.15 ETC	-
Août 2012		-	-	-
Septembre 2012		-	-	55.00 \$
Octobre 2012		-	-	-
Novembre 2012		0.165 ETC	0.03 ETC	393.20 \$
TOTAL		4.74 ETC sur 8 ETC (59 %) 254 500 \$ sur 11,5 M \$ (2,2 %)	0.73 ETC sur 2 ETC (36 %) 30 400 \$ sur 11,5 M \$ (0,0027 %)	- 1601.67 \$ sur 3,4 M \$ (0,00047 %)

P.88 DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT DES PLAINTES EN 2012-2013.

En réponse à cette question, il nous apparaît toujours important de donner l'ensemble des activités pour bien comprendre les résultats en termes de délais de traitement.

DEMANDES D'INFORMATION

	2012-2013	2012-2013 projection	2011-2012
	Total 8 mois	Total 12 mois	Total 12 mois
SECTEUR DROITS DE LA PERSONNE	6871	10307	11887
SECTEUR DROITS DE LA JEUNESSE	836	1254	3025
DEMANDES À PORTÉE GÉNÉRALE	1466	2199	3198
TOTAL	9173	13760	18110

Il faut constater une diminution de demandes à l'accueil, et cela aux trois postes qui y sont notés. Les demandes faites dans le cadre du mandat jeunesse ont diminuées de près de 60% alors qu'en charte, ce pourcentage est de 13%.

Comme nous le verrons, cela n'affecte en rien le nombre de plaintes reçues et de dossiers ouverts en vertu de notre mandat lié à la Charte où, au contraire, leur nombre devrait augmenter selon nos projections annuelles. Ces chiffres nous permettent de constater une plus grande pertinence des démarches effectuées par la population auprès de la Commission.

Secteur droits de la personne

1. Les demandes reçues en Charte (plaintes)

Selon notre projection annuelle pour l'année en cours, le nombre de demandes considérées comme des plaintes et soumises à un exercice rigoureux de recevabilité quant à notre compétence d'enquête devrait augmenter de 11% en comparaison avec 2011-2012, et de 42% avec 2010-2011.

Ces augmentations ont un impact sur l'organisation du travail qui vise d'abord et avant tout à produire un traitement rigoureux de ces plaintes à l'intérieur d'un délai raisonnable.

	2012-2013	2012-2013 projection	2011-2012
	Total 8 mois	Total 12 mois	Total 12 mois
Nombre de demandes reçues - Charte	1210	1815	1637

Une fois l'exercice de recevabilité complété, les demandes jugées recevables mènent à l'ouverture d'un dossier d'enquête.

2. Dossiers d'enquête ouverts

Encore ici, une augmentation de 7% du nombre de dossiers ouverts menant au processus d'enquête est à noter, passant de 1038 en 2011-2012 à une projection de 1106 nouvelles enquêtes pour l'année en cours. Cette augmentation est de 45% lorsque la comparaison est effectuée avec l'année 2010-2011, passant de 761 à 1106 nouveaux dossiers d'enquêtes.

	2012-2013	2012-2013 projection	2011-2012
	Total 8 mois	Total 12 mois	Total 12 mois
Nombre de dossiers d'enquête ouverts	737	1106	1038

3. Dossiers fermés

Par dossiers fermés, il faut comprendre les dossiers traités et finalisés selon un résultat spécifique, allant du désistement de la personne, à la fermeture en raison de l'insuffisance de la preuve obtenue, du règlement intervenu entre les parties suite à une médiation ou encore l'obtention d'un jugement d'un tribunal.

	2012-2013	2012-2013 Projection	2011-2012
	Total 8 mois	Total 12 mois	Total 12 mois
Nombre de dossiers d'enquête fermés	585	878	816

Ce nombre projeté de dossiers traités et finalisés pour l'année en cours constitue une augmentation de 8 % en comparaison avec le nombre atteint en 2011-2012, et de 28% en comparaison de l'année 2010-2011.

4. Dossiers actifs (fin de période)

Malgré l'augmentation de productivité notée au point précédent, il faut noter, principalement en raison de l'augmentation de 7% de nouveaux dossiers, un plus grand nombre de dossiers actifs, soit 18% plus élevé qu'au même moment l'an dernier.

	2012-2013
	Au 30-11-12
Nombre de dossiers d'enquête actifs	1200

5. Les délais

Les délais de traitement des dossiers sont calculés de la date de la plainte signée à la date de fermeture par la Commission. Ce délai exclut le délai des dossiers judiciairisés, le contrôle du délai n'étant plus sous notre propre et seule autorité.

Cette diminution de 3% du délai moyen de traitement pour la dernière année assure la poursuite de la réduction de nos délais d'enquête et confirme la tendance avancée dans le rapport d'activités et de gestion 2011-2012 à savoir que 75 % de l'ensemble des dossiers traités et finalisés au cours de cette dernière année l'ont été dans un délai moyen de 161 jours.

Rappelons que le délai moyen de la dernière année (2011-2012) constitue une diminution de 13 % par rapport à celui de 2009-2010, et de 41% comparativement à 2008-2009 (576 jours).

	2012 - 2013	2011 - 2012
	Total 8 mois	Total 12 mois
Délai de traitement (en jours)	308	316

Pour 8 mois, le nombre de dossiers est de 585

Les délais par étape

Un délai moyen optimal est avancé pour chaque étape du traitement d'un dossier d'enquête. Ce délai est calculé pour les dossiers où il y a une date de fin de traitement au cours de l'étape pendant l'année financière.

		2012-2013	2011-2012
	Délai prescrit	Délai atteint 8 mois	Délai atteint 12 mois
Recevabilité	30	28	29
Évaluation préliminaire	60	65	81
Médiation	90	124	109
Enquête	300	198	303

Obligations contractuelles au 31 décembre 2012

RA01 : Bas-Saint-Laurent

Groupe Cédrico Inc. RTD
Distributions Itée Verreault
Navigation Inc. **Total : 3**

RA02 : Saguenay—Lac-Saint-Jean

Alcan International Limitée Centre recherche Dev. Arvida
Équipements Sigma Inc.
Nutrinor, coopérative agro-alimentaire du Saguenay Lac St-Jean
Total : 3

RA03 : Québec

ABB Bomem Inc. BPR
Inc.
Cossette Communication inc.
Desjardins Sécurité financière
ENGLOBE CORP Entreprises
Julien Inc.
Exfo Ingénierie Électro-Optique Inc. Génivar
inc.
GSF Québec inc.
Industrielle-Alliance Compagnie d'Assurance sur la Vie
Industries Maibec Inc.
Iron Mountain Canada Corporation
J.B. Deschamps Inc.
Les Services McKinnon inc.
Momentum Technologies inc.
NexInnovations Inc.
Nurun Inc.
Roche Ltée, Groupe-conseil
SSQ Vie
Stadacona S.E.C. Technoconseil
(TC) inc Telus Solutions d'affaires
Wesco Distribution Canada Inc.

Total : 23

RA04 : Mauricie—Bois-Francs

Duchesne & Fils Ltée
G.A. Boulet Inc.
Sécurité de Francheville inc

Total : 3

RA05 : Estrie

Sécurité Gentel inc.

Total : 1

RA06 : Montréal

9104-8306 Québec/Urgence médicale code bleu
Advantech techniques de pointe pour faisceaux Hertzians Inc. AECOM
Consultants inc.
Aliments Parmalat Inc.(Les)Division Parmalat Canada
Autodesk Canada inc.
Banque Nationale du Canada
Caisse centrale Desjardins
Canon Canada Inc. Division Solutions d'affaires
Cartons St-Laurent Inc. (Smurfit-Stone) CMC
Électronique Inc.
Compagnie de téléphone Bell du Canada/ Bell Canada
Corporation Komunik Courrier
Purolator Ltée Domtar Inc.
Doubletex Équipement SMS
inc. Ernst & Young
ESI technologies de l'information Inc. Fujitsu
Conseil (Canada) inc.
GL& V Canada inc
Groupe CGI inc.
Groupe Conseil FXinnovation inc. Groupe
Conseil OSI inc.
Groupe Santé Brunet
Groupe SNC-Lavalin Inc. Hewlett-
Packard (Canada) Cie IBM Canada
Ltée
Industries Wajax Limitée
Inspec-Sol Inc.
Johnson & Johnson Inc. KPMG
Kruger Inc.
Lafarge Canada Inc. Usine de St-Constant
Linde Canada limitée Mechtronix
systems inc. Médiosolution Inc.
Michael Rossy Ltée
NCR Canada Ltée
Oracle Corporation Canada Inc. Pageau
Morel & Associés Inc. Pitney Bowes du
Canada Ltée PLEXO inc.
PriceWaterhouseCoopers
Quebecor World Inc. Quebecor World Montréal
R3D CONSEIL INC
Rexel Canada Électrique Inc./Division Nedco
Sécurité Kolossal inc. Services
financiers NCO Inc. Shell Canada
Limitée
Société Conseil Groupe LGS Société
Trader/Trader Corporation Sony du
Canada Ltée
Stella-Jones Inc.

RA06 : Montréal (suite)

Supremex Inc.
Sysco Services alimentaires du Canada Inc.
Technologies Nexxlink Inc.
Telav Inc.
Ultramar Canada Inc.
Unisource Canada Inc. Xerox

Canada Ltée **Total : 60**

RA08 : Abitibi

IAMGOLD CORPORATION Mines
Agnico Eagle Limitée Tembec Inc.
Uniboard Canada Inc.

Total : 4

RA11 : Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine Société

canadienne de Sel - Division Mines Seleine

Total : 1

RA12 : Chaudière-Appalaches

Bertrand Distributeur en Alimentation inc.
Boulangerie Saint-Méthode Inc.
Groupe Canam inc. Imprimerie
Interglobe Inc. Imprimerie Solisco
Inc.
IPL Inc.
Lainages Victor Ltée Maintenance
Eureka Ltée Montel Inc.
Prévost - Division du Groupe Volvo Canada inc.
Rousseau Métal Inc.
Teknion Roy & Breton

Total : 12

RA13 : Laval

CIMA - Société d'ingénierie
Dessau Inc. Idéal Métal
Inc.
Michelin Amérique du Nord (Canada) Inc. Multi-
Marques (Distribution) Inc.
Samuel & Fils & Cie (Québec) Ltée
Supérieur Propane Inc.

Total : 7

A14 : Lanaudière Bridgestone/Firestone

Canada Inc. **Total : 1**

RA15 : Laurentides

Dowty Canada Ltée/Div. Dowty Aérospatiale Montréal
PG Solutions inc.
Sécurité des Deux-Rives Itée
Sonepar Distribution Inc. Division Lumen et Roy Marchand Textron
Canada Ltée Division Bell Helicopter Textron **Total : 5**

RA16 : Montérégie

Agropur coopérative agro-alimentaire
Alimplus inc.
Bombardier Transport Canada inc.
Boulangerie Gadoua Ltée Corporate
Express Canada inc. Goodfellow inc.

Groupe Lacasse Inc. Imprimerie
Interweb Inc.
Les Compagnies du Groupe Data
Matériel Industriel Ltée
Moore Wallace Inc. Sico
Inc.
Société en commandite ARMTEC Uni-
Select Inc.

Total : 14

RA17 : Centre-du-Québec

Consultants Mesar Inc. Fafard &
Frères Ltée
P.H. Vitres d'autos Inc.

Total : 3

Grand total : 140

Liste des organismes soumis à la Loi sur l'accès à l'égalité en emploi au 31 décembre 2012

Éducation - Cégeps

RA01 : Bas-Saint-Laurent

Cégep de La Pocatière Cégep
de Matane Cégep de Rimouski
Cégep de Rivière-du-Loup

Total : 4

RA02 : Saguenay—Lac-Saint-Jean

Cégep de Chicoutimi Cégep de
Jonquière Cégep de Saint-
Félicien Collège d'Alma

Total : 4

RA03 : Québec

Cégep de Sainte-Foy
Collège de Limoilou
Collège François-Xavier-Garneau

Total : 3

RA04 : Mauricie—Bois-Francs

Cégep de Trois-Rivières Collège
Shawinigan **Total : 2**

RA05 : Estrie

Cégep de Sherbrooke Champlain
Regional College **Total : 2**

RA06 : Montréal

Cégep André-Laurendeau Cégep
de Saint-Laurent Cégep du Vieux-
Montréal Cégep Marie-Victorin
Collège Ahuntsic
Collège de Bois-de-Boulogne Collège
de Maisonneuve Collège de
Rosemont
Collège Gérald-Godin
Dawson College John Abbott
College Vanier College

Total : 12

RA07 : Outaouais Collège de

l'Outaouais Heritage College

Total : 2

RA08 : Abitibi

Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue

Total : 1

RA09 : Côte-Nord

Cégep de Baie-Comeau Cégep
de Sept-Îles **Total : 2**

RA11 : Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine

Cégep de la Gaspésie et des Îles
Total : 1

RA12 : Chaudière-Appalaches

Cégep Beauce-Appalaches Cégep
de Lévis-Lauzon Cégep de
Thetford
Total : 3

RA13 : Laval

Collège Montmorency
Total : 1

RA14 : Lanaudière

Cégep régional de Lanaudière
Total : 1

RA15 : Laurentides

Cégep de Saint-Jérôme Collège
Lionel-Groulx **Total : 2**

RA16 : Montérégie

Cégep de Granby Haute-Yamaska
Cégep de Saint-Hyacinthe
Cégep de Sorel-Tracy
Cégep Saint-Jean-sur-Richelieu
Collège de Valleyfield Collège
Édouard-Montpetit **Total : 6**

RA17 : Centre-du-Québec Cégep

de Drummondville Cégep de
Victoriaville **Total : 2**

Éducation - Collèges privés**RA03 : Québec**

Campus Notre-Dame-de-Foy
Collège Mérici
Total : 2

RA04 : Mauricie—Bois-Francs

Collège Laflèche
Total : 1

RA06 : Montréal

Collège André-Grasset
Collège Lasalle
Collège Marianopolis
Total : 3

Éducation - Commissions scolaires

RA01 : Bas-Saint-Laurent

Commission scolaire de Kamouraska — Rivière-du-Loup
Commission scolaire des Monts-et-Marées
Commission scolaire des Phares Commission
scolaire du Fleuve-et-des-Lacs

Total : 4

RA02 : Saguenay—Lac-Saint-Jean

Commission scolaire De La Jonquière Commission
scolaire des Rives-du-Saguenay Commission scolaire
du Lac-Saint-Jean Commission scolaire du Pays-des-
Bleuets **Total : 4**

RA03 : Québec

Commission scolaire Central Québec
Commission scolaire de Charlevoix
Commission scolaire de la Capitale
Commission scolaire de Portneuf Commission
scolaire des Découvreurs
Commission scolaire des Premières-Seigneuries

Total : 6

RA04 : Mauricie—Bois-Francs Commission

scolaire de l'Énergie Commission scolaire du
Chemin-du-Roy **Total : 2**

RA05 : Estrie

Commission scolaire de la Région-de-Sherbrooke
Commission scolaire des Hauts-Cantons Commission
scolaire des Sommets
Commission scolaire Eastern Townships

Total : 4

RA06 : Montréal

Commission scolaire de la Pointe-de-l'Île
Commission scolaire de Montréal Commission
scolaire English-Montréal Commission scolaire
Lester-B.-Pearson Commission scolaire Marguerite-
Bourgeoys

Total : 5

RA07 : Outaouais

Commission scolaire au Cœur-des-Vallées
Commission scolaire des Draveurs
Commission scolaire des Hauts-Bois-de-l'Outaouais
Commission scolaire des Portages-de-l'Outaouais
Commission scolaire Western Québec

Total : 5

RA08 : Abitibi

Commission scolaire de l'Or-et-des-Bois Commission
scolaire de Rouyn-Noranda Commission scolaire du
Lac-Abitibi Commission scolaire du Lac-
Témiscamingue Commission scolaire Harricana

Total : 5**RA09 : Côte-Nord**

Commission scolaire de la Moyenne-Côte-Nord
Commission scolaire de l'Estuaire
Commission scolaire du Fer Commission
scolaire du Littoral **Total : 4**

RA10 : Nord-du-Québec

Commission scolaire de la Baie-James

Total : 1**RA11 : Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine**

Commission scolaire des Chic-Chocs Commission
scolaire des Îles
Commission scolaire Eastern Shores
Commission scolaire René-Lévesque

Total : 4**RA12 : Chaudière-Appalaches** Commission

scolaire de la Beauce-Etchemin Commission scolaire
de la Côte-du-Sud
Commission scolaire des Appalaches
Commission scolaire des Navigateurs

Total : 4**RA13 : Laval**

Commission scolaire de Laval Commission
scolaire Sir-Wilfrid-Laurier **Total : 2**

RA14 : Lanaudière

Commission scolaire des Affluents
Commission scolaire des Samares

Total : 2**RA15 : Laurentides**

Commission scolaire de la Rivière-du-Nord Commission
scolaire de la Seigneurie-des-Mille-Îles Commission scolaire
des Laurentides
Commission scolaire Pierre-Neveu

Total : 4**RA16 : Montérégie**

Commission scolaire de la Vallée-des-Tisserands
Commission scolaire de Saint-Hyacinthe Commission
scolaire de Sorel-Tracy
Commission scolaire des Grandes-Seigneuries
Commission scolaire des Hautes-Rivières Commission

scolaire des Patriotes
Commission scolaire des Trois-Lacs
Commission scolaire du Val-des-Cerfs
Commission scolaire Marie-Victorin
Commission scolaire New Frontiers
Commission scolaire Riverside

Total : 11

RA17 : Centre-du-Québec Commission

scolaire de la Riveraine Commission scolaire
des Bois-Francs Commission scolaire des
Chênes

Total : 3

Éducation - Universités

RA01 : Bas-Saint-Laurent Université

du Québec à Rimouski **Total : 1**

RA02 : Saguenay—Lac-Saint-Jean

Université du Québec à Chicoutimi **Total :1**

RA03 : Québec

École nationale d'administration publique Institut
national de la recherche scientifique Télé-université
Université du Québec (siège social)
Université Laval

Total : 5

RA04 : Mauricie—Bois-Francs Université

du Québec à Trois-Rivières **Total : 1**

RA05 : Estrie

Université Bishop's Université de
Sherbrooke **Total : 2**

RA06 : Montréal

École de technologie supérieure
École des hautes études commerciales de Montréal
École Polytechnique de Montréal
Université Concordia
Université de Montréal
Université du Québec à Montréal
Université McGill

Total : 7

RA07 : Outaouais

Université du Québec en Outaouais

Total : 1

RA08 : Abitibi

Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue

Total : 1

Inst. d'enseignement privées prim-sec

RA03 : Québec

Collège Jésus-Marie de Sillery Collège
Saint-Charles-Garnier Séminaire
Saint-François **Total : 3**

RA05 : Estrie

Séminaire de Sherbrooke
Total : 1

RA06 : Montréal

Académie Solomon Schechter Collège
Charlemagne inc. Collège Jean-De-
Brébeuf Collège Marie de France
Collège Mont-Saint-Louis
Collège Notre-Dame du Sacré-Cœur
Collège Regina Assumpta Collège
Sainte-Marcelline Collège
Stanislas
École Marie-Clarac École
Peter Hall inc. École Selwyn
House
École Vanguard Québec Itée
Les Écoles juives populaires et les Écoles Peretz
Lower Canada College
Talmud Torahs Unis de Montréal Inc. Villa
Maria
Total : 17

RA12 : Chaudière-Appalaches

Collège de Lévis
Total : 1

RA13 : Laval Collège

Laval **Total : 1**

RA14 : Lanaudière Collège de

l'Assomption Collège Saint-
Sacrement **Total : 2**

RA15 : Laurentides Académie

Lafontaine Académie Sainte-
Thérèse **Total : 2**

RA16 : Montérégie

Collège Bourget
Collège Charles-Lemoyne Collège
Durocher Saint-Lambert Collège Jean-
de-la-Mennais
Total : 4

Municipalités

RA01 : Bas-Saint-Laurent

Ville de Rimouski
Ville de Rivière-du-Loup

Total : 2

RA02 : Saguenay—Lac-Saint-Jean

Ville d'Alma
Ville de Saguenay

Total : 2

RA03 : Québec

Ville de Québec

Total : 1

RA04 : Mauricie—Bois-Francs

Ville de Shawinigan Ville de

Trois-Rivières **Total : 2**

RA05 : Estrie

Ville de Magog
Ville de Sherbrooke

Total : 2

RA06 : Montréal

Ville de Beaconsfield
Ville de Côte-Saint-Luc
Ville de Dollard-des-Ormeaux
Ville de Dorval

Ville de Kirkland Ville de
Montréal Ville de Mont-
Royal

Ville de Pointe-Claire Ville de
Westmount **Total : 9**

RA07 : Outaouais Ville de

Gatineau **Total : 1**

RA08 : Abitibi

Ville d'Amos
Ville de Rouyn-Noranda
Ville de Val-d'Or

Total : 3

RA09 : Côte-Nord

Ville de Baie-Comeau Ville de
Sept-Îles **Total : 2**

RA12 : Chaudière-Appalaches

Ville de Lévis
Ville de Saint-Georges Ville de
Thetford Mines **Total : 3**

RA13 : Laval

Ville de Laval

Total : 1

RA14 : Lanaudière Ville de

Joliette Ville de Mascouche

Ville de Repentigny Ville de

Terrebonne **Total : 4**

RA15 : Laurentides

Ville de Blainville

Ville de Boisbriand

Ville de Deux-Montagnes

Ville de Mont-Laurier Ville de

Sainte-Thérèse Ville de Saint-

Eustache Ville de Saint-Jérôme

Total : 7

RA16 : Montérégie

Ville de Boucherville

Ville de Brossard

Ville de Chambly

Ville de Châteauguay

Ville de Granby

Ville de Longueuil

Ville de Saint-Bruno

Ville de Sainte-Julie

Ville de Saint-Hyacinthe

Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu

Ville de Saint-Lambert

Ville de Salaberry-de-Valleyfield

Ville de Sorel-Tracy

Ville de Vaudreuil-Dorion

Total : 14

RA17 : Centre-du-Québec

Ville de Drummondville

Ville de Victoriaville

Total : 2

Santé - Agences SSS**RA01 : Bas-Saint-Laurent**

Agence de la santé et des services sociaux du Bas-Saint-Laurent

Total : 1

RA02 : Saguenay—Lac-Saint-Jean

Agence de la santé et des services sociaux du Saguenay — Lac-Saint-Jean

Total : 1

RA03 : Québec

Agence de la santé et des services sociaux de la Capitale-Nationale

Total : 1

RA04 : Mauricie—Bois-Francs

Agence de la santé et des services sociaux de la Mauricie et du Centre-du-Québec

Total : 1

RA05 : Estrie

Agence de la santé et des services sociaux de l'Estrie

Total : 1

RA06 : Montréal

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Total : 1

RA07 : Outaouais

Agence de la santé et des services sociaux de l'Outaouais

Total : 1

Santé - Agences SSS

RA12 : Chaudière-Appalaches

Agence de la santé et des services sociaux de Chaudière-Appalaches

Total : 1

RA13 : Laval

Agence de la santé et des services sociaux de Laval

Total : 1

RA14 : Lanaudière

Agence de la santé et des services sociaux de Lanaudière

Total : 1

RA15 : Laurentides

Agence de la santé et des services sociaux des Laurentides

Total : 1

RA16 : Montérégie

Agence de la santé et des services sociaux de la Montérégie

Total : 1

Santé - Centre de santé

RA06 : Montréal

Clinique communautaire de Pointe-St-Charles

Total : 1

Santé - Centres de réadaptation

RA01 : Bas-Saint-Laurent CRDITED

du Bas-Saint-Laurent

Total : 1

RA02 : Saguenay—Lac-Saint-Jean

CRDITED du Saguenay-Lac-Saint-Jean

Total : 1

RA03 : Québec

Centre de réadaptation en déficience intellectuelle de Québec
Institut de réadaptation en déficience physique de Québec

Total : 2

RA04 : Mauricie—Bois-Francs

Centre de réadaptation Interval
CRDITED de la Mauricie et du Centre-du-Québec

Total : 2

RA05 : Estrie

Centre d'accueil Dixville Inc. Centre de
réadaptation Estrie Inc.
Centre Notre-Dame de l'Enfant(Sherbrooke) Inc.

Total : 3

RA06 : Montréal

Centre d'accueil le Programme de Portage inc. Centre
de réadaptation Constance-Lethbridge Centre de
réadaptation de l'Ouest de Montréal Centre de
réadaptation MAB-Mackay
CRDITED de Montréal
Institut de réadaptation Gingras-Lindsay-de-Montréal
Institut Raymond-Dewar
La Corporation du Centre de réadaptation Lucie-Bruneau
Le Centre Dollard-Cormier
Villa Médica Inc.

Total : 10

RA07 : Outaouais

Centre régional de réadaptation La Ressource
Pavillon du Parc

Total : 2

RA08 : Abitibi

Centre de réadaptation la Maison
Clair Foyer Inc.

Total : 2

RA09 : Côte-Nord

Centre de protection et de réadaptation de la Côte-Nord

Total : 1

RA11 : Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine

Le Centre de réadaptation de la Gaspésie

Total : 1

RA12 : Chaudière-Appalaches

Centre de réadaptation en déficience physique Chaudière-Appalaches
CRDITED de Chaudière-Appalaches

Total : 2

RA13 : Laval

Centre de réadaptation Normand-Laramée
Hôpital juif de réadaptation

Total : 2

RA14 : Lanaudière

Centre de réadaptation la Myriade Centre
de réadaptation le Bouclier **Total : 2**

RA15 : Laurentides Centre

du Florès **Total : 1**

RA16 : Montérégie

Centre montérégien de réadaptation
CRDITED de la Montérégie-Est Institut
Nazareth & Louis-Braille
Les services de réadaptation du Sud-Ouest et du Renfort

Total : 4

Santé - Centres hospitaliers

RA03 : Québec

Centre hospitalier affilié universitaire de Québec
CHU de Québec
Institut universitaire de cardiologie et de pneumologie de Québec
Institut universitaire en santé mentale de Québec

Total : 4

Santé - Centres hospitaliers

RA05 : Estrie

Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke

Total : 1

RA06 : Montréal

Centre hospitalier de l'Université de Montréal
Centre hospitalier de St. Mary
Centre hospitalier universitaire Sainte-Justine
Centre universitaire de santé McGill
Hôpital Catherine Booth de l'Armée du Salut
Hôpital du Sacré-Coeur de Montréal
Hôpital Louis-H. Lafontaine
Hôpital Maisonneuve-Rosemont
Hôpital Marie-Clarac des Sœurs de Charité de Ste-Marie (1995) Inc. Hôpital
Mont-Sinaï
Hôpital Rivière-des-Prairies
Hôpital Santa Cabrini
Hôpital Shriners pour enfants (Québec) inc. Institut
de cardiologie de Montréal
Institut Philippe-Pinel de Montréal
Institut universitaire de gériatrie de Montréal Institut
universitaire en santé mentale Douglas L'Hôpital Chinois
de Montréal (1963)

L'Hôpital général juif Sir Mortimer B. Davis
La Corporation du Centre hospitalier Gériatrique Maimonides

Total : 20

RA07 : Outaouais

La Corporation du Centre hospitalier Pierre-Janet

Total : 1

RA12 : Chaudière-Appalaches

Centre hospitalier de l'Assomption (St-Georges de Beauce) Inc.

Total : 1

Santé - Centres jeunesse

RA01 : Bas-Saint-Laurent

Centre jeunesse du Bas-Saint-Laurent

Total : 1

RA02 : Saguenay—Lac-Saint-Jean

Les Centres jeunesse du Saguenay — Lac-Saint-Jean

Total : 1

RA03 : Québec

Centre jeunesse de Québec

Total : 1

RA04 : Mauricie—Bois-Francs

Les Centres jeunesse de la Mauricie et du Centre-du-Québec

Total : 1

RA05 : Estrie

Centre jeunesse de l'Estrie

Total : 1

RA06 : Montréal

Les Centres de la jeunesse et de la famille Batshaw

Les Centres jeunesse de Montréal

Total : 2

RA07 : Outaouais

Les Centres jeunesse de l'Outaouais

Total : 1

RA08 : Abitibi

Centre jeunesse de l'Abitibi-Témiscamingue (CJAT)

Total : 1

RA11 : Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine

Centre jeunesse Gaspésie/Les Îles

Total : 1

RA12 : Chaudière-Appalaches Centre

jeunesse Chaudière-Appalaches **Total : 1**

RA13 : Laval

Centre jeunesse de Laval

Total : 1

RA14 : Lanaudière

Les Centres jeunesse de Lanaudière

Total : 1

RA15 : Laurentides

Centre Jeunesse des Laurentides

Total : 1

RA16 : Montérégie

Les Centres jeunesse de la Montérégie

Total : 1

Santé - CLSC - CHSLD

RA03 : Québec

Centre d'hébergement St-Jean-Eudes Inc. Hôpital

Jeffery Hale - Saint Brigid's

Jardins du Haut Saint-Laurent (1992) Inc.

Total : 3

RA06 : Montréal

C.H.S.L.D. Bayview Inc.

Centre de soins prolongés Grace Dart

Centre d'hébergement de la Maison-Saint-Joseph inc.

Centre d'hébergement et de soins de longue durée de St-Andrew-de-Father-Dowd-et-de- St-Margaret

Centre d'hébergement et de soins de longue durée Gouin inc. Centre d'hébergement Vincenzo-Navarro Inc.

Centre le Cardinal Inc. Centre

Miriam

Château Westmount Inc. CHSLD

Bourget Inc. CHSLD juif de

Montréal

CHSLD Providence Notre-Dame de Lourdes Inc. Groupe

Champlain Inc.

Groupe Roy Santé Inc.

Institut Canadien-Polonais du Bien-être Inc.

Résidence Angelica

Résidence Berthiaume-Du Tremblay

VIGI Santé Ltée

Total : 18

RA12 : Chaudière-Appalaches

Centre d'accueil Saint-Joseph de Lévis Inc. CHSLD

Chanoine-Audet

Total : 2

RA13 : Laval

CHSLD Age3 Inc. Manoir St-

Patrice Inc. Santé Courville

Inc. **Total : 3**

RA14 : Lanaudière

Centre d'hébergement et de soins de longue durée Heather Inc. CHSLD
de la Côte boisée Inc.

Total : 2

RA15 : Laurentides

9040-9764 Québec inc.(Villa Soleil) Pavillon
Ste-Marie Inc.

Total : 2

RA16 : Montérégie

Centre De Santé Saint-Lambert Inc.

Total : 1

Santé - CSSS

RA01 : Bas-Saint-Laurent

Centre de santé et de services sociaux de Kamouraska Centre
de santé et de services sociaux de la Matapédia Centre de santé
et de services sociaux de la Mitis Centre de santé et de services
sociaux de Matane
Centre de santé et de services sociaux de Rimouski-Neigette Centre
de santé et de services sociaux de Rivière-du-Loup Centre de santé et
de services sociaux de Témiscouata
Centre de santé et de services sociaux des Basques

Total : 8

RA02 : Saguenay—Lac-Saint-Jean

Centre de santé et de services sociaux Cléophas-Claveau Centre
de santé et de services sociaux de Chicoutimi Centre de santé et
de services sociaux de Jonquière
Centre de santé et de services sociaux de Lac-Saint-Jean-Est Centre
de santé et de services sociaux Domaine-du-Roy Centre de santé et
de services sociaux Maria-Chapdelaine **Total : 6**

RA03 : Québec

Centre de santé et de services sociaux de Charlevoix
Centre de santé et de services sociaux de la Vieille-Capitale
Centre de santé et de services sociaux de Portneuf Centre de
santé et de services sociaux de Québec-Nord **Total : 4**

RA04 : Mauricie—Bois-Francs

Centre de santé et de services sociaux d'Arthabaska-Érable
Centre de santé et de services sociaux de Bécancour-Nicolet-Yamaska Centre
de santé et de services sociaux de la Vallée-de-la-Batiscan Centre de santé et
de services sociaux de l'Énergie
Centre de santé et de services sociaux de Maskinongé
Centre de santé et de services sociaux de Trois-Rivières
Centre de santé et de services sociaux Drummond
Centre de santé et de services sociaux du Haut-Saint-Maurice

Total : 8

RA05 : Estrie

Centre de santé et de services sociaux de la MRC-de-Coaticook Centre de santé et de services sociaux de Memphrémagog Centre de santé et de services sociaux des Sources

Centre de santé et de services sociaux du Granit

Centre de santé et de services sociaux du Haut-Saint-François

Centre de santé et de services sociaux du Val-Saint-François

RA05 : Estrie (suite)

Centre de santé et des services sociaux — Institut universitaire de gériatrie de Sherbrooke

Total : 7

RA06 : Montréal

Centre de santé et de services sociaux Cavendish

Centre de santé et de services sociaux d'Ahuntsic et Montréal-Nord

Centre de santé et de services sociaux de Bordeaux-Cartierville — Saint-Laurent

Centre de santé et de services sociaux de Dorval-Lachine-LaSalle

Centre de santé et de services sociaux de la Montagne Centre de

santé et de services sociaux de la Pointe-de-l'Île Centre de santé et

de services sociaux de l'Ouest-de-l'Île

Centre de santé et de services sociaux de Saint-Léonard et Saint-Michel

Centre de santé et de services sociaux du Cœur-de-l'Île

Centre de santé et de services sociaux du Sud-Ouest — Verdun

Centre de santé et de services sociaux Jeanne-Mance Centre de

santé et de services sociaux Lucille-Teasdale **Total : 12**

RA07 : Outaouais

Centre de santé et de services sociaux de Gatineau

Centre de santé et de services sociaux de la Vallée-de-la-Gatineau

Centre de santé et de services sociaux de Papineau Centre

de santé et de services sociaux des Collines Centre de santé

et de services sociaux du Pontiac **Total : 5**

RA08 : Abitibi

Centre de santé et de services sociaux de la Vallée-de-l'Or Centre de

santé et de services sociaux de Rouyn-Noranda Centre de santé et de

services sociaux des Aurores-Boréales Centre de santé et de services

socials du Témiscamingue Centre de santé et de services sociaux les

Eskers de l'Abitibi **Total : 5**

RA09 : Côte-Nord

Centre de santé et de services sociaux de la Basse-Côte-Nord Centre

de santé et de services sociaux de la Haute-Côte-Nord Centre de

santé et de services sociaux de la Minganie

Centre de santé et de services sociaux de Manicouagan Centre

de santé et de services sociaux de Port-Cartier Centre de santé

et de services sociaux de Sept-Îles **Total : 6**

RA10 : Nord-du-Québec

Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James

Total : 1

RA11 : Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine

Centre de santé et de services sociaux de la Baie-des-Chaleurs Centre
de santé et de services sociaux de la Côte-de-Gaspé Centre de santé et
de services sociaux de la Haute-Gaspésie Centre de santé et de
services sociaux des Îles
Centre de santé et de services sociaux du Rocher-Percé

Total : 5

RA12 : Chaudière-Appalaches

Centre de santé et de services sociaux Alphonse-Desjardins
Centre de santé et de services sociaux de Beauce
Centre de santé et de services sociaux de la région de Thetford Centre
de santé et de services sociaux de Montmagny-L'Islet Centre de santé
et de services sociaux des Etchemins

Total : 5

RA13 : Laval

Centre de santé et de services sociaux de Laval

Total : 1

RA14 : Lanaudière

Centre de santé et de services sociaux du Nord de Lanaudière Centre
de santé et de services sociaux du Sud de Lanaudière **Total : 2**

RA15 : Laurentides

Centre de santé et de services sociaux d'Antoine-Labelle Centre
de santé et de services sociaux d'Argenteuil Centre de santé et
de services sociaux de Saint-Jérôme
Centre de santé et de services sociaux de Thérèse-De Blainville Centre
de santé et de services sociaux des Pays-d'en-Haut Centre de santé et
de services sociaux des Sommets
Centre de santé et de services sociaux du Lac-des-Deux-Montagnes

Total : 7

RA16 : Montérégie

Centre de santé et de services sociaux Champlain-Charles-Le Moyne
Centre de santé et de services sociaux de la Haute-Yamaska Centre de
santé et de services sociaux de Pierre-de-Saurel Centre de santé et de
services sociaux de Vaudreuil-Soulanges Centre de santé et de services
sociaux du Haut-Saint-Laurent Centre de santé et de services sociaux
du Suroît
Centre de santé et de services sociaux Haut-Richelieu — Rouville
Centre de santé et de services sociaux Jardins-Roussillon Centre
de santé et de services sociaux la Pommeraie Centre de santé et
de services sociaux Pierre-Boucher Centre de santé et de services
sociaux Richelieu-Yamaska

Total : 11

Sociétés de transport

RA02 : Saguenay—Lac-Saint-Jean Société

de transport du Saguenay **Total : 1**

RA03 : Québec

Société de transport de Québec

Total : 1

RA05 : Estrie

Société de transport de Sherbrooke

Total : 1

RA06 : Montréal

Société de transport de Montréal

Total : 1

RA13 : Laval

Société de transport de Laval

Total : 1

RA16 : Montérégie

Réseau de transport de Longueuil

Total : 1

Sociétés d'état

RA03 : Québec

Agence du Revenu du Québec

Autorité des marchés financiers

Centre de recherche industrielle du Québec Institut
national de santé publique du Québec Musée de la
civilisation

Musée national des beaux-arts du Québec

Société des établissements de plein air du Québec

Société des traversiers du Québec Société

immobilière du Québec **Total : 9**

RA06 : Montréal

Agence métropolitaine de transport Bibliothèque et

Archives nationales du Québec Caisse de dépôt et

placement du Québec Commission de la construction
du Québec

Corporation d'urgences-santé de la région Montréal métropolitain
Héma-Québec

Hydro-Québec Investissement

Québec

RA06 : Montréal (suite)

Régie des installations olympiques

Société de la Place des Arts de Montréal Société

de télédiffusion du Québec Société des alcools du
Québec

Société des loteries du Québec

Société du Palais des congrès de Montréal Société

générale de financement du Québec SOQUIJ

Total : 16

RA17 : Centre-du-Québec

École nationale de police du Québec

Total : 1

Sûreté du Québec

RA06 : Montréal

Quartier général - Sûreté du Québec

Total : 1

Grand total : 477

P.90 NOMBRE ET NATURE DES CAS TRAITÉS ET DES PLAINTES REÇUES À LA COMMISSION EN 2012-2013. NOMBRE DE CAS ET DE CIRCONSTANCES EN VERTU DUQUEL LA COMMISSION A AGI PAR ELLE-MÊME.

Le tableau qui suit présente les cas traités selon le principal motif d'insatisfaction allégué par la personne demanderesse.

SITUATIONS (JEUNESSE)	2012-2013
	total 8 mois
Application d'une mesure de protection immédiate	2
Aspects particuliers de la loi	1
Aspects particuliers de la loi (LSJPA)	
Autre	2
Évaluation de la situation et orientation	18
Prise en charge de la situation de l'enfant	91
Prise en charge de la situation de l'enfant (LSJPA)	
Projet de vie permanent	4
Services en ressources d'hébergement	19
Services en ressources d'hébergement (LSJPA)	2
Traitement d'un signalement	26
TOTAL	165

Entre le 1er avril 2012 et le 30 novembre 2012, la Commission a traité un total de 165 cas. Comme il s'agit d'une période de 8 mois, il est possible de prédire que le nombre de cas traités par la Commission en jeunesse connaîtra une hausse au cours de l'année 2012-2013. En effet, avec une moyenne de 20,6 demandes reçues par mois, il est possible d'estimer que la Commission pourrait recevoir 247 demandes pour l'année financière 2012-2013. Ceci représenterait une hausse de **14,3 %** en comparaison avec l'année financière 2011-2012.

La situation pour laquelle la Commission est le plus souvent interpellée est, et de loin, la prise en charge de la situation de l'enfant en vertu de la LPJ, avec **55,2 %** des demandes reçues. Le traitement d'un signalement, l'évaluation de la situation et l'orientation de l'enfant, ainsi que les services en ressources d'hébergement constituent les trois autres motifs pour lesquels la Commission est principalement interpellée (**38,1 %**). Ce portrait est similaire à celui des années précédentes.

Le tableau qui suit indique la répartition des demandes d'enquêtes selon les bureaux régionaux pour la période du 1er avril 2012 au 30 novembre 2012.

DEMANDES D'ENQUÊTE JEUNESSE	TOTAL ANNUEL
	total 8 mois
Gatineau	14
Longueuil	10
Montréal	33
Québec	28
Rimouski	7
Saguenay	7
Saint-Jérôme	16
Sept-Îles	2
Sherbrooke	9
Trois-Rivières	20
Val d'Or	18
Non précisé	1
TOTAL DEMANDES D'ENQUÊTE JEUNESSE	165

60 % des demandes proviennent des bureaux de Montréal, de Québec, de Trois-Rivières et de Val d'Or. Bien que les données représentent seulement huit mois de l'année 2012-2013, celles-ci indiquent qu'une baisse semble se dessiner pour la région de Montréal, en comparaison avec l'année 2011-2012.

Le tableau suivant indique le nombre de dossiers ouverts en jeunesse entre le 1er avril 2012 et le 30 novembre 2012.

DOSSIERS OUVERTS JEUNESSE	TOTAL ANNUEL
	total 8 mois
Gatineau	12
Longueuil	9
Montréal	38
Québec	29
Rimouski	7
Saguenay	7
Saint-Jérôme	16
Sept-Îles	2
Sherbrooke	9
Trois-Rivières	19
Val d'Or	25
TOTAL DOSSIERS OUVERTS JEUNESSE	173 *

* Nous observons qu'il y a davantage de dossiers ouverts que de demandes reçues. En fait, des 173 dossiers ouverts, **26** de ces dossiers ont été reçus en 2011-2012 et ouverts en 2012-2013.

Des 165 demandes reçues, 147 ont été jugées recevables, si l'on exclut les dossiers reçus en 2011-2012 et ouverts en 2012-2013. Ces demandes, dirigées vers le processus d'enquête, représentent un taux de recevabilité de 89,1 %. Ce taux est supérieur à celui de l'an dernier, qui était de 78,2 %. Il est toutefois nécessaire de nuancer cette comparaison du fait que les données pour l'année 2012-2013 sont disponibles pour huit mois seulement.

DOSSIERS FERMÉS JEUNESSE	TOTAL ANNUEL
	total 8 mois
Gatineau	5
Longueuil	4
Montréal	25
Québec	20
Rimouski	6
Saguenay	2
Saint-Jérôme	12
Sept-Îles	2
Sherbrooke	9
Trois-Rivières	10
Val d'Or	7
TOTAL DOSSIERS FERMÉS JEUNESSE	102

Le tableau précédent indique que pour la période comprise entre le 1^{er} avril 2012 et le 30 novembre 2012, un total de 102 dossiers a été fermé en jeunesse. En effectuant une projection comprenant les quatre mois manquants de l'année financière 2012-2013, environ 165 dossiers seraient fermés au terme de l'année. Cette donnée est comparable à celle de 2011-2012, où 173 dossiers avaient été fermés.

Le tableau qui suit présente les dossiers fermés à la suite d'une décision du Comité des enquêtes.

Délai des dossiers fermés au Comité des enquêtes (jours)	2012-2013
	total 8 mois
Absence de lésion de droit	339
Perte de juridiction – tribunal saisi	475
Poursuite de l'enquête devenue inopportune	767
Recommandation (s) satisfaisante (s)	890
Délai moyen des dossiers traités et fermés par le CE	714

Un total de 10 dossiers a été fermé par décision. Le délai moyen pour les dossiers traités et fermés par le Comité des enquêtes, entre le 1er avril et le 30 novembre 2012, est de 714 jours.

Il est nécessaire de spécifier qu'un dossier dont la décision est rendue, mais pour lequel des recommandations ont été effectuées, demeure ouvert tant que le suivi de ces recommandations n'est pas terminé. Ceci a un impact important sur les délais de traitement des dossiers.

De plus, un dossier en particulier a été actif pendant plusieurs mois avant sa fermeture, ce qui a occasionné un sérieux impact sur les délais de traitement des dossiers.

Remarquons enfin que la Commission s'est attardée cette année à fermer plusieurs dossiers qui étaient actifs depuis 2010.

Entre le 1er avril 2012 et le 30 novembre 2012, le nombre de cas et de circonstances en vertu duquel la Commission a agi de sa propre initiative est de 2.

P.91 NOMBRE DE SIGNALEMENTS REÇUS EN 2012-2013, PAR RÉGION DU QUÉBEC ET PAR MOIS, CONCERNANT DES CAS D'INTIMIDATION OU DE RISQUE SUICIDAIRE.

La Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse ne détient pas de telles informations et elle estime que les centres jeunesse ne compilent pas d'informations à ce sujet. En effet, les deux motifs mentionnés dans la question (intimidation et risque suicidaire) ne sont pas inclus au nombre des motifs de signalement prévus à la Loi sur la protection de la jeunesse. Ces questions devraient s'adresser aux Commission scolaires, qui doivent maintenant produire des statistiques pour documenter le phénomène de l'intimidation depuis que le projet de loi 56 a été adopté.

P.92 NOMBRE D'ENFANTS PLACÉS SUR UNE LISTE D'ATTENTE PAR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE VENTILÉ PAR MOIS.

Cette question n'est pas applicable au mandat de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse. Il est possible d'obtenir cette information auprès du Ministère de la Santé et des Services sociaux qui compile ces informations de façon régulière.

P.93 LISTE DES PLAINTES QUI ONT DÉJÀ FAIT L'OBJET DE RECOMMANDATIONS PAR LA COMMISSION AUPRÈS DES MINISTÈRES EN 2012-2013 VENTILÉ PAR MOIS.

Entre le 1^{er} avril et le 30 novembre 2012, aucun dossier n'a fait l'objet de recommandations par la Commission auprès des ministères.

Jeunesse

1. Les demandes reçues en Jeunesse

		2012-2013
		Total 8 mois
Nombre de plaintes Jeunesse		165

Entre le 1er avril 2012 et le 30 novembre 2012, 165 demandes ont été reçues en jeunesse. Il est possible d'estimer que la Commission pourrait recevoir près de 247 demandes pour l'année financière 2012-2013. Ceci représente une hausse potentielle de 14,3 % en comparaison avec l'année financière 2011-2012.

2. Dossiers d'enquête ouverts

		2012-2013
		Total 8 mois
Nombre de dossiers d'enquête ouverts		173

Un nombre plus important de dossiers d'enquête a été ouvert, comparativement aux demandes reçues, puisque 26 dossiers ont été reçus en 2011-2012 et ouverts en 2012-2013, pour un nombre total de 173 dossiers entre le 1er avril 2012 et le 30 novembre 2012. L'année financière en cours présente ainsi une tendance similaire à celle des années passées, au cours desquelles il y a eu une augmentation constante du nombre ouvert de dossiers d'enquête.

3. Dossiers fermés

		2012-2013
		Total 8 mois
Nombre de dossiers d'enquête fermés		102

Entre le 1er avril 2012 et le 30 novembre 2012, un total de 102 dossiers d'enquête a été fermé. Une projection pour les quatre mois manquants de l'année financière 2012-2013 permet d'estimer qu'environ 165 dossiers pourraient être fermés au terme de l'année. Cette donnée est comparable à celle de 2011-2012, où 173 dossiers avaient été fermés.

4. Dossiers actifs (en fin de période)

		2012-2013
		Total
Nombre de dossiers d'enquête actifs		95

En date du 31 décembre 2012, 95 dossiers d'enquête étaient actifs en jeunesse, ce qui est supérieur à l'an dernier, où 73 dossiers étaient actifs. Le nombre de dossiers ouverts est en hausse.

5. Le délai

	2012-2013
	Total 8 mois
Délai de traitement (en jours)	112 jours

Le délai est calculé de la date d'ouverture du dossier jusqu'à sa date de fermeture. Il inclut les dossiers fermés par les professionnels et les techniciens, ainsi que le délai moyen des dossiers fermés par décision du Comité des enquêtes. Le tableau indique un délai de 112 jours pour la période comprise entre le 1er avril 2012 et le 30 novembre 2012, ce qui est légèrement inférieur au délai moyen de l'an dernier, qui était de 120 jours. Ceci représente une diminution du délai de 6,6 %. Au cours des trois dernières années, les délais de traitement des dossiers sont en baisse constante.

6. Les délais par étape

	Délai prescrit	Délai atteint total 8 mois
Recevabilité	15	20
Évaluation	35	45
Enquête	130	182

Le tableau qui précède illustre les délais de traitement par étape de traitement des demandes entre avril 2012 et novembre 2012. À la suite de la création de la Direction de la protection et de la promotion des droits de la jeunesse, la procédure de traitement des demandes a été revue en profondeur et les délais prescrits ont été modifiés pour être plus cohérents avec la Déclaration de service aux citoyens, qui est de 180 jours.

Ainsi, le délai prescrit à la recevabilité est passé de 30 à 15 jours ; celui à l'évaluation de 60 à 35 jours et celui à l'enquête de 100 à 130 jours.

Pour la recevabilité, le délai moyen est de 20 jours, ce qui est légèrement supérieur (5 jours) au délai prescrit. Il faut cependant souligner que le délai de cette année est inférieur à celui de l'an dernier qui était de 23 jours.

Concernant l'évaluation, le délai moyen est de 45 jours, ce qui est supérieur de 10 jours au délai prescrit de 35 jours. Ce délai est toutefois nettement inférieur au délai moyen de l'année 2011-2012, qui était de 70 jours. Ceci représente une diminution de 25 jours.

Du côté de l'enquête, le délai moyen est de 182 jours, ce qui est supérieur au délai prescrit de 130 jours, mais nettement inférieur au délai moyen de 2011-2012 qui était de 236 jours. Ceci représente une diminution de 54 jours.

7. Les délais des dossiers fermés au comité des enquêtes

Délai des dossiers fermés au Comité des enquêtes (jours)	2012-2013 total 8 mois
Absence de lésion de droit	339
Perte de juridiction – tribunal saisi	475
Poursuite de l'enquête devenue inopportune	767
Recommandation (s) satisfaisante (s)	890
Délai moyen des dossiers traités et fermés par le CE	714

Un total de 10 dossiers a été fermé par décision. Le délai moyen pour les dossiers traités et fermés par le Comité des enquêtes, entre le 1er avril et le 30 novembre 2012, est de 714 jours.

Il est nécessaire de spécifier qu'un dossier dont la décision est rendue, mais pour lequel des recommandations ont été effectuées, demeure ouvert tant que le suivi de ces recommandations n'est pas terminé. Ceci a un impact important sur les délais de traitement des dossiers.

De plus, un dossier en particulier a été actif pendant plusieurs mois avant sa fermeture, ce qui a occasionné un sérieux impact sur les délais de traitement des dossiers.

Remarquons enfin que la Commission s'est attardée cette année à fermer plusieurs dossiers qui étaient actifs depuis 2010.

P.95 EFFECTIFS POUR 2012-2013 ET PRÉVISIONS 2013-2014, POSTES OCCUPÉS ET NATURE DU TRAVAIL.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

CATÉGORIE D'EMPLOI	EFFECTIFS PERMANENTS 2012-2013	EFFECTIFS EN PLACE AU 30 NOVEMBRE 2012 (POSTES OCCUPÉS)
CADRES	8	8
TOTAL	8	8
PROFESSIONNELS		
ADJOINT AU PRÉSIDENT	1	1
ANALYSTE DE LA GESTION ET DES PROCÉDÉS ADMINISTRATIFS	1	1
ANALYSTE DE LA GESTION ET DES PROCÉDÉS ADMINISTRATIFS (EXPERT)	1	1
ANALYSTE EN INFORMATIQUE	2	3
ANALYSTE EN INFORMATIQUE (EXPERT)	1	1
AGENT DE LA GESTION FINANCIÈRE	1	1
AGENT D'ÉDUCATION ET DE COOPÉRATION	5	5
AGENT D'ÉDUCATION ET DE COOPÉRATION (JEUNESSE)	0	0
AGENT D'INFORMATION	4	5
AGENT D'INFORMATION (EXPERT)	1	1
BIBLIOTHÉCAIRE	1	1
CHERCHEUR CHARTE	1	1
CHERCHEUR JEUNESSE	1	1
CHERCHEUR (EXPERT)	2	3
CONSEILLER À L'ÉVALUATION	8	8
CONSEILLER EN ACCÈS À L'ÉGALITÉ ET DES SERVICES-CONSEILS	12	12
CONSEILLER EN ACCÈS À L'ÉGALITÉ ET DES SERVICES-CONSEILS (EXPERT)	1	1
CONSEILLER EN GESTION DES RESSOURCES HUMAINES	2	2
CONSEILLER JURIDIQUE	14	15
CONSEILLER JURIDIQUE (JEUNESSE)	1	1
COORDONNATEUR DE L'ACCÈS À L'ÉGALITÉ ET DES SERVICES-CONSEILS	2	2
COORDONNATEUR DE L'ACCUEIL ET DE L'ÉVALUATION	1	1
COORDONNATEUR DES ENQUÊTES CHARTE	2	2
COORDONNATEUR ÉDUCATION-COOPÉRATION	1	1
ENQUÊTEUR CHARTE	17	17
ENQUÊTEUR JEUNESSE	5	5
MÉDIATEUR	3	3
MÉDIATEUR (EXPERT)	1	1
RESPONSABLE DE LA QUALITÉ DES SERVICES ET DU SUIVI DE LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE	1	1
TOTAL	93	97

TECHNICIENS ET EMPLOYÉ(E)S DE BUREAU		
AGENT DE BUREAU	1	1
AGENT PRINCIPAL DE BUREAU	11	11
SECRÉTAIRE	1	1
TECHNICIEN À L'ACCUEIL ET À L'ÉVALUATION	6	6
TECHNICIEN EN ADMINISTRATION	17	20
TECHNICIEN EN ARTS GRAPHIQUES ET APPLIQUÉS	1	1
TECHNICIEN EN INFORMATIQUE DE GESTION	2	5
TECHNICIEN EN RECHERCHE	1	1
TECHNICIEN PRINCIPAL EN ADMINISTRATION	2	2
TECHNICIEN PRINCIPAL EN PERSONNEL	1	1
TÉLÉPHONISTE-RÉCEPTIONNISTE	1	2
TOTAL	44	51
GRAND TOTAL	145	156*

*Le nombre total des effectifs en place tient compte des employé/e/s temporaires surnuméraires ou qui remplacent des employé/e/s permanents absents du travail (11 temporaires).

P.96 QUANT AUX PROGRAMMES D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ, VENTILÉ PAR MOIS LES PLAINTES REÇUES, LES ACTIONS ENTREPRISES, LES MINISTÈRES ET ORGANISMES CONCERNÉS PAR LES PLAINTES ET LES RECOMMANDATIONS DE LA COMMISSION AUXDITS MINISTÈRES ET ORGANISMES.

La question est en dehors du mandat de la Commission

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

**4- DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME PARTI D'OPPOSITION
COALITION AVENIR QUÉBEC (CAQ)**

- P.1 POUR CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES RELEVANT DU MINISTÈRE POUR L'ANNÉE 2012-2013 INDIQUER :
- A) LA LISTE DES EMPLOYÉS ET/OU MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION, EN INDIQUANT LE POSTE QU'ILS OCCUPENT ET LEUR RÉMUNÉRATION;
 - B) LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉ OU QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUVELÉ EN INDIQUANT : LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV;
 - C) LEUR FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE REPAS, DE VOYAGE ET DE REPRÉSENTATION.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

A) LA LISTE DES EMPLOYÉS ET/OU MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

LA COMMISSION N'A PAS DE CONSEIL D'ADMINISTRATION. CEPENDANT, EN VERTU DE LA CHARTE (ARTICLE 58), LES MEMBRES SONT NOMMÉS PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET, EN VERTU DE L'ARTICLE 66 DE LA CHARTE, LE PRÉSIDENT EST CHARGÉ DE LA DIRECTION ET DE L'ADMINISTRATION DES AFFAIRES DE LA COMMISSION.

- **ARTICLE 58** « LA COMMISSION EST COMPOSÉE DE 13 MEMBRES, DONT UN PRÉSIDENT ET DEUX VICE-PRÉSIDENTS. LES MEMBRES DE LA COMMISSION SONT NOMMÉS PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE SUR PROPOSITION DU PREMIER MINISTRE. CES NOMINATIONS DOIVENT ÊTRE APPROUVÉES PAR LES DEUX TIERS DES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE. »
- **ARTICLE 66** « LE PRÉSIDENT EST CHARGÉ DE LA DIRECTION ET DE L'ADMINISTRATION DES AFFAIRES DE LA COMMISSION, DANS LE CADRE DES RÈGLEMENTS PRIS POUR L'APPLICATION DE LA PRÉSENTE CHARTE. IL PEUT, PAR DÉLÉGATION, EXERCER LES POUVOIRS DE LA COMMISSION PRÉVUS À L'ARTICLE 61, AUX DEUXIÈME ET TROISIÈME ALINÉAS DE L'ARTICLE 62 ET AU PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 77. IL PRÉSIDE LES SÉANCES DE LA COMMISSION. »

MEMBRES

- BLACKETT, ADÈLE
- DESROSIERS, JULIE
- DOUYON, EMERSON
- GIROUX, MARTIAL
- GRENIER, DANIELLE
- MYRE, JOCELYNE
- RAYMOND, DIANE F.
- SIMARD, HÉLÈNE
- 2 POSTES VACANTS
- **PRÉSIDENT** : COUSINEAU, GAÉTAN
- **VICE PRÉSIDENTE** : GODIN, SYLVIE (DÉMISSION LE 24 AOÛT 2012) – POSTE VACANT
- **VICE-PRÉSIDENTE** : DUPUIS, RENÉE

B) LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION

PRÉNOM ET NOM	TITRE	DATES DU DÉBUT	DATES DE LA FIN	RÉMUNÉRATION
				\$
				\$
				\$
				\$
				\$
				\$

C) LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV

PRÉNOM ET NOM	TITRE	DATES DU DÉBUT	DATES DE LA FIN	RÉMUNÉRATION
				\$
				\$
				\$
				\$
				\$
				\$
				\$
				\$
CV				
À INCLURE EN ANNEXE				

D) LEUR FRAIS DE DÉPLACEMENT, FRAIS DE VOYAGE, FRAIS DE REPAS ET FRAIS DE REPRÉSENTATION.

PRÉNOM ET NOM	TITRE	FRAIS DE VOYAGE	FRAIS DE REPAS	FRAIS DE REPRÉSENTATION
COUSINEAU, GAÉTAN	PRÉSIDENT	22 329 \$	\$	1 966 \$
DUPUIS, RENÉE	VICE-PRÉSIDENTE	13 186 \$	\$	311 \$
GODIN, SYLVIE	VICE-PRÉSIDENTE	80 \$	\$	583 \$
BLACKETT, ADÈLE	COMMISSAIRE	628 \$	\$	\$
DESROSIERS, JULIE	COMMISSAIRE	970 \$	\$	\$
DOUYON, EMERSON	COMMISSAIRE	583 \$	\$	\$
GIROUX, MARTIAL	COMMISSAIRE	2 606 \$	\$	\$
GRENIER, DANIELLE	COMMISSAIRE	4 158 \$	\$	\$
MYRE, JOCELYNE	COMMISSAIRE	6 426 \$	\$	\$
RAYMOND, DIANE, F.	COMMISSAIRE	7 041 \$	\$	\$
SIMARD, HÉLÈNE	COMMISSAIRE	3 448 \$	\$	\$

P.2 LISTE DE TOUTES LES FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS, JOURNÉES D'ACTIVITÉS, SOMMETS, CONGRÈS OU AUTRES ACTIVITÉS AUXQUELS ONT PARTICIPÉ LES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT AU COURS DE L'ANNÉE 2012-2013. INDIQUER :

- A) LE LIEU;
 B) LE COÛT;
 C) LA OU LES DATES DE PARTICIPATION
 D) LE NOMBRE DE PARTICIPANTS;
 E) LE NOM DE LA PERSONNE OU DE L'ORGANISME AYANT OFFERT L'ACTIVITÉ;
 F) LE NOM DE LA FORMATION OU DE L'ACTIVITÉ.

Activité	Date de l'activité	Coût en dollars	Nombre de participants
28e congrès du Conseil des tribunaux administratifs canadiens (Calgary, Alberta)	2012-05-12	2 762	1
4e congrès de l'AFCNDH : "les droits de l'homme dans les lieux de privation de liberté" (Casablanca, Maroc)	2012-10-03	0	1
4e édition de la Conférence sur les droits humains : la frontière entre les droits individuels et collectifs (Montréal)	2012-06-18	134	1
67e congrès annuel de l'Association des jeunes du Barreau de Montréal (Montréal)	2012-05-17	1 294	2
Accessibilité Sharepoint (Montréal)	2012-11-08	4 308	6
Accueil : réseau, portail (Montréal)	2012-12-17	15	1
Adobe Creative Suite CS6 (Montréal)	2012-05-29	82	1
AllyMTL 2012 (Montréal)	2012-11-23	326	1
Architecture d'affaires (Québec)	2012-05-22	3 324	1
Assemblée Civicus (Montréal)	2012-09-03	1 135	1
Clic_Marc - révision automne (Montréal)	en 2012	1 903	5
Colloque : la réalité intégrale : Mythe ou réalité intercontinentale, regards croisés Europe-Amérique (Québec)	2012-09-06	332	1
Colloque annuel 2012 RÉOQ (Québec)	2012-06-04	942	1
Colloque annuel du CEETUM, le développement d'institutions inclusives (Montréal)	2012-05-03	458	1
Communiquer et s'entendre entre collègues de travail (Montréal)	2012-10-03	2 919	1
Concilier la productivité de l'entreprise et la protection de la santé, sécurité et dignité du salarié (Québec)	2012-06-14	1 113	1
Conférence ACCCDP 2012 : "Are we there yet?" (Winnipeg)	2012-06-18	5 514	2
Conférence-réseautage du Réseau d'éthique organisationnel du Québec (Montréal)	2012-10-04	20	1
Congrès de l'Association des centres jeunesse du Québec (Montréal)	2012-10-29	572	1
Congrès annuel du Barreau du Québec (Québec)	2012-06-08	1 742	1
Congrès de l'Association des centres jeunesse du Québec (Québec)	2012-10-29	3 292	2
Congrès du Barreau 2012 (Québec)	2012-06-07	1 933	1
Cycle budgétaire et budget des dépenses (Montréal)	2012-10-15	219	1
Définir une politique favorisant l'embauche de personnes handicapées (Montréal)	2012-11-02	99	1
Discrimination fondée sur l'âge et les clauses orphelins (Montréal)	2012-05-08	70	1
Discrimination systémique à l'égard des travailleurs migrants (Montréal)	2012-04-10	379	1
Discussion sur la médiation environnementale (Montréal)	2012-06-14	39	1
Dossier d'affaires et dossier de présentation stratégique (Montréal)	2012-09-12	2 180	2
Droit à l'asile en vertu de la loi sur l'immigration et la protection des réfugiés (Montréal)	2012-06-20	181	1
Droit de l'accommodement 2012 (Montréal)	2012-05-10	3 947	5
Droits des peuples autochtones (Montréal)	2012-05-17	260	1
Échange de renseignements confidentiels lorsque la sécurité d'une personne est menacée (Montréal)	2012-11-13	197	1
État du Québec et son fonctionnement (Montréal)	2012-11-12	433	1
Exécution forcée des jugements (Montréal)	2012-12-07	407	1
Expression Web (Montréal)	2012-09-10	881	1
Flux et régimes migratoires : tendance nouvelles et mutations qualitatives (Montréal)	2012-05-10	503	1
Formation accueil et recevabilité en jeunesse (Montréal)	2012-04-18	5 079	18
Formation Clic_Marc (Québec)	2012-10-25	567	1
Forum sur la médiation environnementale (Montréal)	2012-04-11	216	1
Français correctif (Sherbrooke)	2012-10-18	291	1
Impact de la dématérialisation des documents (Montréal)	2012-12-04	92	1
Initiation pour les nouveaux membres du comité santé et sécurité (Montréal)	2012-06-19	555	1
Intersectionnalité : méthode de recherche (Montréal)	2012-04-03	59	1
Journée des acquisitions (Québec)	2012-10-03	1 352	2
Journée d'étude : macroéconomie (Montréal)	2012-04-27	552	1
Journée d'étude : Mathématique appliquée et méthode quantitative (Montréal)	2012-06-20	512	1
Journée pour rester branché toute l'année (Montréal)	2012-04-02	778	1
La protection de la jeunesse (Montréal)	2012-11-29	326	1
L'ABC des centres jeunesse (Montréal)	2012-11-05	1 238	3
Les conventions internationales et le droit d'asile canadien (Montréal)	2012-06-20	181	1

Activité	Date de l'activité	Coût en dollars	Nombre de participants
Les enquêtes pré-emploi, de l'approche traditionnelle à l'utilisation des réseaux sociaux (Sur le web)	2012-11-08	180	1
L'interrogatoire au préalable est une étape essentielle dans la majorité des dossiers (Montréal)	2012-12-18	524	1
Lois et intervenants en matière de gestion financière (Montréal)	2012-05-22	419	1
Mise à niveau Word vers PDF (Montréal)	2012-11-06	2 095	15
Négligence trans-générationnelle : évaluation et intervention auprès des familles multi-assistées (Montréal)	2012-06-01	569	1
Nouvelle identité du droit après 30 ans de Charte canadienne (Québec)	2012-04-17	1 127	2
Préparation du témoin (Montréal)	2012-05-02	890	1
Private cloud boot camp (Montréal)	2012-06-21	503	2
Project 2010 (Montréal)	2012-07-30	786	1
Protection de la jeunesse (Montréal)	2012-11-29	528	2
Recherche sur les plunitifs (Montréal)	2012-11-13	727	15
Rédiger avec structure et clarté (Montréal)	2012-07-12	1 044	1
Remboursement d'étude (compétences de gestion et développement de la carrière) (Montréal)	2012-06-15	680	1
Remboursement d'étude (management des organisations) (Montréal)	2012-04-18	460	1
Revue annuelle de la jurisprudence de la CSC en matière de droit constitutionnel (Montréal)	2012-10-19	159	1
RIBG (Montréal)	2012-06-05	786	1
Santé et sécurité au travail (Montréal)	2012-06-19	546	1
Son choix peut faire toute la différence et son influence sur le dénouement d'un litige est capital (Montréal)	2012-07-17	999	1
Survol des récents arrêts de la Cour suprême du Canada (Montréal)	2012-05-29	3 544	27
Survol des récents arrêts de la Cour suprême du Canada (Montréal)	2012-06-05	3 648	26
Symposium : Accessibilité universelle pour l'apprentissage au postsecondaire (Montréal)	2012-11-16	385	1
TIC et éthique du courriel : comment utiliser le courriel de façon plus éthique et efficace (Montréal)	2012-04-25	90	1
Veille sur les droits et libertés 2012 (Montréal)	2012-10-13	396	1

P.3 **SOMMES DÉPENSÉES EN 2012-2013 (ET PRÉVISIONS POUR 2013-2014) PAR LE MINISTÈRE ET CHACUN DE SES ORGANISMES POUR L'INFORMATIQUE ET LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION. VENTILER SELON LA CATÉGORIE DE DÉPENSES, SOIT S'IL S'AGIT D'ACHAT DE LOGICIELS OU DE LICENCES, DE MATÉRIEL OU DE SERVICES PROFESSIONNELS (INTERNE, EXTERNE OU DU CSPQ).**

INFORMATIQUE ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

	2012-2013	PRÉVISIONS 2013 - 2014
LOGICIELS OU LICENCES	135 583 \$	144 700 \$
MATÉRIEL	47 486 \$	48 000 \$
SERVICES PROFESSIONNELS		
✦ INTERNE	n/a	n/a
✦ EXTERNE	171 256 \$	104 750 \$
✦ CSPQ	n/a	n/a
TOTAL	354 325 \$	297 450 \$

P.7 LISTE ET COPIE DE TOUS LES SONDAGES EFFECTUÉS EN 2012-2013, EN INDIQUANT LES COÛTS, LE SUJET ET, LE CAS ÉCHÉANT, LA FIRME RETENUE POUR LE RÉALISER.

Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse

SONDAGES COMMANDÉS

SONDAGE	FIRME	COÛT DU CONTRAT
Aucun		\$
		\$
		\$
		\$
		\$
		\$
		\$
		\$

P.10 POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES, CONSEILS, COMITÉ OU AUTRES QUI EN RELÈVENT, INDICER POUR L'ANNÉE 2012-2013 :

- A) LA LISTE DE TOUS LES CONCOURS ET TIRAGES EFFECTUÉS;**
 - B) LES PRIX REMIS AUX GAGNANTS DES CONCOURS ET DES TIRAGES, AINSI QUE LA VALEUR DE CES PRIX;**
 - C) L'OBJECTIF VISÉ PAR LA TENUE DE CHACUN DES CONCOURS.**
-

Aucun

P.11 POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, CONCERNANT LES CAMPAGNES DE PUBLICITÉ ET DE SENSIBILISATION, FOURNIR POUR LES ANNÉES FINANCIÈRES 2011-2012 ET 2012-2013 :

- ✚ LE NOM DE TOUTES LES CAMPAGNES;
- ✚ LES COÛTS DE CES CAMPAGNES;
- ✚ LE NOM DE LA FIRME OU DU PROFESSIONNEL RETENU POUR LA RÉALISER;
- ✚ LES DATES DE DIFFUSION DE LA CAMPAGNE;
- ✚ LES OBJECTIFS VISÉS PAR CHAQUE CAMPAGNE.

NOM DE LA CAMPAGNE	COÛTS DE LA CAMPAGNE	NOM DE LA FIRME	DATE	OBJECTIFS
Aucune				

P.12 POUR 2012-2013, LA LISTE DES PROGRAMMES DE FINANCEMENT OU DE SUBVENTION DU MINISTÈRE, LE MONTANT GLOBAL ATTITRÉ AU PROGRAMME, LA DIRECTION DU MINISTÈRE OU L'ORGANISME QUI EN A LA GESTION, EN INDIQUANT POUR CHACUN :

- A) LE NOM ET LA NATURE DES PROJETS QUI ONT OBTENU UN FINANCEMENT OU UNE SUBVENTION;
- B) LE NOM DU OU DES ORGANISMES BÉNÉFICIAIRES;
- C) LE MONTANT QUI LEUR A ÉTÉ ACCORDÉ.

Programme : Aucun

Montant global :

Direction ou organisme qui en a la gestion :

PROJETS	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT ACCORDÉ

P.15 COPIE DU PLAN DIRECTEUR INFORMATIQUE TRIENNAL EN INDIQUANT LES RÉALISATIONS FAITES EN 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012. INDIQUER ÉGALEMENT LES SOMMES AVANCÉES QUI ONT ÉTÉ FAITES À CE JOUR AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE PAR LE FONDS DE SUPPLÉANCE DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR LE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES DE CERTIFICATION, ET CE, POUR ASSURER LA SÉCURITÉ DES ÉCHANGES ÉLECTRONIQUES IMPLIQUANT LE GOUVERNEMENT, SES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

Les principaux axes stratégiques de la Commission pour la période 2010-2014 sont respectés dans le plan triennal des projets et activités des ressources informationnelles. En effet, le PTPARI permet de :

- Confirmer le leadership de la Commission dans la promotion, l'avancement et la défense des droits;
- Assurer l'avancement des droits garantis par la Charte des droits et libertés de la personne ;
- Assurer le respect de l'intérêt supérieur des enfants et la valorisation de leurs droits ;
- Le projet CLIC_MARC (Chemise de Liaison informatique du client Méthode Alternative de Résolution de Conflit) est un système d'information de gestion intégré. L'implantation de ce système répond aux objectifs stratégiques et opérationnels de la Commission car il supporte les principaux axes en permettant l'atteinte de certains objectifs dont :
 - mieux cibler les interventions de la Commission ;
 - assurer le meilleur service à la clientèle ;
 - garantir l'équité procédurale ;
 - maximiser l'usage des nouvelles technologies ;
 - encourager la participation citoyenne aux enjeux des droits de la personne ;
 - mettre en œuvre l'approche systémique dans les interventions de la Commission ;
 - permettre la gestion par objectifs.

La Commission a entrepris dès l'an 2001 une révision de ses processus qui l'a amenée à identifier 4 grands processus, dont « Traiter les demandes et les plaintes » qui est au centre de la mission de l'organisme avec la « Promotion des droits de la personne et des droits de la jeunesse ».

L'implantation du CLIC_MARC et des CLIC jeunesse, Qualité des services, accès à l'égalité et aux services en accommodement raisonnable a nécessité une révision importante de l'architecture du réseau. Dès lors, l'utilisation des ressources informationnelles à la Commission est devenue un élément essentiel à la gestion des activités opérationnelles et des mandats.

Actuellement l'application CLIC est un modèle dans le domaine de la gestion des dossiers et s'est mérité un OCTAS en 2007 et une mention aux OCTAS 2009. En effet, c'est la seule application qui permet de suivre un dossier du début jusqu'à la fin de façon entièrement décentralisée et que chaque intervenant au dossier, de la réceptionniste au Président, utilise en fonction de ses accès et de ses actions au dossier. Système d'information de gestion complet, il intègre toutes les données, permet l'extraction des statistiques de gestion en temps réel, constitue les tableaux de bord administratifs et de gestion en plus de fournir aux employés et aux gestionnaires toutes les données quantitatives aux fins des évaluations de rendement.

Ce projet présenté dans le PTPARI en phase de parachèvement sera implanté dans son entièreté en 2015-2016.

Il tient compte de la capacité de l'organisation à soutenir ce plan ; actuellement, la Commission a les ressources nécessaires pour faire avancer ce projet d'envergure et les budgets alloués ont toujours été respectés. La direction de l'Informatique, de la gestion documentaire et des processus réunit à la fois la gestion des processus et de l'informatique ce qui permet de faire un travail coordonné, respectant les objectifs institutionnels et permettant de maximiser les ressources en RI.

Il respecte la vision, les cadres légal et administratif gouvernementaux en matière de ressources informationnelles et de sécurité de l'information ainsi que les objectifs mis de l'avant par la politique-cadre et la stratégie de transformation et d'optimisation des ressources informationnelles

En effet, ce projet en parachèvement a débuté en 2006 et dès lors a répondu aux attentes gouvernementales en :

- Visant l'utilisation d'applications informatiques pour supporter la mission de l'institution, la gestion des dossiers d'enquêtes tant pour le mandat Charte que pour le mandat Jeunesse ;
- Réalisant une économie importante des ressources par l'utilisation d'applications entièrement organisées autour des processus d'affaires ;
- Révisant le processus : « Traiter les demandes et les plaintes » pour introduire un parcours permettant aux clients d'accéder rapidement à la médiation dans le respect de la jurisprudence et de l'intérêt public ;
- Diminuant les délais de façon marquée, donnant l'information en temps réel et en créant un dossier unique ;
- Assurant l'équité procédurale de façon systématique et rigoureuse ;
- Priorisant les projets selon un plan publié dans la planification stratégique ;
- En respectant les budgets et les ressources humaines et matérielles ;

AUTRES CONSIDÉRATIONS

Le CLIC a été développé par le personnel de la Commission selon un modèle qui donne à l'institution le contrôle complet des projets. En effet, l'exercice de révision des processus a été mené à l'interne et la conception et le développement de l'application CLIC ont été réalisés en collaboration avec une firme externe.

La firme est mandatée pour faire la programmation et participer à l'analyse. S'il y a des changements en cours de route, il n'y a pas de coûts supplémentaires, car ce n'est pas un contrat clé en main. La firme aide à la réalisation du projet mais la direction demeure maître d'œuvre. Ce mode de fonctionnement nous permet d'atteindre nos objectifs sans mettre en jeu le budget alloué à chaque année.

P.17 POUR 2012-2013, LE NOMBRE TOTAL D'ACCOMMODEMENT QUI ONT ÉTÉ ACCORDÉS OU REFUSÉS POUR LES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE OU DES ORGANISMES DÉPENDANT DU MINISTÈRE ET VENTILATION PAR TYPE D'ACCOMMODEMENT (HANDICAP, GROSSESSE, MOTIF RELIGIEUX, ETC.).

TYPE D'ACCOMMODEMENT	2012-2013
Grossesse	2
Handicap et/ou maladie	7
TOTAL	9

P.103 STATISTIQUES SUR LE NOMBRE ET LES CATÉGORIES DE PLAINTES ACTUELLEMENT DEVANT LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE. NOMBRE DE PLAINTES REÇUES, TRAITÉES ET ACCEPTÉES EN 2011-2012 ET EN 2012-2013. POUR LES PLAINTES EN MATIÈRE D'ACCOMMODEMENTS RAISONNABLES, UNE VENTILATION PAR MOTIF (RELIGION, HANDICAP, SEXE, ETC.). NOMBRE DE PLAINTES DEVANT LE TRIBUNAL DES DROITS DE LA PERSONNE. NOMBRE D'ENQUÊTES INITIÉES PAR LA COMMISSION.

Le tableau qui suit donne, pour le 8 premiers mois de l'année 2012-2013, le nombre de plaintes reçues à la CDPDJ, selon le principal motif de discrimination invoqué et le secteur d'activités où se seraient déroulés les événements au soutien de ces plaintes. Une colonne pour l'année 2011-2012, permet une comparaison en nombre et en pourcentage.

Nombre de plaintes reçues en 2012 – 2013 (1^{er} avril au 30 novembre 2012) selon le motif et les secteurs d'atteintes

Motif \ Secteur	Travail	Logement	Acte juridique / biens et services	Accès transports et lieux publics	Autre	2012-2013 Total 8 mois		2011-2012 Total 12 mois	
						nbre	%	nbre	total
Âge	29	15	9	5		58	8%	74	7%
Antécédents judiciaires	21		2			23	3%	32	3%
Autres					3	3	0%	1	0%
Condition sociale	1	11	4			16	2%	27	3%
Convictions politiques	4		2	45		51	7%	6	1%
État civil	17	2	11	1		31	4%	29	3%
Exploitation	3	1	4	1	61	70	9%	104	10%
Grossesse	10					10	1%	34	3%
Handicap	108	21	42	41		212	29%	356	34%
Langue	5		3	2		10	1%	16	2%
Orientation sexuelle	4	2	3	1	1	11	1%	23	2%
Race/couleur/origine ethnique ou nationale	54	22	47	56	2	181	25%	270	26%
Religion	14	3	4	5		26	4%	29	3%
Sexe	23	2	7	3		35	5%	53	5%
TOTAL 2012-2013	293	79	138	160	67	737	100%	1054	100%
% 2012-2013	40%	11%	19%	22%	9%	100%			
Total 2011-2012	506	108	189	147	104	1054			
% 2011-2012	48%	10%	18%	14%	10%	100%			

Ces données comparées à celles colligées pour les deux années antérieures, permettent d'anticiper pour l'ensemble de l'année se terminant au 31 mars prochain une augmentation du nombre de plaintes de 6.5% en regard de 2011-2012 et de 45% en regard de 2010-2011.

Le motif de discrimination lié au handicap demeure, avec 29% de l'ensemble des plaintes, celui le plus souvent invoqué, suivi à 25% par les motifs fusionnés race-couleur-origine ethnique ou nationale.

Il faut mentionner que les motifs âge (8 %) et exploitation des personnes âgées (9 %) viennent en troisième place des motifs invoqués (le motif exploitation mentionné au tableau inclus les personnes âgées et les personnes handicapées). Bien que la projection pour l'année d'exercice en cours tende au maintien des dossiers d'exploitation de personnes âgées en comparaison de l'an dernier, il demeure que ce niveau de plainte constitue une augmentation de plus de 60% lorsque comparés aux 56 dossiers ouverts en 2010-2011 et 51 dossiers ouverts en 2009-2010.

Ces données nous permettent de constater le maintien du secteur du travail (40%) comme celui où se pose le plus de difficultés liées à la discrimination, notamment lorsqu'il est associée au handicap (16%).

Les tableaux qui suivent donnent selon les régions du Québec, le nombre de demandes reçues, de dossiers d'enquête ouverts ainsi que le nombre de dossiers traités et finalisés au cours de la période s'étendant du 1er avril au 30 novembre 2012.

Demandes d'enquête Charte	TOTAL ANNUEL	
	2012-2013 (total 8 mois)	2011-2012 (total 12 mois)
Gatineau	28	31
Longueuil	156	204
Montréal	582	842
Québec	161	171
Rimouski	18	34
Saguenay	37	35
Saint-Jérôme	108	157
Sept-Îles	14	5
Sherbrooke	36	61
Trois-Rivières	50	74
Val d'Or	14	22
Non déterminé	6	8
TOTAL DEMANDES D'ENQUÊTE CHARTE	1210	1644

Dossiers ouverts Charte	TOTAL ANNUEL	
	2012-2013 (total 8 mois)	2011-2012 (total 12 mois)
Gatineau	17	26
Longueuil	95	132
Montréal	371	550
Québec	106	98
Rimouski	10	25
Saguenay	23	27
Saint-Jérôme	65	92
Sept-Îles	8	2
Sherbrooke	18	43
Trois-Rivières	21	47
Val d'Or	3	12
Non déterminé		0
TOTAL DOSSIERS OUVERTS CHARTE	737	1054

Dossiers fermés Charte	TOTAL ANNUEL	
	2012-2013 (total 8 mois)	2011-2012 (total 12 mois)
Gatineau	12	15
Longueuil	79	105
Montréal	300	435
Québec	60	77
Rimouski	15	23
Saguenay	11	22
Saint-Jérôme	57	63
Sept-Îles	1	4
Sherbrooke	25	28
Trois-Rivières	22	35
Val d'Or	3	10
TOTAL DOSSIERS FERMÉS CHARTE	585	817

Entre le 1er avril 2012 et le 30 novembre 2012, la Commission a initié 38 nouvelles enquêtes de sa propre initiative, dont 34 sont relatives à des situations d'exploitation de personnes âgées. Si pour l'année en cours, le nombre anticipé d'enquête de la propre initiative de la Commission devrait se situer autour de 57, il se compare avantageusement avec les 54 enquêtes initiées au cours de l'année 2011-2012.

Nombre d'enquêtes initiées par la Commission par motif	TOTAL ANNUEL	
	2012-2013 (8 mois)	2011-2012 (12 mois)
Exploitation des personnes âgées	34	51
Exploitation des personnes handicapées	3	3
Race-couleur-origine ethnique ou nationale	1	
TOTAL	38	54

Pour cette même période, la Commission a déposé 25 nouvelles demandes introductives d'instance devant le Tribunal des droits de la personne.

Finalement, le tableau suivant présente, par motif, le nombre de dossiers traités en accommodement raisonnable. Il faut constater que le motif handicap est à 48% celui le plus souvent invoqué par les demandeurs, suivi de près à 44% par le motif lié à la religion.

Nombre de demandes d'accommodement raisonnable reçues par motif	TOTAL ANNUEL	
	2012-2013 (8 mois)	2011-2012 (12 mois)
Antécédents judiciaires	0	0
Convictions politiques	1	0
État civil	1	1
Grossesse	1	1
Handicap	38	42
Langue	1	3
Race-couleur-origine ethnique ou nationale	0	1
Religion	35	34
Sexe	2	1
Non disponible	1	2
TOTAL	80	85

P.104 LISTE DES RECOMMANDATIONS ET/OU AVIS DE LA COMMISSION AUX MINISTÈRES ET ORGANISMES EN 2012-2013
ET SUIVI APPORTÉ.

1.	SUIVI EN COURS
2.	RECOMMANDATION(S) SUIVIE(S) EN TOUT OU EN PARTIE
3.	RECOMMANDATION(S) NON SUIVIE(S)

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

Direction de la recherche, de l'éducation-coopération et des communications	
<p><i>Projet de règlement modifiant le Règlement sur les renseignements devant être transmis par les établissements au ministre de la Santé et des Services sociaux</i></p> <p><i>Initiative</i> <i>Envoi le 2 avril 2012</i> <i>Ministère de la Santé et des Services sociaux</i></p>	3
<p><i>L'accommodement des étudiants et étudiantes en situation de handicap dans les établissements d'enseignement collégial</i></p> <p><i>Initiative</i> <i>Envoi le 16 avril 2012</i> <i>Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport</i> <i>Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale</i></p>	1
<p><i>Mémoire à la Commission des transports de l'environnement, Projet de loi n° 57, Loi modifiant l'encadrement de l'utilisation des cinémomètres photographiques et des systèmes photographiques de contrôle de circulation aux feux rouges et d'autres dispositions législatives</i></p> <p><i>Demande</i> <i>Présentation le 1^{er} mai 2012</i> <i>Commission des transports et de l'environnement</i></p>	2
<p><i>Mémoire à la Commission de la santé et des services sociaux de l'Assemblée nationale, Projet de loi n° 59, Loi concernant le partage de certains renseignements de santé</i></p> <p><i>Demande</i> <i>Présentation le 8 mai 2012</i> <i>Commission de la santé et des services sociaux</i></p>	2
<p><i>Commentaires sur le Projet de loi n° 56, Loi visant à lutter contre l'intimidation et la violence à l'école</i></p> <p><i>Initiative</i> <i>Transmis le 8 mai 2012</i> <i>Commission de la culture et de l'éducation</i></p>	2
<p><i>Mémoire à la Commission de l'économie et du travail, Projet de loi n° 60, Loi visant principalement la modernisation du régime de santé et de sécurité du travail et son application aux domestiques (Projet de loi mort au feuilleton)</i></p> <p><i>Demande</i> <i>Transmis le 20 juin 2012</i> <i>Commission de l'économie et du travail</i></p>	3
<p><i>Commentaires sur le Projet de règlement sur les conditions d'obtention d'un certificat de conformité et les normes d'exploitation d'une résidence privée pour aînés</i></p> <p><i>Initiative</i> <i>Envoi le 13 juillet 2012</i> <i>Ministre déléguée aux Services sociaux</i></p>	1
<p><i>Commentaires sur la Loi permettant aux étudiants de recevoir l'enseignement dispensé par les établissements de niveau postsecondaire qu'ils fréquentent (L.Q. 2012, chapitre 12)</i></p> <p><i>Initiative</i> <i>Envoi le 18 juillet 2012</i> <i>Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport</i></p>	2
<p><i>Commentaires sur le Projet de loi n° 70, Loi facilitant les actions civiles des victimes d'actes criminels et l'exercice de certains autres droits (Projet de loi mort au feuilleton)</i></p> <p><i>Demande</i> <i>Envoi le 24 septembre 2012</i> <i>Ministère de la Justice</i></p>	3

<p><i>Notes pour la présentation de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse devant la Commission des institutions de l'Assemblée nationale à l'occasion des consultations particulières sur le Projet de loi n° 2, Loi modifiant la Loi électorale afin de limiter les contributions à 100 \$ par électeur et de réviser le financement public des partis politiques</i></p> <p><i>Demande</i> <i>Présentation le 21 novembre 2012</i> <i>Commission des institutions</i></p>	2
<p><i>Lettre – Projet de loi n° 10, Loi permettant de relever provisoirement un élu municipal de ses fonctions</i></p> <p><i>Demande</i> <i>Envoi le 29 novembre 2012</i> <i>Commission de l'aménagement et du territoire</i></p>	2

2013/01/14

En réponse à cette question, il nous apparaît toujours important de donner l'ensemble des activités pour bien comprendre les résultats en termes de délais de traitement.

DEMANDES D'INFORMATION

	2012-2013	2012-2013 projection	2011-2012
	Total 8 mois	Total 12 mois	Total 12 mois
SECTEUR DROITS DE LA PERSONNE	6871	10307	11887
SECTEUR DROITS DE LA JEUNESSE	836	1254	3025
DEMANDES À PORTÉE GÉNÉRALE	1466	2199	3198
TOTAL	9173	13760	18110

Il faut constater une diminution de demandes à l'accueil, et cela aux trois postes qui y sont notés. Les demandes faites dans le cadre du mandat jeunesse ont diminuées de près de 60% alors qu'en charte, ce pourcentage est de 13%.

Comme nous le verrons, cela n'affecte en rien le nombre de plaintes reçues et de dossiers ouverts en vertu de notre mandat lié à la Charte où, au contraire, leur nombre devrait augmenter selon nos projections annuelles. Ces chiffres nous permettent de constater une plus grande pertinence des démarches effectuées par la population auprès de la Commission.

Secteur droits de la personne

1. Les demandes reçues en Charte (plaintes)

Selon notre projection annuelle pour l'année en cours, le nombre de demandes considérées comme des plaintes et soumises à un exercice rigoureux de recevabilité quant à notre compétence d'enquête devrait augmenter de 11% en comparaison avec 2011-2012, et de 42% avec 2010-2011.

Ces augmentations ont un impact sur l'organisation du travail qui vise d'abord et avant tout à produire un traitement rigoureux de ces plaintes à l'intérieur d'un délai raisonnable.

	2012-2013	2012-2013 projection	2011-2012
	Total 8 mois	Total 12 mois	Total 12 mois
Nombre de demandes reçues - Charte	1210	1815	1637

Une fois l'exercice de recevabilité complété, les demandes jugées recevables mènent à l'ouverture d'un dossier d'enquête.

2. Dossiers d'enquête ouverts

Encore ici, une augmentation de 7% du nombre de dossiers ouverts menant au processus d'enquête est à noter, passant de 1038 en 2011-2012 à une projection de 1106 nouvelles enquêtes pour l'année en cours. Cette augmentation est de 45% lorsque la comparaison est effectuée avec l'année 2010-2011, passant de 761 à 1106 nouveaux dossiers d'enquêtes.

	2012-2013	2012-2013 projection	2011-2012
	Total 8 mois	Total 12 mois	Total 12 mois
Nombre de dossiers d'enquête ouverts	737	1106	1038

3. Dossiers fermés

Par dossiers fermés, il faut comprendre les dossiers traités et finalisés selon un résultat spécifique, allant du désistement de la personne, à la fermeture en raison de l'insuffisance de la preuve obtenue, du règlement intervenu entre les parties suite à une médiation ou encore l'obtention d'un jugement d'un tribunal.

	2012-2013	2012-2013 Projection	2011-2012
	Total 8 mois	Total 12 mois	Total 12 mois
Nombre de dossiers d'enquête fermés	585	878	816

Ce nombre projeté de dossiers traités et finalisés pour l'année en cours constitue une augmentation de 8 % en comparaison avec le nombre atteint en 2011-2012, et de 28% en comparaison de l'année 2010-2011.

4. Dossiers actifs (fin de période)

Malgré l'augmentation de productivité notée au point précédent, il faut noter, principalement en raison de l'augmentation de 7% de nouveaux dossiers, un plus grand nombre de dossiers actifs, soit 18% plus élevé qu'au même moment l'an dernier.

	2012-2013
	Au 30-11-12
Nombre de dossiers d'enquête actifs	1200

5. Les délais

Les délais de traitement des dossiers sont calculés de la date de la plainte signée à la date de fermeture par la Commission. Ce délai exclut le délai des dossiers judiciairisés, le contrôle du délai n'étant plus sous notre propre et seule autorité.

Cette diminution de 3% du délai moyen de traitement pour la dernière année assure la poursuite de la réduction de nos délais d'enquête Cette diminution de 3% du délai moyen de traitement pour la dernière année assure la poursuite de la réduction de nos délais d'enquête et confirme la tendance avancée dans le rapport d'activités et de gestion 2011-2012 à savoir que 75 % de l'ensemble des dossiers traités et finalisés au cours de cette dernière année l'ont été dans un délai moyen de 161 jours.

Rappelons que le délai moyen de la dernière année (2011-2012) constitue une diminution de 13 % par rapport à celui de 2009-2010, et de 41% comparativement à 2008-2009 (576 jours).

	2012-2013	2011-2012
	Total 8 mois	Total 12 mois
Délai de traitement (en jours)	308	316

Pour 8 mois, le nombre de dossiers est de 585

Les délais par étape

Un délai moyen optimal est avancé pour chaque étape du traitement d'un dossier d'enquête. Ce délai est calculé pour les dossiers où il y a une date de fin de traitement au cours de l'étape pendant l'année financière.

		2012-2013	2011-2012
	Délai prescrit	Délai atteint 8 mois	Délai atteint 12 mois
Recevabilité	30	28	29
Évaluation préliminaire	60	65	81
Médiation	90	124	109
Enquête	300	198	303

Obligations contractuelles au 31 décembre 2012

RA01 : Bas-Saint-Laurent

Groupe Cédrico Inc. RTD

Distributions Itée Verreault

Navigation Inc. **Total : 3**

RA02 : Saguenay—Lac-Saint-Jean

Alcan International Limitée Centre recherche Dev. Arvida

Équipements Sigma Inc.

Nutrinor, coopérative agro-alimentaire du Saguenay Lac St-Jean

Total : 3

RA03 : Québec

ABB Bomem Inc. BPR

Inc.

Cossette Communication inc.

Desjardins Sécurité financière

ENGLOBE CORP Entreprises

Julien Inc.

Exfo Ingénierie Électro-Optique Inc. Génivar

inc.

GSF Québec inc.

Industrielle-Alliance Compagnie d'Assurance sur la Vie

Industries Maibec Inc.

Iron Mountain Canada Corporation

J.B. Deschamps Inc.

Les Services McKinnon inc.

Momentum Technologies inc.

NexInnovations Inc.

Nurun Inc.

Roche Ltée, Groupe-conseil

SSQ Vie

Stadacona S.E.C. Technoconseil

(TC) inc Telus Solutions d'affaires

Wesco Distribution Canada Inc.

Total : 23

RA04 : Mauricie—Bois-Francs

Duchesne & Fils Ltée

G.A. Boulet Inc.

Sécurité de Francheville inc

Total : 3

RA05 : Estrie

Sécurité Gentel inc.

Total : 1

RA06 : Montréal

9104-8306 Québec/Urgence médicale code bleu
Advantech techniques de pointe pour faisceaux Hertiens Inc. AECOM
Consultants inc.
Aliments Parmalat Inc.(Les)Division Parmalat Canada
Autodesk Canada inc.
Banque Nationale du Canada
Caisse centrale Desjardins
Canon Canada Inc. Division Solutions d'affaires
Cartons St-Laurent Inc. (Smurfit-Stone) CMC
Électronique Inc.
Compagnie de téléphone Bell du Canada/ Bell Canada
Corporation Komunik Courrier
Purolator Ltée Domtar Inc.
Doubletex Équipement SMS
inc. Ernst & Young
ESI technologies de l'information Inc. Fujitsu
Conseil (Canada) inc.
GL& V Canada inc
Groupe CGI inc.
Groupe Conseil FXinnovation inc. Groupe
Conseil OSI inc.
Groupe Santé Brunet
Groupe SNC-Lavalin Inc. Hewlett-
Packard (Canada) Cie IBM Canada
Ltée
Industries Wajax Limitée
Inspec-Sol Inc.
Johnson & Johnson Inc. KPMG
Kruger Inc.
Lafarge Canada Inc. Usine de St-Constant
Linde Canada limitée Mechtronix
systems inc. Médisolution Inc.
Michael Rossy Ltée
NCR Canada Ltée
Oracle Corporation Canada Inc. Pageau
Morel & Associés Inc. Pitney Bowes du
Canada Ltée PLEXO inc.
PriceWaterhouseCoopers
Quebecor World Inc. Quebecor World Montréal
R3D CONSEIL INC
Rexel Canada Électrique Inc./Division Nedco
Sécurité Kolossal inc. Services
financiers NCO Inc. Shell Canada
Limitée
Société Conseil Groupe LGS Société
Trader/Trader Corporation Sony du
Canada Ltée
Stella-Jones Inc.

RA06 : Montréal (suite)

Supremex Inc.
Sysco Services alimentaires du Canada Inc.
Technologies Nexxlink Inc.
Telav Inc.
Ultramar Canada Inc.

Unisource Canada Inc. Xerox
Canada Ltée **Total : 60**

RA08 : Abitibi

IAMGOLD CORPORATION Mines
Agnico Eagle Limitée Tembec Inc.
Uniboard Canada Inc.

Total : 4

RA11 : Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine

Société canadienne de Sel - Division Mines Seleine

Total : 1

RA12 : Chaudière-Appalaches

Bertrand Distributeur en Alimentation inc.
Boulangerie Saint-Méthode Inc.
Groupe Canam inc. Imprimerie
Interglobe Inc. Imprimerie Solisco
Inc.
IPL Inc.
Lainages Victor Ltée Maintenance
Eureka Ltée Montel Inc.
Prévost - Division du Groupe Volvo Canada inc.
Rousseau Métal Inc.
Teknion Roy & Breton

Total : 12

RA13 : Laval

CIMA - Société d'ingénierie
Dessau Inc. Idéal Métal
Inc.
Michelin Amérique du Nord (Canada) Inc. Multi-
Marques (Distribution) Inc.
Samuel & Fils & Cie (Québec) Ltée
Supérieur Propane Inc.

Total : 7

RA14 : Lanaudière Bridgestone/Firestone

Canada Inc. **Total : 1**

RA15 : Laurentides

Dowty Canada Ltée/Div. Dowty Aérospatiale Montréal
PG Solutions inc.
Sécurité des Deux-Rives Itée
Sonepar Distribution Inc. Division Lumen et Roy Marchand Textron
Canada Ltée Division Bell Helicopter Textron **Total : 5**

RA16 : Montérégie

Agropur coopérative agro-alimentaire
Alimplus inc.
Bombardier Transport Canada inc.
Boulangerie Gadoua Ltée Corporate
Express Canada inc. Goodfellow inc.
Groupe Lacasse Inc. Imprimerie
Interweb Inc.

Les Compagnies du Groupe Data
Matériel Industriel Ltée
Moore Wallace Inc. Sico
Inc.
Société en commandite ARMTEC Uni-
Select Inc.

Total : 14

RA17 : Centre-du-Québec

Consultants Mesar Inc. Fafard &
Frères Ltée
P.H. Vitres d'autos Inc.

Total : 3

Grand total : 140

**Liste des organismes soumis à la Loi
sur l'accès à l'égalité en emploi
au 31 décembre 2012**

Éducation - Cégeps

RA01 : Bas-Saint-Laurent

Cégep de La Pocatière Cégep
de Matane Cégep de Rimouski
Cégep de Rivière-du-Loup

Total : 4

RA02 : Saguenay—Lac-Saint-Jean

Cégep de Chicoutimi Cégep de
Jonquière Cégep de Saint-
Félicien Collège d'Alma

Total : 4

RA03 : Québec

Cégep de Sainte-Foy
Collège de Limoilou
Collège François-Xavier-Garneau

Total : 3

RA04 : Mauricie—Bois-Francs

Cégep de Trois-Rivières Collège
Shawinigan **Total : 2**

RA05 : Estrie

Cégep de Sherbrooke Champlain
Regional College **Total : 2**

RA06 : Montréal

Cégep André-Laurendeau Cégep
de Saint-Laurent Cégep du Vieux-
Montréal Cégep Marie-Victorin
Collège Ahuntsic
Collège de Bois-de-Boulogne Collège
de Maisonneuve Collège de
Rosemont
Collège Gérald-Godin
Dawson College John Abbott
College Vanier College

Total : 12

RA07 : Outaouais Collège de

l'Outaouais Heritage College

Total : 2

RA08 : Abitibi

Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue

Total : 1

RA09 : Côte-Nord

Cégep de Baie-Comeau Cégep
de Sept-Îles **Total : 2**

RA11 : Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine

Cégep de la Gaspésie et des Îles
Total : 1

RA12 : Chaudière-Appalaches

Cégep Beauce-Appalaches Cégep
de Lévis-Lauzon Cégep de
Thetford
Total : 3

RA13 : Laval

Collège Montmorency
Total : 1

RA14 : Lanaudière

Cégep régional de Lanaudière
Total : 1

RA15 : Laurentides

Cégep de Saint-Jérôme Collège
Lionel-Groulx **Total : 2**

RA16 : Montérégie

Cégep de Granby Haute-Yamaska
Cégep de Saint-Hyacinthe
Cégep de Sorel-Tracy
Cégep Saint-Jean-sur-Richelieu
Collège de Valleyfield Collège
Édouard-Montpetit
Total : 6

RA17 : Centre-du-Québec Cégep

de Drummondville Cégep de
Victoriaville
Total : 2

Éducation - Collèges privés**RA03 : Québec**

Campus Notre-Dame-de-Foy
Collège Mérici
Total : 2

RA04 : Mauricie—Bois-Francs

Collège Lafèche
Total : 1

RA06 : Montréal

Collège André-Grasset

Collège Lasalle
Collège Marianopolis

Total : 3

Éducation - Commissions scolaires

RA01 : Bas-Saint-Laurent

Commission scolaire de Kamouraska — Rivière-du-Loup
Commission scolaire des Monts-et-Marées
Commission scolaire des Phares Commission
scolaire du Fleuve-et-des-Lacs

Total : 4

RA02 : Saguenay—Lac-Saint-Jean

Commission scolaire De La Jonquière Commission
scolaire des Rives-du-Saguenay Commission scolaire
du Lac-Saint-Jean Commission scolaire du Pays-des-
Bleuets

Total : 4

RA03 : Québec

Commission scolaire Central Québec
Commission scolaire de Charlevoix
Commission scolaire de la Capitale
Commission scolaire de Portneuf Commission
scolaire des Découvreurs
Commission scolaire des Premières-Seigneuries

Total : 6

RA04 : Mauricie—Bois-Francs

Commission scolaire de l'Énergie Commission
scolaire du Chemin-du-Roy

Total : 2

RA05 : Estrie

Commission scolaire de la Région-de-Sherbrooke
Commission scolaire des Hauts-Cantons Commission
scolaire des Sommets
Commission scolaire Eastern Townships

Total : 4

RA06 : Montréal

Commission scolaire de la Pointe-de-l'Île
Commission scolaire de Montréal Commission
scolaire English-Montréal Commission scolaire
Lester-B.-Pearson Commission scolaire Marguerite-
Bourgeoys

Total : 5

RA07 : Outaouais

Commission scolaire au Coeur-des-Vallées
Commission scolaire des Draveurs
Commission scolaire des Hauts-Bois-de-l'Outaouais
Commission scolaire des Portages-de-l'Outaouais
Commission scolaire Western Québec

Total : 5

RA08 : Abitibi

Commission scolaire de l'Or-et-des-Bois Commission
scolaire de Rouyn-Noranda Commission scolaire du
Lac-Abitibi Commission scolaire du Lac-
Témiscamingue Commission scolaire Harricana

Total : 5

RA09 : Côte-Nord

Commission scolaire de la Moyenne-Côte-Nord
Commission scolaire de l'Estuaire
Commission scolaire du Fer Commission
scolaire du Littoral **Total : 4**

RA10 : Nord-du-Québec

Commission scolaire de la Baie-James

Total : 1

RA11 : Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine

Commission scolaire des Chic-Chocs Commission
scolaire des Îles
Commission scolaire Eastern Shores
Commission scolaire René-Lévesque

Total : 4

RA12 : Chaudière-Appalaches Commission

scolaire de la Beauce-Etchemin Commission scolaire
de la Côte-du-Sud
Commission scolaire des Appalaches
Commission scolaire des Navigateurs

Total : 4

RA13 : Laval

Commission scolaire de Laval Commission
scolaire Sir-Wilfrid-Laurier **Total : 2**

RA14 : Lanaudière

Commission scolaire des Affluents
Commission scolaire des Samares

Total : 2

RA15 : Laurentides

Commission scolaire de la Rivière-du-Nord Commission
scolaire de la Seigneurie-des-Mille-Îles Commission scolaire
des Laurentides
Commission scolaire Pierre-Neveu

Total : 4

RA16 : Montérégie

Commission scolaire de la Vallée-des-Tisserands
Commission scolaire de Saint-Hyacinthe Commission
scolaire de Sorel-Tracy
Commission scolaire des Grandes-Seigneuries

Commission scolaire des Hautes-Rivières Commission
scolaire des Patriotes
Commission scolaire des Trois-Lacs
Commission scolaire du Val-des-Cerfs
Commission scolaire Marie-Victorin
Commission scolaire New Frontiers
Commission scolaire Riverside

Total : 11

RA17 : Centre-du-Québec Commission

scolaire de la Rivéraine Commission scolaire
des Bois-Francs Commission scolaire des
Chênes

Total : 3

Éducation - Universités

RA01 : Bas-Saint-Laurent Université

du Québec à Rimouski **Total : 1**

RA02 : Saguenay—Lac-Saint-Jean

Université du Québec à Chicoutimi

Total : 1

RA03 : Québec

École nationale d'administration publique Institut
national de la recherche scientifique Télé-université
Université du Québec (siège social)
Université Laval

Total : 5

RA04 : Mauricie—Bois-Francs Université

du Québec à Trois-Rivières **Total : 1**

RA05 : Estrie

Université Bishop's Université de
Sherbrooke **Total : 2**

RA06 : Montréal

École de technologie supérieure
École des hautes études commerciales de Montréal
École Polytechnique de Montréal
Université Concordia
Université de Montréal
Université du Québec à Montréal
Université McGill

Total : 7

RA07 : Outaouais

Université du Québec en Outaouais

Total : 1

RA08 : Abitibi

Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue

Total : 1

Inst. d'enseignement privées prim-sec**RA03 : Québec**

Collège Jésus-Marie de Sillery Collège

Saint-Charles-Garnier Séminaire

Saint-François **Total : 3**

RA05 : Estrie

Séminaire de Sherbrooke

Total : 1

RA06 : Montréal

Académie Solomon Schechter Collège

Charlemagne inc. Collège Jean-De-

Brébeuf Collège Marie de France

Collège Mont-Saint-Louis

Collège Notre-Dame du Sacré-Cœur

Collège Regina Assumpta Collège

Sainte-Marcelline Collège

Stanislas

École Marie-Clarac École

Peter Hall inc. École Selwyn

House

École Vanguard Québec Itée

Les Écoles juives populaires et les Écoles Peretz

Lower Canada College

Talmud Torahs Unis de Montréal Inc. Villa

Maria

Total : 17

RA12 : Chaudière-Appalaches

Collège de Lévis

Total : 1

RA13 : Laval Collège

Laval **Total : 1**

RA14 : Lanaudière

Collège de l'Assomption Collège

Saint-Sacrement **Total : 2**

RA15 : Laurentides Académie

Lafontaine Académie Sainte-

Thérèse **Total : 2**

RA16 : Montérégie

Collège Bourget

Collège Charles-Lemoyne Collège

Durocher Saint-Lambert Collège Jean-
de-la-Mennais

Total : 4

Municipalités

RA01 : Bas-Saint-Laurent

Ville de Rimouski
Ville de Rivière-du-Loup

Total : 2

RA02 : Saguenay—Lac-Saint-Jean

Ville d'Alma
Ville de Saguenay

Total : 2

RA03 : Québec

Ville de Québec

Total : 1

RA04 : Mauricie—Bois-Francs

Ville de Shawinigan Ville de
Trois-Rivières

Total : 2

RA05 : Estrie

Ville de Magog
Ville de Sherbrooke

Total : 2

RA06 : Montréal

Ville de Beaconsfield
Ville de Côte-Saint-Luc
Ville de Dollard-des-Ormeaux
Ville de Dorval
Ville de Kirkland Ville de
Montréal Ville de Mont-
Royal
Ville de Pointe-Claire Ville de
Westmount

Total : 9

RA07 : Outaouais Ville de

Gatineau

Total : 1

RA08 : Abitibi

Ville d'Amos
Ville de Rouyn-Noranda
Ville de Val-d'Or

Total : 3

RA09 : Côte-Nord

Ville de Baie-Comeau Ville de
Sept-Îles

Total : 2

RA12 : Chaudière-Appalaches

Ville de Lévis
Ville de Saint-Georges Ville de
Thetford Mines

Total : 3

RA13 : Laval

Ville de Laval

Total : 1

RA14 : Lanaudière Ville de

Joliette Ville de Mascouche

Ville de Repentigny Ville de

Terrebonne **Total : 4**

RA15 : Laurentides

Ville de Blainville

Ville de Boisbriand

Ville de Deux-Montagnes

Ville de Mont-Laurier Ville de

Sainte-Thérèse Ville de Saint-

Eustache Ville de Saint-Jérôme

Total : 7

RA16 : Montérégie

Ville de Boucherville

Ville de Brossard

Ville de Chambly

Ville de Châteauguay

Ville de Granby

Ville de Longueuil

Ville de Saint-Bruno

Ville de Sainte-Julie

Ville de Saint-Hyacinthe

Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu

Ville de Saint-Lambert

Ville de Salaberry-de-Valleyfield

Ville de Sorel-Tracy

Ville de Vaudreuil-Dorion

Total : 14

RA17 : Centre-du-Québec

Ville de Drummondville

Ville de Victoriaville

Total : 2

Santé - Agences SSS**RA01 : Bas-Saint-Laurent**

Agence de la santé et des services sociaux du Bas-Saint-Laurent

Total : 1

RA02 : Saguenay—Lac-Saint-Jean

Agence de la santé et des services sociaux du Saguenay — Lac-Saint-Jean

Total : 1

RA03 : Québec

Agence de la santé et des services sociaux de la Capitale-Nationale

Total : 1

RA04 : Mauricie—Bois-Francs

Agence de la santé et des services sociaux de la Mauricie et du Centre-du-Québec

Total : 1

RA05 : Estrie

Agence de la santé et des services sociaux de l'Estrie

Total : 1

RA06 : Montréal

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Total : 1

RA07 : Outaouais

Agence de la santé et des services sociaux de l'Outaouais

Total : 1

Santé - Agences SSS

RA12 : Chaudière-Appalaches

Agence de la santé et des services sociaux de Chaudière-Appalaches

Total : 1

RA13 : Laval

Agence de la santé et des services sociaux de Laval

Total : 1

RA14 : Lanaudière

Agence de la santé et des services sociaux de Lanaudière

Total : 1

RA15 : Laurentides

Agence de la santé et des services sociaux des Laurentides

Total : 1

RA16 : Montérégie

Agence de la santé et des services sociaux de la Montérégie

Total : 1

Santé - Centre de santé

RA06 : Montréal

Clinique communautaire de Pointe-St-Charles

Total : 1

Santé - Centres de réadaptation

RA01 : Bas-Saint-Laurent CRDITED

du Bas-Saint-Laurent **Total : 1**

RA02 : Saguenay—Lac-Saint-Jean

CRDITED du Saguenay-Lac-Saint-Jean

Total :1

RA03 : Québec

Centre de réadaptation en déficience intellectuelle de Québec

Institut de réadaptation en déficience physique de Québec

Total : 2

RA04 : Mauricie—Bois-Francs

Centre de réadaptation Interval

CRDITED de la Mauricie et du Centre-du-Québec

Total : 2

RA05 : Estrie

Centre d'accueil Dixville Inc. Centre de réadaptation Estrie Inc.

Centre Notre-Dame de l'Enfant(Sherbrooke) Inc.

Total : 3

RA06 : Montréal

Centre d'accueil le Programme de Portage inc. Centre de réadaptation Constance-Lethbridge Centre de réadaptation de l'Ouest de Montréal Centre de réadaptation MAB-Mackay

CRDITED de Montréal

Institut de réadaptation Gingras-Lindsay-de-Montréal

Institut Raymond-Dewar

La Corporation du Centre de réadaptation Lucie-Bruneau

Le Centre Dollard-Cormier

Villa Médica Inc.

Total : 10

RA07 : Outaouais

Centre régional de réadaptation La Ressource

Pavillon du Parc

Total : 2

RA08 : Abitibi

Centre de réadaptation la Maison

Clair Foyer Inc.

Total : 2

RA09 : Côte-Nord

Centre de protection et de réadaptation de la Côte-Nord

Total : 1

RA11 : Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine

Le Centre de réadaptation de la Gaspésie

Total : 1

RA12 : Chaudière-Appalaches

Centre de réadaptation en déficience physique Chaudière-Appalaches
CRDITED de Chaudière-Appalaches

Total : 2

RA13 : Laval

Centre de réadaptation Normand-Laramée
Hôpital juif de réadaptation

Total : 2

RA14 : Lanaudière

Centre de réadaptation la Myriade Centre
de réadaptation le Bouclier **Total : 2**

RA15 : Laurentides Centre

du Florès

Total : 1

RA16 : Montérégie

Centre montérégien de réadaptation
CRDITED de la Montérégie-Est Institut
Nazareth & Louis-Braille
Les services de réadaptation du Sud-Ouest et du Renfort

Total : 4

Santé - Centres hospitaliers

RA03 : Québec

Centre hospitalier affilié universitaire de Québec
CHU de Québec
Institut universitaire de cardiologie et de pneumologie de Québec
Institut universitaire en santé mentale de Québec

Total : 4

Santé - Centres hospitaliers

RA05 : Estrie

Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke

Total : 1

RA06 : Montréal

Centre hospitalier de l'Université de Montréal
Centre hospitalier de St. Mary
Centre hospitalier universitaire Sainte-Justine
Centre universitaire de santé McGill
Hôpital Catherine Booth de l'Armée du Salut
Hôpital du Sacré-Coeur de Montréal
Hôpital Louis-H. Lafontaine
Hôpital Maisonneuve-Rosemont
Hôpital Marie-Clarac des Sœurs de Charité de Ste-Marie (1995) Inc. Hôpital
Mont-Sinaï
Hôpital Rivière-des-Prairies
Hôpital Santa Cabrini

Hôpital Shriners pour enfants (Québec) inc. Institut
de cardiologie de Montréal
Institut Philippe-Pinel de Montréal
Institut universitaire de gériatrie de Montréal Institut
universitaire en santé mentale Douglas L'Hôpital Chinois
de Montréal (1963)
L'Hôpital général juif Sir Mortimer B. Davis
La Corporation du Centre hospitalier Gériatrique Maimonides

Total : 20

RA07 : Outaouais

La Corporation du Centre hospitalier Pierre-Janet

Total : 1

RA12 : Chaudière-Appalaches

Centre hospitalier de l'Assomption (St-Georges de Beauce) Inc.

Total : 1

Santé - Centres jeunesse

RA01 : Bas-Saint-Laurent

Centre jeunesse du Bas-Saint-Laurent

Total : 1

RA02 : Saguenay—Lac-Saint-Jean

Les Centres jeunesse du Saguenay — Lac-Saint-Jean

Total : 1

RA03 : Québec

Centre jeunesse de Québec

Total : 1

RA04 : Mauricie—Bois-Francs

Les Centres jeunesse de la Mauricie et du Centre-du-Québec

Total : 1

RA05 : Estrie

Centre jeunesse de l'Estrie

Total : 1

RA06 : Montréal

Les Centres de la jeunesse et de la famille Batshaw

Les Centres jeunesse de Montréal

Total : 2

RA07 : Outaouais

Les Centres jeunesse de l'Outaouais

Total : 1

RA08 : Abitibi

Centre jeunesse de l'Abitibi-Témiscamingue (CJAT)

Total : 1

RA11 : Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine

Centre jeunesse Gaspésie/Les Îles

Total : 1

RA12 : Chaudière-Appalaches Centre

jeunesse Chaudière-Appalaches **Total : 1**

RA13 : Laval

Centre jeunesse de Laval

Total : 1

RA14 : Lanaudière

Les Centres jeunesse de Lanaudière

Total : 1

RA15 : Laurentides

Centre Jeunesse des Laurentides

Total : 1

RA16 : Montérégie

Les Centres jeunesse de la Montérégie

Total : 1

Santé - CLSC - CHSLD**RA03 : Québec**

Centre d'hébergement St-Jean-Eudes Inc. Hôpital

Jeffery Hale - Saint Brigid's

Jardins du Haut Saint-Laurent (1992) Inc.

Total : 3

RA06 : Montréal

C.H.S.L.D. Bayview Inc.

Centre de soins prolongés Grace Dart

Centre d'hébergement de la Maison-Saint-Joseph inc.

Centre d'hébergement et de soins de longue durée de St-Andrew-de-Father-Dowd-et-de- St-Margaret

Centre d'hébergement et de soins de longue durée Gouin inc. Centre d'hébergement Vincenzo-Navarro Inc.

Centre le Cardinal Inc. Centre

Miriam

Château Westmount Inc. CHSLD

Bourget Inc. CHSLD juif de

Montréal

CHSLD Providence Notre-Dame de Lourdes Inc. Groupe

Champlain Inc.

Groupe Roy Santé Inc.

Institut Canadien-Polonais du Bien-être Inc.

Résidence Angelica

Résidence Berthiaume-Du Tremblay

VIGI Santé Ltée

Total : 18

RA12 : Chaudière-Appalaches

Centre d'accueil Saint-Joseph de Lévis Inc. CHSLD
Chanoine-Audet

Total : 2

RA13 : Laval

CHSLD Age3 Inc. Manoir St-
Patrice Inc. Santé Courville

Inc. **Total : 3**

RA14 : Lanaudière

Centre d'hébergement et de soins de longue durée Heather Inc. CHSLD
de la Côte boisée Inc.

Total : 2

RA15 : Laurentides

9040-9764 Québec inc.(Villa Soleil) Pavillon
Ste-Marie Inc.

Total : 2

RA16 : Montérégie

Centre De Santé Saint-Lambert Inc.

Total : 1

Santé - CSSS

RA01 : Bas-Saint-Laurent

Centre de santé et de services sociaux de Kamouraska Centre
de santé et de services sociaux de la Matapédia Centre de santé
et de services sociaux de la Mitis Centre de santé et de services
sociaux de Matane
Centre de santé et de services sociaux de Rimouski-Neigette Centre
de santé et de services sociaux de Rivière-du-Loup Centre de santé et
de services sociaux de Témiscouata
Centre de santé et de services sociaux des Basques

Total : 8

RA02 : Saguenay—Lac-Saint-Jean

Centre de santé et de services sociaux Cléophas-Claveau Centre
de santé et de services sociaux de Chicoutimi Centre de santé et
de services sociaux de Jonquière
Centre de santé et de services sociaux de Lac-Saint-Jean-Est Centre
de santé et de services sociaux Domaine-du-Roy Centre de santé et
de services sociaux Maria-Chapdelaine **Total : 6**

RA03 : Québec

Centre de santé et de services sociaux de Charlevoix
Centre de santé et de services sociaux de la Vieille-Capitale
Centre de santé et de services sociaux de Portneuf Centre de
santé et de services sociaux de Québec-Nord **Total : 4**

RA04 : Mauricie—Bois-Francs

Centre de santé et de services sociaux d'Arthabaska-Érable

Centre de santé et de services sociaux de Bécancour-Nicolet-Yamaska
Centre de santé et de services sociaux de la Vallée-de-la-Batiscan
Centre de santé et de services sociaux de l'Énergie
Centre de santé et de services sociaux de Maskinongé
Centre de santé et de services sociaux de Trois-Rivières
Centre de santé et de services sociaux Drummond
Centre de santé et de services sociaux du Haut-Saint-Maurice

Total : 8

RA05 : Estrie

Centre de santé et de services sociaux de la MRC-de-Coaticook
Centre de santé et de services sociaux de Memphrémagog
Centre de santé et de services sociaux des Sources
Centre de santé et de services sociaux du Granit
Centre de santé et de services sociaux du Haut-Saint-François
Centre de santé et de services sociaux du Val-Saint-François

RA05 : Estrie (suite)

Centre de santé et des services sociaux — Institut universitaire de gériatrie de Sherbrooke

Total : 7

RA06 : Montréal

Centre de santé et de services sociaux Cavendish
Centre de santé et de services sociaux d'Ahuntsic et Montréal-Nord
Centre de santé et de services sociaux de Bordeaux-Cartierville — Saint-Laurent
Centre de santé et de services sociaux de Dorval-Lachine-LaSalle
Centre de santé et de services sociaux de la Montagne
Centre de santé et de services sociaux de la Pointe-de-l'Île
Centre de santé et de services sociaux de l'Ouest-de-l'Île
Centre de santé et de services sociaux de Saint-Léonard et Saint-Michel
Centre de santé et de services sociaux du Coeur-de-l'Île
Centre de santé et de services sociaux du Sud-Ouest — Verdun
Centre de santé et de services sociaux Jeanne-Mance
Centre de santé et de services sociaux Lucille-Teasdale

Total : 12

RA07 : Outaouais

Centre de santé et de services sociaux de Gatineau
Centre de santé et de services sociaux de la Vallée-de-la-Gatineau
Centre de santé et de services sociaux de Papineau
Centre de santé et de services sociaux des Collines
Centre de santé et de services sociaux du Pontiac

Total : 5

RA08 : Abitibi

Centre de santé et de services sociaux de la Vallée-de-l'Or
Centre de santé et de services sociaux de Rouyn-Noranda
Centre de santé et de services sociaux des Aurores-Boréales
Centre de santé et de services sociaux du Témiscamingue
Centre de santé et de services sociaux les Eskers de l'Abitibi

Total : 5

RA09 : Côte-Nord

Centre de santé et de services sociaux de la Basse-Côte-Nord
Centre de santé et de services sociaux de la Haute-Côte-Nord
Centre de santé et de services sociaux de la Minganie
Centre de santé et de services sociaux de Manicouagan

de santé et de services sociaux de Port-Cartier Centre de santé
et de services sociaux de Sept-Îles **Total : 6**

RA10 : Nord-du-Québec

Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James

Total : 1

RA11 : Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine

Centre de santé et de services sociaux de la Baie-des-Chaleurs Centre
de santé et de services sociaux de la Côte-de-Gaspé Centre de santé et
de services sociaux de la Haute-Gaspésie Centre de santé et de
services sociaux des Îles

Centre de santé et de services sociaux du Rocher-Percé

Total : 5

RA12 : Chaudière-Appalaches

Centre de santé et de services sociaux Alphonse-Desjardins

Centre de santé et de services sociaux de Beauce

Centre de santé et de services sociaux de la région de Thetford Centre

de santé et de services sociaux de Montmagny-L'Islet Centre de santé

et de services sociaux des Etchemins

Total : 5

RA13 : Laval

Centre de santé et de services sociaux de Laval

Total : 1

RA14 : Lanaudière

Centre de santé et de services sociaux du Nord de Lanaudière Centre

de santé et de services sociaux du Sud de Lanaudière **Total : 2**

RA15 : Laurentides

Centre de santé et de services sociaux d'Antoine-Labelle Centre

de santé et de services sociaux d'Argenteuil Centre de santé et

de services sociaux de Saint-Jérôme

Centre de santé et de services sociaux de Thérèse-De Blainville Centre

de santé et de services sociaux des Pays-d'en-Haut Centre de santé et

de services sociaux des Sommets

Centre de santé et de services sociaux du Lac-des-Deux-Montagnes

Total : 7

RA16 : Montérégie

Centre de santé et de services sociaux Champlain-Charles-Le Moyne

Centre de santé et de services sociaux de la Haute-Yamaska Centre de

santé et de services sociaux de Pierre-de-Saurel Centre de santé et de

services sociaux de Vaudreuil-Soulanges Centre de santé et de services

socials du Haut-Saint-Laurent Centre de santé et de services sociaux

du Suroît

Centre de santé et de services sociaux Haut-Richelieu — Rouville

Centre de santé et de services sociaux Jardins-Roussillon Centre

de santé et de services sociaux la Pommeraie Centre de santé et

de services sociaux Pierre-Boucher Centre de santé et de services

socials Richelieu-Yamaska

Total : 11

Sociétés de transport

RA02 : Saguenay—Lac-Saint-Jean Société

de transport du Saguenay **Total : 1**

RA03 : Québec

Société de transport de Québec

Total : 1

RA05 : Estrie

Société de transport de Sherbrooke

Total : 1

RA06 : Montréal

Société de transport de Montréal

Total : 1

RA13 : Laval

Société de transport de Laval

Total : 1

RA16 : Montérégie

Réseau de transport de Longueuil

Total : 1

Sociétés d'état

RA03 : Québec

Agence du Revenu du Québec
Autorité des marchés financiers
Centre de recherche industrielle du Québec Institut
national de santé publique du Québec Musée de la
civilisation
Musée national des beaux-arts du Québec
Société des établissements de plein air du Québec
Société des traversiers du Québec Société
immobilière du Québec **Total : 9**

RA06 : Montréal

Agence métropolitaine de transport Bibliothèque et
Archives nationales du Québec Caisse de dépôt et
placement du Québec Commission de la construction
du Québec
Corporation d'urgences-santé de la région Montréal métropolitain
Héma-Québec
Hydro-Québec Investissement
Québec

RA06 : Montréal (suite)

Régie des installations olympiques

Société de la Place des Arts de Montréal Société
de télédiffusion du Québec Société des alcools du
Québec
Société des loteries du Québec
Société du Palais des congrès de Montréal Société
générale de financement du Québec SOQUIJ

Total : 16

RA17 : Centre-du-Québec

École nationale de police du Québec

Total : 1

Sûreté du Québec

RA06 : Montréal

Quartier général - Sûreté du Québec

Total : 1

Grand total : 477

Loi sur l'accès à l'égalité en emploi dans des organismes publics

État de situation des organismes au 31 décembre 2012¹

Il y a **477** organismes publics visés par la *Loi sur l'accès à l'égalité en emploi dans des organismes publics*. De ce nombre, **215** se retrouvent dans le réseau de la santé et des services sociaux (RSSS), qui a fait l'objet d'une importante restructuration nécessitant le développement d'une nouvelle stratégie d'implantation des programmes d'accès à l'égalité en collaboration étroite avec le réseau.

À l'exclusion des **215 établissements** de la santé et des services sociaux, **262 organismes** sont assujettis à la Loi dans les divers autres réseaux.

262 ORGANISMES (autres que RSSS)		
Pour les quatre premiers groupes visés		
1	0.4 %	Préparation du rapport d'analyses des effectifs
---	---	Transmission du rapport d'analyses des effectifs
1	0.4 %	Élaboration du programme
6	2 %	Transmission du rapport d'élaboration
2	0.8 %	Maintien de la représentation pour trois ans
17	6 %	Implantation du programme
234	89 %	Transmission du premier rapport d'implantation
1	0.4 %	Maintien de la représentation pour une deuxième période de trois ans
Pour les personnes handicapées		
1	0.4 %	Préparation du rapport d'analyses des effectifs
2	0.8 %	Transmission du rapport d'analyses des effectifs
7	3 %	Élaboration du programme
240	92 %	Transmission du rapport d'élaboration
3	1 %	Maintien de la représentation pour trois ans
9	3 %	Implantation des mesures pour une première période
215 ÉTABLISSEMENTS du RSSS		
Pour les cinq groupes visés		
13	6 %	Transmission du rapport d'analyses des effectifs
127	59 %	Élaboration du programme
75	35 %	Transmission du rapport d'élaboration
TOTAL POUR 48 CÉGEPS		
Pour les quatre premiers groupes visés		
48	100 %	Transmission du premier rapport d'implantation
Pour les personnes handicapées		
47	98 %	Transmission du rapport d'élaboration
1	2 %	Maintien de la représentation pour trois ans
TOTAL POUR 70 COMMISSIONS SCOLAIRES		
Pour les quatre premiers groupes visés		
1	1 %	Implantation du programme
69	99 %	Transmission du premier rapport d'implantation
Pour les personnes handicapées		
70	100 %	Transmission du rapport d'élaboration
TOTAL POUR 6 COLLÈGES PRIVÉS		
Pour les quatre premiers groupes visés		

¹ Avertissement : les valeurs figurant dans cet état de situation sont arrondies pour les pourcentages.

6	100 %	Transmission du premier rapport d'implantation
Pour les personnes handicapées		
6	100 %	Transmission du rapport d'élaboration

**TOTAL POUR 31 ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT PRIVÉS
PRIMAIRE ET SECONDAIRE**

Pour les quatre premiers groupes visés		
1	3%	Élaboration du programme
---	---	Transmission du rapport d'élaboration
2	6 %	Maintien de la représentation pour trois ans
2	6 %	Implantation du programme
26	84 %	Transmission du premier rapport d'implantation
Pour les personnes handicapées		
2	6	Transmission du rapport d'analyses des effectifs
1	3	Élaboration du programme
27	87 %	Transmission du rapport d'élaboration
1	3	Maintien de la représentation pour trois ans

TOTAL POUR 19 UNIVERSITÉS

Pour les quatre premiers groupes visés		
19	100 %	Transmission du premier rapport d'implantation
Pour les personnes handicapées		
4	21 %	Élaboration du programme
15	79 %	Transmission du rapport d'élaboration

TOTAL POUR 26 SOCIÉTÉS D'ÉTAT

Pour les quatre premiers groupes visés		
1	4	Préparation du rapport d'analyses des effectifs
---	---	Transmission du rapport d'analyses des effectifs
---	---	Élaboration du programme
1	4	Transmission du rapport d'élaboration
---	---	Maintien de la représentation pour trois ans
5	19 %	Implantation du programme
19	73 %	Transmission du premier rapport d'implantation
Pour les personnes handicapées		
1	4	Préparation du rapport d'analyses des effectifs
---	---	Transmission du rapport d'analyses des effectifs
1	4	Élaboration du programme
21	81 %	Transmission du rapport d'élaboration
3	12 %	Implantation du programme

TOTAL POUR 55 MUNICIPALITÉS (après fusion et défusion)

Pour les quatre premiers groupes visés		
5	9 %	Transmission du rapport d'élaboration
---	---	Maintien de la représentation pour trois ans
7	13 %	Implantation du programme
42	76 %	Transmission du premier rapport d'implantation
1	2	Maintien de la représentation pour une deuxième période de trois ans
Pour les personnes handicapées		
1	2 %	Élaboration du programme
49	89 %	Transmission du rapport d'élaboration
---	---	Maintien de la représentation pour trois ans
5	9	Implantation des mesures pour une première période

TOTAL POUR 6 SOCIÉTÉS DE TRANSPORT**Pour les quatre premiers groupes visés**

2	33 %	Implantation du programme
4	670 %	Transmission du premier rapport d'implantation
Pour les personnes handicapées		
5	83 %	Transmission du rapport d'élaboration
---	---	Maintien de la représentation pour trois ans
1	17 %	Implantation des mesures pour une première période

TOTAL POUR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC**Pour les quatre premiers groupes visés**

1	100 %	Transmission du premier rapport d'implantation
Pour les personnes handicapées		
1	100 %	Maintien de la représentation pour trois ans

État détaillé de la situation pour les 215 établissements du RSSS ...**TOTAL POUR 12 AGENCES****Pour les cinq groupes visés**

5	42 %	Élaboration du programme
7	58 %	Transmission du rapport d'élaboration

TOTAL POUR 1 CENTRE DE SANTÉ**Pour les cinq groupes visés**

1	100 %	Élaboration du programme
---	-------	--------------------------

TOTAL POUR 36 CENTRES DE RÉADAPTATION**Pour les cinq groupes visés**

3	8	Transmission du rapport d'analyses des effectifs
10	28 %	Élaboration du programme
23	64 %	Transmission du rapport d'élaboration

TOTAL POUR 27 CENTRES HOSPITALIERS**Pour les cinq groupes visés**

4	15 %	Transmission du rapport d'analyses des effectifs
21	78 %	Élaboration du programme
2	7	Transmission du rapport d'élaboration

TOTAL POUR 15 CENTRES JEUNESSE**Pour les cinq groupes visés**

5	33 %	Élaboration du programme
10	67 %	Transmission du rapport d'élaboration

TOTAL POUR 31 CLSC-CHSLD**Pour les cinq groupes visés**

25	81 %	Élaboration du programme
6	19 %	Transmission du rapport d'élaboration

TOTAL POUR 93 CENTRES DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX**Pour les cinq groupes visés**

6	6	Transmission du rapport d'analyses des effectifs
60	65 %	Élaboration du programme
27	29 %	Transmission du rapport d'élaboration

P.107 ACTIONS MISES EN ŒUVRE EN VUE DE SENSIBILISER LES PROPRIÉTAIRES DE LOGEMENT PRIVÉ AU PROBLÈME DE LA DISCRIMINATION ETHNIQUE.

Le processus de demandes et des plaintes de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse assure des actions dès son début afin de garantir la protection des droits des personnes qui font une démarche auprès d'elle.

Ainsi, si cela s'applique à différents degrés pour l'ensemble des dossiers, l'étape de l'évaluation assure un traitement particulier aux dossiers en matière de logement. Dès la réception du dossier, le conseiller ou la conseillère à l'évaluation communique avec la personne plaignante pour savoir si l'obtention du logement refusé est en jeu. Si oui, le professionnel communiquera dès lors avec le propriétaire pour l'informer de la plainte, lui expliquer ce que peut être un refus discriminatoire, et vérifier si le logement convoité est toujours disponible.

Si tel est le cas, le conseiller tentera par ses interventions de remettre en contact les deux parties et ainsi permettre une solution à la satisfaction de tous.

Ces interventions concomitantes avec les faits litigieux sont certes de nature à sensibiliser les propriétaires aux situations de discrimination, notamment ethnique, et à leurs obligations en regard de la mise en location d'un logement.

Par ailleurs, la Commission continue de distribuer chaque année à de nombreux organismes d'aide au logement et dans les bureaux de Services Québec, le dépliant en français « Droit au logement sans discrimination » et en anglais « Right to Housing Without Discrimination ». Ce dépliant a également été distribué lors de séances d'éducation et lors d'événements où le kiosque d'information de la Commission était présent et il est affiché sur notre site Web.

Un guide virtuel en français et en anglais peut être consulté sur le site Web de la Commission. Ce guide s'adresse aux locataires, aux propriétaires et à toute organisation préoccupée du respect des droits de la personne dans l'accès au logement.

Il est constitué de liens conduisant vers un ensemble d'informations sur l'application de la Charte des droits et libertés de la personne du Québec dans ce secteur d'activités. Il permet ainsi de repérer aisément, sur le site Web de la Commission, les informations disponibles.

Pour la période du 1^{er} avril au 30 novembre 2012, 79 nouvelles plaintes dans le secteur du logement ont mené à l'ouverture d'un dossier d'enquête, dont 22 soulevaient la race-couleur-origine ethnique ou nationale comme motif de discrimination et 21 le motif handicap. Au cours de cette même période, 60 dossiers ont été traités et finalisés dont 10 par un règlement à la satisfaction des parties.

P.108 NOMBRE ET NATURE DES CAS TRAITÉS ET DES PLAINTES REÇUES À LA COMMISSION EN 2012-2013. NOMBRE DE CAS ET DE CIRCONSTANCES EN VERTU DUQUEL LA COMMISSION A AGI PAR ELLE-MÊME.

Le tableau qui suit présente les cas traités selon le principal motif d'insatisfaction allégué par la personne demanderesse.

SITUATIONS (JEUNESSE)	2012-2013
	total 8 mois
Application d'une mesure de protection immédiate	2
Aspects particuliers de la loi	1
Aspects particuliers de la loi (LSJPA)	
Autre	2
Évaluation de la situation et orientation	18
Prise en charge de la situation de l'enfant	91
Prise en charge de la situation de l'enfant (LSJPA)	
Projet de vie permanent	4
Services en ressources d'hébergement	19
Services en ressources d'hébergement (LSJPA)	2
Traitement d'un signalement	26
TOTAL	165

Entre le 1er avril 2012 et le 30 novembre 2012, la Commission a traité un total de 165 cas. Comme il s'agit d'une période de 8 mois, il est possible de prédire que le nombre de cas traités par la Commission en jeunesse connaîtra une hausse au cours de l'année 2012-2013. En effet, avec une moyenne de 20,6 demandes reçues par mois, il est possible d'estimer que la Commission pourrait recevoir 247 demandes pour l'année financière 2012-2013. Ceci représenterait une hausse de **14,3 %** en comparaison avec l'année financière 2011-2012.

La situation pour laquelle la Commission est le plus souvent interpellée est, et de loin, la prise en charge de la situation de l'enfant en vertu de la LPJ, avec **55,2 %** des demandes reçues. Le traitement d'un signalement, l'évaluation de la situation et l'orientation de l'enfant, ainsi que les services en ressources d'hébergement constituent les trois autres motifs pour lesquels la Commission est principalement interpellée (**38,1 %**). Ce portrait est similaire à celui des années précédentes.

Le tableau qui suit indique la répartition des demandes d'enquêtes selon les bureaux régionaux pour la période du 1er avril 2012 au 30 novembre 2012.

DEMANDES D'ENQUÊTE JEUNESSE	TOTAL ANNUEL
	total 8 mois
Gatineau	14
Longueuil	10
Montréal	33
Québec	28
Rimouski	7
Saguenay	7
Saint-Jérôme	16
Sept-Îles	2
Sherbrooke	9
Trois-Rivières	20
Val d'Or	18
Non précisé	1
TOTAL DEMANDES D'ENQUÊTE JEUNESSE	165

60 % des demandes proviennent des bureaux de Montréal, de Québec, de Trois-Rivières et de Val d'Or. Bien que les données représentent seulement huit mois de l'année 2012-2013, celles-ci indiquent qu'une baisse semble se dessiner pour la région de Montréal, en comparaison avec l'année 2011-2012.

Le tableau suivant indique le nombre de dossiers ouverts en jeunesse entre le 1er avril 2012 et le 30 novembre 2012.

DOSSIERS OUVERTS JEUNESSE	TOTAL ANNUEL
	total 8 mois
Gatineau	12
Longueuil	9
Montréal	38
Québec	29
Rimouski	7
Saguenay	7
Saint-Jérôme	16
Sept-Îles	2
Sherbrooke	9
Trois-Rivières	19
Val d'Or	25
TOTAL DOSSIERS OUVERTS JEUNESSE	173 *

* Nous observons qu'il y a davantage de dossiers ouverts que de demandes reçues. En fait, des 173 dossiers ouverts, **26** de ces dossiers ont été reçus en 2011-2012 et ouverts en 2012-2013.

Des 165 demandes reçues, 147 ont été jugées recevables, si l'on exclut les dossiers reçus en 2011-2012 et ouverts en 2012-2013. Ces demandes, dirigées vers le processus d'enquête, représentent un taux de recevabilité de 89,1 %. Ce taux est supérieur à celui de l'an dernier, qui était de 78,2 %. Il est toutefois nécessaire de nuancer cette comparaison du fait que les données pour l'année 2012-2013 sont disponibles pour huit mois seulement.

DOSSIERS FERMÉS JEUNESSE	TOTAL ANNUEL
	total 8 mois
Gatineau	5
Longueuil	4
Montréal	25
Québec	20
Rimouski	6
Saguenay	2
Saint-Jérôme	12
Sept-Îles	2
Sherbrooke	9
Trois-Rivières	10
Val d'Or	7
TOTAL DOSSIERS FERMÉS JEUNESSE	102

Le tableau précédent indique que pour la période comprise entre le 1er avril 2012 et le 30 novembre 2012, un total de 102 dossiers a été fermé en jeunesse. En effectuant une projection comprenant les quatre mois manquants de l'année financière 2012-2013, environ 165 dossiers seraient fermés au terme de l'année. Cette donnée est comparable à celle de 2011-2012, où 173 dossiers avaient été fermés.

Le tableau qui suit présente les dossiers fermés à la suite d'une décision du Comité des enquêtes.

Délai des dossiers fermés au Comité des enquêtes (jours)	2012-2013
	total 8 mois
Absence de lésion de droit	339
Perte de juridiction – tribunal saisi	475
Poursuite de l'enquête devenue inopportune	767
Recommandation (s) satisfaisante (s)	890
Délai moyen des dossiers traités et fermés par le CE	714

Un total de 10 dossiers a été fermé par décision du Comité des enquêtes. Le délai moyen pour les dossiers traités et fermés par le Comité des enquêtes, entre le 1er avril et le 30 novembre 2012, est de 714 jours.

Il est nécessaire de spécifier qu'un dossier dont la décision est rendue, mais pour lequel des recommandations ont été effectuées demeure ouvert tant que le suivi de ces recommandations n'est pas terminé. Ceci a un impact important sur les délais de traitement des dossiers.

De plus, un dossier en particulier a été actif pendant plusieurs mois avant sa fermeture, ce qui a occasionné un sérieux impact sur les délais de traitement des dossiers.

Remarquons enfin que la Commission s'est attardée cette année à fermer plusieurs dossiers qui étaient actifs depuis 2010.

Entre le 1er avril 2012 et le 30 novembre 2012, le nombre de cas et de circonstances en vertu duquel la Commission a agi de sa propre initiative est de 2.

P.109 LISTE DES PLAINTES QUI ONT DÉJÀ FAIT L'OBJET DE RECOMMANDATIONS PAR LA COMMISSION AUPRÈS DES MINISTÈRES EN 2012-2013.

Entre le 1^{er} avril et le 30 novembre 2012, aucun dossier n'a fait l'objet de recommandations par la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse auprès des ministères.

Jeunesse

1. Les demandes reçues en Jeunesse

	2012-2013
	Total 8 mois
Nombre de plaintes Jeunesse	165

Entre le 1er avril 2012 et le 30 novembre 2012, 165 demandes ont été reçues en jeunesse. Il est possible d'estimer que la Commission pourrait recevoir près de 247 demandes pour l'année financière 2012-2013. Ceci représente une hausse potentielle de 14,3% en comparaison avec l'année financière 2011-2012.

2. Dossiers d'enquête ouverts

	2012-2013
	Total 8 mois
Nombre de dossiers d'enquête ouverts	173

Un nombre plus important de dossiers d'enquête a été ouvert, comparativement aux demandes reçues, puisque 26 dossiers ont été reçus en 2011-2012 et ouverts en 2012-2013, pour un nombre total de 173 dossiers entre le 1er avril 2012 et le 30 novembre 2012. L'année financière en cours présente ainsi une tendance similaire à celle des années passées, au cours desquelles il y a eu une augmentation constante du nombre ouvert de dossiers d'enquête.

3. Dossiers fermés

	2012-2013
	Total 8 mois
Nombre de dossiers d'enquête fermés	102

Entre le 1er avril 2012 et le 30 novembre 2012, un total de 102 dossiers d'enquête a été fermé. Une projection pour les quatre mois manquants de l'année financière 2012-2013 permet d'estimer qu'environ 165 dossiers pourraient être fermés au terme de l'année. Cette donnée est comparable à celle de 2011-2012, où 173 dossiers avaient été fermés.

4. Dossiers actifs (en fin de période)

	2012-2013
	Total
Nombre de dossiers d'enquête actifs	95

En date du 31 décembre 2012, 95 dossiers d'enquête étaient actifs en jeunesse, ce qui est supérieur à l'an dernier, où 73 dossiers étaient actifs. Le nombre de dossiers ouverts est en hausse.

5. Le délai

	2012-2013
	Total 8 mois
Délai de traitement (en jours)	112 jours

Le délai est calculé de la date d'ouverture du dossier jusqu'à sa date de fermeture. Il inclut les dossiers fermés par les professionnels et les techniciens, ainsi que le délai moyen des dossiers fermés par décision du Comité des enquêtes. Le tableau indique un délai de 112 jours pour la période comprise entre le 1er avril 2012 et le 30 novembre 2012, ce qui est légèrement inférieur au délai moyen de l'an dernier, qui était de 120 jours. Ceci représente une diminution du délai de 6,6%. Au cours des trois dernières années, les délais de traitement des dossiers sont en baisse constante.

6. Les délais par étape

	Délai prescrit	Délai atteint total 8 mois
Recevabilité	15	20
Évaluation	35	45
Enquête	130	182

Le tableau qui précède illustre les délais de traitement par étape de traitement des demandes entre avril 2012 et novembre 2012. À la suite de la création de la Direction de la protection et de la promotion des droits de la jeunesse, la procédure de traitement des demandes a été revue en profondeur et les délais prescrits ont été modifiés pour être davantage cohérents avec la Déclaration de service aux citoyens, qui est de 180 jours.

Ainsi, le délai prescrit à la recevabilité est passé de 30 à 15 jours; celui à l'évaluation de 60 à 35 jours et celui à l'enquête de 100 à 130 jours.

Pour la recevabilité, le délai moyen est de 20 jours, ce qui est légèrement supérieur (5 jours) au délai prescrit. Il faut cependant souligner que le délai de cette année est inférieur à celui de l'an dernier qui était de 23 jours.

Concernant l'évaluation, le délai moyen est de 45 jours, ce qui est supérieur de 10 jours au délai prescrit de 35 jours. Ce délai est toutefois nettement inférieur au délai moyen de l'année 2011-2012, qui était de 70 jours. Ceci représente une diminution de 25 jours.

Du côté de l'enquête, le délai moyen est de 182 jours, ce qui est supérieur au délai prescrit de 130 jours, mais nettement inférieur au délai moyen de 2011-2012 qui était de 236 jours. Ceci représente une diminution de 54 jours.

7. Les délais des dossiers fermés au comité des enquêtes

Délai des dossiers fermés au Comité des enquêtes (jours)	2012-2013
	total 8 mois
Absence de lésion de droit	339
Perte de juridiction – tribunal saisi	475
Poursuite de l'enquête devenue inopportune	767
Recommandation (s) satisfaisante (s)	890
Délai moyen des dossiers traités et fermés par le CE	714

Un total de 10 dossiers a été fermé par décision. Le délai moyen pour les dossiers traités et fermés par le Comité des enquêtes, entre le 1er avril et le 30 novembre 2012, est de 714 jours.

Il est nécessaire de spécifier qu'un dossier dont la décision est rendue, mais pour lequel des recommandations ont été effectuées demeure ouvert tant que le suivi de ces recommandations n'est pas terminé. Ceci a un impact important sur les délais de traitement des dossiers.

De plus, un dossier en particulier a été actif pendant plusieurs mois avant sa fermeture, ce qui a occasionné un sérieux impact sur les délais de traitement des dossiers.

Remarquons enfin que la Commission s'est attardée cette année à fermer plusieurs dossiers qui étaient actifs depuis 2010.

Entre le 1er avril 2012 et le 30 novembre 2012, le nombre de cas et de circonstances en vertu duquel la Commission a agi de sa propre initiative est de 2.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

CATÉGORIE D'EMPLOI	EFFECTIFS PERMANENTS 2012-2013	EFFECTIFS EN PLACE AU 30 NOVEMBRE 2012 (POSTES OCCUPÉS)
CADRES	8	8
TOTAL	8	8
PROFESSIONNELS		
ADJOINT AU PRÉSIDENT	1	1
ANALYSTE DE LA GESTION ET DES PROCÉDÉS ADMINISTRATIFS	1	1
ANALYSTE DE LA GESTION ET DES PROCÉDÉS ADMINISTRATIFS (EXPERT)	1	1
ANALYSTE EN INFORMATIQUE	2	3
ANALYSTE EN INFORMATIQUE (EXPERT)	1	1
AGENT DE LA GESTION FINANCIÈRE	1	1
AGENT D'ÉDUCATION ET DE COOPÉRATION	5	5
AGENT D'ÉDUCATION ET DE COOPÉRATION (JEUNESSE)	0	0
AGENT D'INFORMATION	4	5
AGENT D'INFORMATION (EXPERT)	1	1
BIBLIOTHÉCAIRE	1	1
CHERCHEUR CHARTE	1	1
CHERCHEUR JEUNESSE	1	1
CHERCHEUR (EXPERT)	2	3
CONSEILLER À L'ÉVALUATION	8	8
CONSEILLER EN ACCÈS À L'ÉGALITÉ ET DES SERVICES-CONSEILS	12	12
CONSEILLER EN ACCÈS À L'ÉGALITÉ ET DES SERVICES-CONSEILS (EXPERT)	1	1
CONSEILLER EN GESTION DES RESSOURCES HUMAINES	2	2
CONSEILLER JURIDIQUE	14	15
CONSEILLER JURIDIQUE (JEUNESSE)	1	1
COORDONNATEUR DE L'ACCÈS À L'ÉGALITÉ ET DES SERVICES-CONSEILS	2	2
COORDONNATEUR DE L'ACCUEIL ET DE L'ÉVALUATION	1	1
COORDONNATEUR DES ENQUÊTES CHARTE	2	2
COORDONNATEUR ÉDUCATION-COOPÉRATION	1	1
ENQUÊTEUR CHARTE	17	17
ENQUÊTEUR JEUNESSE	5	5
MÉDIATEUR	3	3
MÉDIATEUR (EXPERT)	1	1
RESPONSABLE DE LA QUALITÉ DES SERVICES ET DU SUIVI DE LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE	1	1
TOTAL	93	97

TECHNICIENS ET EMPLOYÉ(E)S DE BUREAU		
AGENT DE BUREAU	1	1
AGENT PRINCIPAL DE BUREAU	11	11
SECRÉTAIRE	1	1
TECHNICIEN À L'ACCUEIL ET À L'ÉVALUATION	6	6
TECHNICIEN EN ADMINISTRATION	17	20
TECHNICIEN EN ARTS GRAPHIQUES ET APPLIQUÉS	1	1
TECHNICIEN EN INFORMATIQUE DE GESTION	2	5
TECHNICIEN EN RECHERCHE	1	1
TECHNICIEN PRINCIPAL EN ADMINISTRATION	2	2
TECHNICIEN PRINCIPAL EN PERSONNEL	1	1
TÉLÉPHONISTE-RÉCEPTIONNISTE	1	2
TOTAL	44	51
GRAND TOTAL	145	156*

*Le nombre total des effectifs en place tient compte des employé/e/s temporaires surnuméraires ou qui remplacent des employé/e/s permanents absents du travail (11 temporaires)

P.112 NOMBRE DE SIGNALEMENTS REÇUS EN 2011-2012 ET EN 2013-2013, PAR RÉGION DU QUÉBEC ET PAR MOIS, CONCERNANT DES CAS D'INTIMIDATION OU DE RISQUE SUICIDAIRE.

La Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse ne détient pas de telles informations et elle estime que les centres jeunesse ne compilent pas d'informations à ce sujet. En effet, les deux motifs mentionnés dans la question (intimidation et risque suicidaire) ne sont pas inclus au nombre des motifs de signalement prévus à la Loi sur la protection de la jeunesse. Ces questions devraient s'adresser aux Commission scolaires, qui doivent maintenant produire des statistiques pour documenter le phénomène de l'intimidation depuis que le projet de loi 56 a été adopté.

P.113 NOMBRE D'ENFANTS PLACÉS SUR UNE LISTE D'ATTENTE PAR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE.

Cette question n'est pas applicable au mandat de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse. Il est possible d'obtenir cette information auprès du Ministère de la Santé et des Services sociaux qui compile ces informations de façon régulière.